

L'UNION COOPÉRATIVE D'AMIENS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 27 Mai 1935, à 14 heures

PAR

M. CHOQUET

JURY. . } *Président :* M. R. PICARD, *professeur.*
 } *Suffragants :* MM. LESCURE, *professeur*
 PIROU, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, rue de Constantinople (VIII^e)

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'UNION COOPÉRATIVE D'AMIENS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 27 Mai 1935, à 14 heures

PAR

M. CHOQUET

JURY. . } *Président : M. R. PICARD, professeur.*
 } *Suffragants { MM. LESCURE, professeur.*
 PIROU, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, rue de Constantinople (VIII^e)

1935



AVANT-PROPOS

En 1892, à Amiens, fut créée par des ouvriers une humble société coopérative, civile et ouvrière : l'*Union*. Ce n'était pas la première : l'idée coopérative existait à Amiens et en Picardie depuis plus de cinquante ans mais inconsistante et vague comme partout ailleurs. Les tentatives avaient été nombreuses, aucune n'avait duré.

L'*Union* est actuellement l'une des plus importantes sociétés de France; son rôle, dans le mouvement coopératif français a été considérable surtout depuis la guerre de 1914-1918 mais elle s'est transformée.

De civile, elle est devenue commerciale¹.

Syndicaliste avant tout et théoriquement ouverte aux seuls syndiqués au début, volontiers socialisante par la suite, si elle n'ignore pas aujourd'hui le socialisme, ni surtout le syndicalisme, elle est essentiellement neutre et ouverte à tous.

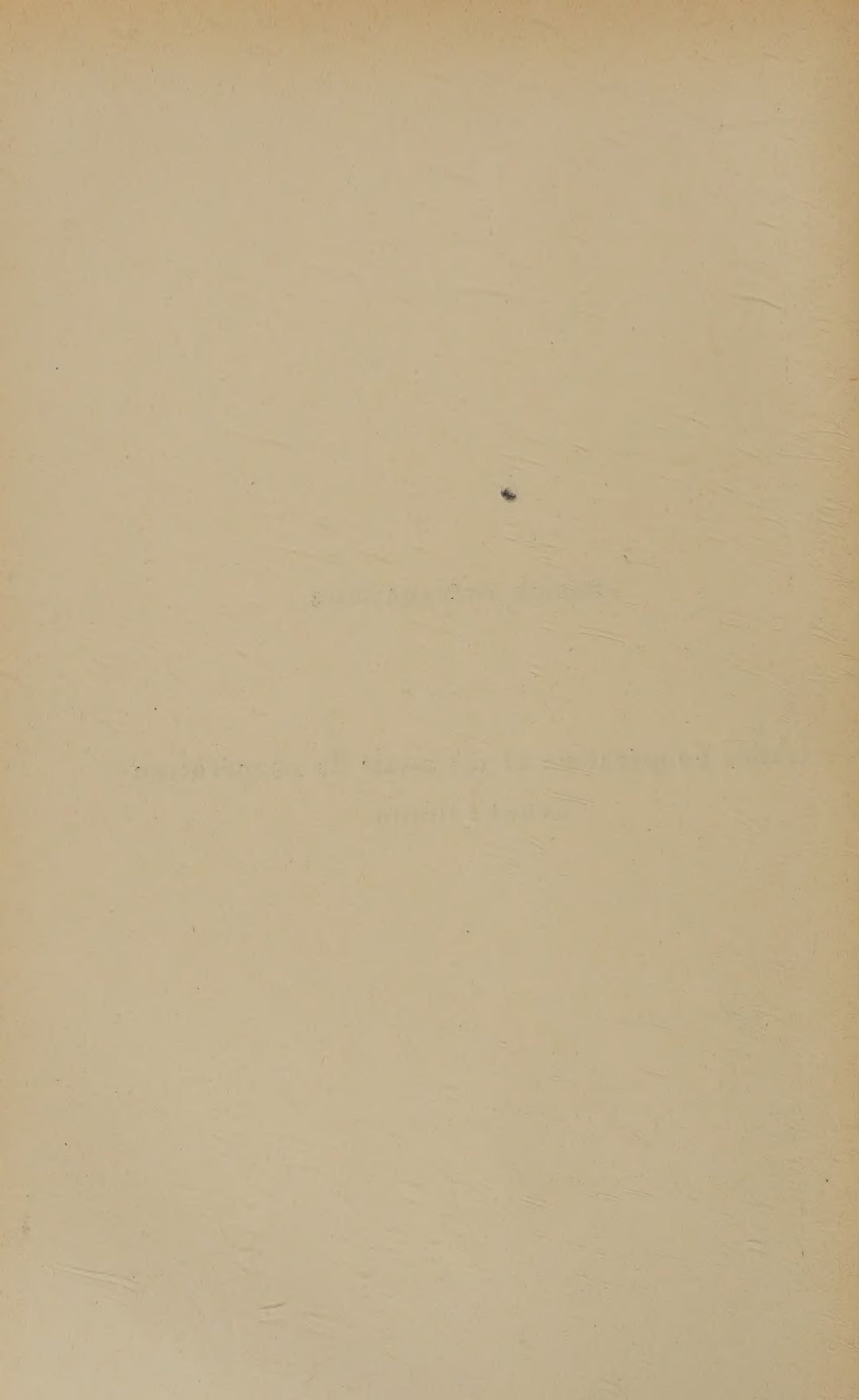
Locale, et même à un seul magasin, elle créa, par la force des choses, des succursales; puis elle est devenue société de développement, transformation décidée dès 1913 mais retardée par la guerre et qui n'a commencé à se réaliser qu'à partir de 1919.

De là, deux grandes périodes qui serviront à la division de cette étude; l'une de 1892 à 1919 avec une période spéciale de 1914 à 1918, l'autre de 1919 à nos jours, et une partie préliminaire sur la coopération avant 1892.

1. La société, civile et anonyme, subit un premier changement en 1893 (consultation du député DOUMER); puis, le 15 juin 1904, sur l'invitation de la *Bourse des Coopératives socialistes*, elle devint commerciale et fut : l'*Union*, société ouvrière coopérative de consommation et de prévoyance d'Amiens; en 1920, société de développement, elle devint : l'*Union*, société ouvrière coopérative de consommation et de prévoyance du département de la Somme; en 1932 : l'*Union des Coopérateurs de la Somme, du Laonnois et du Beauvaisis*.

PÉRIODE PRÉPARATOIRE

**L'idée coopérative et les essais de coopération
avant l'union**



Production. — Les premières tentatives coopératives tendent à la production : « Associations chez les tisseurs d'Amiens, en 1837, pour l'exécution, par eux-mêmes, et directement, des travaux qu'on voudrait leur confier¹. En 1848, quelques serruriers de Friville-Escarbotin en Vimeu tentèrent la fondation d'une association ouvrière de production, avec subvention de l'Etat; ils échouèrent²

Boucherie par actions. — Elle fut ouverte, rue des Vergeaux, le 9 novembre 1850, « par des personnes animées d'un zèle philanthropique... n'ayant pour mobile que l'intérêt général et surtout le bien-être des classes nécessiteuses³ ». Il faut la rattacher à celles qui fleurirent particulièrement dans le Nord, l'Aisne et les Ardennes, et dont l'idée était venue de Belgique⁴. Ce n'est pas la coopération telle que nous l'entendons mais elle en poursuivait des buts essentiels. Genèse, buts et difficultés valent d'être précisés.

A cette époque, même situation que de nos jours : les produits agricoles et particulièrement les bestiaux sont vendus pour rien par le producteur alors que le consommateur paye la viande des prix exorbitants⁵. On essaya de la taxe : elle fut impuissante. En 1850, des membres du Comice agricole firent aux bouchers des observations qui furent mal regues, et à grand'peine le prix de la viande fut ramené de 1 franc 30 le kg. à 1 franc 20. Ces personnes estimèrent cette baisse insuffisante; elles proposèrent aux éleveurs la création d'une boucherie par actions; les éleveurs accep-

1. GAUMONT, *Histoire générale de la coopération française*, t. I, p. 199, note 57.

2. GAUMONT, *op. cit.*, I, 243-245 : aucune société picarde, selon lui, ne figure sur la liste de distribution des fonds en 1848.

3. Lettre écrite à M. le Président de la Commission départementale d'agriculture de la Somme par MM. les membres du Comité de surveillance et de direction de la boucherie par actions (18 mars 1851), *Archives municipales*, dossier « Boucherie ».

4. GAUMONT, *op. cit.*, I, 314, n. 2 et 316.

5. « ... Depuis 1847, le prix des bestiaux allait diminuant..., tous les élèves ne trouvaient pas d'acquéreur, tandis que, au même moment, le prix de la viande restait cher et inabordable pour les classes deshéritées de la fortune... D'une part, ruine des cultivateurs et, d'autre part, alimentation insuffisante de la classe ouvrière et consommation de la viande seulement par les classes riches à des prix excessifs... Les bouchers, c'est-à-dire l'intermédiaire entre le producteur et le consommateur, pesaient constamment sur le prix des bestiaux pour l'avilir et agissaient sur le prix de la viande pour le soutenir... il y avait exploitation de la société, de ses besoins sur une partie essentielle de son alimentation par MM. les bouchers » (Lettre citée).

tèrent, mais les bouchers les effrayèrent par des doutes sur la réussite et la menace de responsabilités possibles. Ils refusèrent finalement⁶. Les promoteurs, membres du Comice, s'assurèrent l'appui du Conseil municipal et du maire d'Amiens; 250 actionnaires souscrivirent 330 actions de 100 francs de nominal, libérées de moitié et quelques mois après des $3/4$, soit 24.750 francs; le capital était indéterminé; la société prévue pour 9 ans.

Au début, la chose paraît vouloir bien tourner : on débite 8.000 kg la semaine; la consommation de viande à Amiens augmente d'un quart et les droits d'octroi pour la viande indiquent une hausse mensuelle de 2.500 francs sur les mois précédant la création de la boucherie. Mais l'affaire causa bientôt des embarras et des déboires à ses promoteurs⁷ « qui furent soumis à un rude apprentissage et marchèrent à l'aventure pendant les deux premières années⁸ ». La situation s'améliora par la suite⁹.

Un rapport de janvier 1859 sur les opérations de décembre 1858 rappelle l'origine de la boucherie et les difficultés du début. Il étudie les résultats du mois sur 37 vaches, 29 veaux, 80 moutons dont le prix de revient (achat, octroi, abattoir, nourriture) a été respectivement au kg. : 1 fr. 10, 1 fr. 24 et 1 fr. 33. Le prix de vente des 4 quartiers fut : vache en 3 qualités et par $1/3$: 1 fr. 30, 1 franc et 0 fr. 70; veau en 2 qualités par $1/2$: 1 fr. 50 et 1 fr. 10; mouton en 3 qualités : $2/3$ à 1,50, $1/6$ à 1,20 et $1/6$ à 0,90. Les quatre quartiers couvrent le prix de revient; le 5^e quartier et les débris ont produit 3.191 fr. 84; ils subviennent aux dépenses soit ordinaires 1.500 francs par mois¹⁰, soit supplémentaires et s'élevant pour ce

6. « Les éleveurs qui avaient concouru avec le plus d'ardeur s'abstinrent; d'autres même, devinrent des adversaires... et défendirent un statut qui les ruinait » (Lettre citée).

7. « Bientôt les hésitations et les défaillances que nous avions remarqués chez les producteurs se firent voir aussi chez les consommateurs et la plupart de ceux qui n'avaient pas reculé devant une souscription d'actions, n'osaient plus quitter le boucher et venir s'approvisionner chez nous » (Lettre citée).

8. Le signataire, Wulfran MOLLET conclut dans le style déclamatoire de l'époque : « On ne tue pas un privilège aussi puissant que celui de MM. les bouchers sans que le mourant n'ait des soubresauts terribles et des mouvements nerveux effrayants, mais nous avons fait le plus fort et les bouchers n'ont plus qu'à suivre le mouvement que nous avons imprimé » (Lettre citée).

9. Au 1^{er} avril 1858, actif : actionnaires : 24.525 fr.; bénéfices antérieurs : 13.900 fr. Au 30 septembre 1858 : actionnaires : 24.525 fr.; bénéfices antérieurs : 13.862 fr.; diminution d'actif : 98 fr. (*Boucherie par actions d'Amiens*, Amiens, Yvert, 1859, 15 pages in-8°, B. M. Histoire, 5048).

10. Notamment le personnel : 1 inspecteur, 1 teneur de livres, 1 caissière, 1 dame à conduire la maison, 1 dame de comptoir, 1 acheteur, 1 chef d'étal, 2 garçons, 1 apprenti et 1 autre homme. Le personnel ne manquait pas.

mois à 511 francs; soit 2.011 francs en tout, laissant un bénéfice de 1.180 fr. 84, « ce qui montre, souligne le rapporteur, que la boucherie n'est pas établie pour empêcher les bouchers de faire leurs affaires et de tirer de leur profession un bénéfice raisonnable¹¹ ».

Du 1^{er} décembre 1863 au 31 décembre 1864, il est débité : 400 bœufs, 663 veaux et 1.643 moutons; soit 392.858 francs contre 174.204 l'année d'avant, viande vendue de 0 fr. 95 à 1 fr. 10 le kg. : 0, 10 de moins que le prix minimum chez les bouchers.

La réussite de cette entreprise valut à la municipalité de nombreuses demandes de renseignements¹²; les unes émanent de municipalités dont certaines croient que la municipalité d'Amiens intervient dans cette boucherie¹³; d'autres de boucheries semblables¹⁴ ou de particuliers désireux de faire pareille création¹⁵.

Pourtant, quelques années plus tard, en 1867, la boucherie n'existe plus : pourquoi, comment ? rien ne le dit. Le rapport du Conseil à MM. les actionnaires (17 août 1867) note : « L'augmentation des prix de cette dernière (la viande) dans tout le commerce de la boucherie à Amiens a suivi immédiatement la disparition de notre société... Cette situation a vivement ému la population et l'administration elle-même; aussi plusieurs de nos honorables concitoyens s'agitent en ce moment pour organiser une nouvelle société, afin de pouvoir continuer l'œuvre philanthropique que la boucherie par actions avait pour mission d'accomplir¹⁶. »

Cette boucherie n'était pas coopérative, mais son but l'était :

11. *Boucherie par actions d'Amiens*. — Rapport concernant les opérations de la boucherie par actions pendant le mois de décembre 1858, présenté au Comité de surveillance, le 25 janvier 1859, par F. LAURENT. Un de ses membres. Imp. YVERT, rue Sire Firmin-Leroux, n° 24, 1859. Ce document est signé : baron de MORGAN DE FROIDEVILLE, président, F. LAURENT, vice-président, J. MARNEL, CAULLIER-THUILLIER, professeur d'agriculture, et GRION, père, inspecteur (Bibliothèque municipale, Histoire, 5.048).

12. Boulogne-sur-Mer, Le Puy, Dieppe, St-Lô, Abbeville, Auxerre, Vesoul, Rouen, Coutances, Sézanne, Brest, Chartres, Montpellier, Aix, Bordeaux, Angers, Vesoul... (*Archives municipales*, dossier « Boucherie »).

13. Mairie de Dieppe : « Votre ville, si je suis bien informé, aurait garanti à cette compagnie, un minimum d'intérêt aux capitaux engagés dans l'entreprise ». (Rien, dans les archives, ne permet d'informer ou de confirmer cette garantie; toutefois, un rapport de 1851 dit : « Notre boucherie n'a qu'un caractère privé; l'administration municipale et le Comice agricole n'y sont pas officiellement représentés, mais la bonne harmonie qui existe entre les personnes qui composent ces deux corps, a été d'un grand secours pour notre société ».)

14. Abbeville.

15. DIN, avocat et juge suppléant à Brest.

16. Signé : RENARD-DORVILLE, président, THUILLIER, vice-président, JOURDAIN, DIGEON, Aug. DEWAILLY, L. FORGERON, BAUDUIN (*Archives municipales*, dossier « Boucherie »).

vendre au juste prix de la marchandise de bonne qualité avec juste rétribution au détaillant et au capital.

Le succès de cette boucherie, au moins pendant 17 ans, devait donner l'idée de tentatives dans des domaines voisins de l'alimentation.

Trois projets. — En 1867, paraissent deux projets de statuts, l'un pour une société coopérative de consommation, l'autre pour l'*Union*, société coopérative de consommation¹⁷.

Il est difficile de savoir l'origine et l'auteur ou les auteurs du premier¹⁸ qui prévoyait une société en nom collectif ayant pour objet l'achat, pour revente exclusivement au comptant et au cours du jour, de toutes denrées de consommation, y compris boulangerie et boucherie, aux associés ou au public¹⁹.

Le second est celui d'une Commission d'économie politique de la Société industrielle d'Amiens²⁰; il est quelque peu postérieur au premier car il s'inspire de la loi de 1867 à laquelle l'autre ne fait aucune allusion. Il organise l'*Union*, société anonyme à capital variable dont le but est l'alimentation hormis la boulangerie et la boucherie²¹.

17. Bibliothèque municipale, Histoire, 5700. Liasse de 2 brochures in-8° chez Lenoel-Herouart, 1867.

18. Il faut peut-être le rattacher au projet signalé le 3 novembre 1865 par MOULLART (*Archives municipales*, dossier « Sociétés ») : « Il paraît que des signatures et des adhésions pour la formation d'une société coopérative de consommation seraient recueillies chez plusieurs ouvriers dans la cité St-Denis. Qui en a pris l'initiative? dans quel esprit? n'y a-t-il que des ouvriers qui y adhèrent? quelle est la forme de la société projetée? Autant de questions sur lesquelles je ne sais rien de précis ».

19. Un gérant est commandité par les associés souscripteurs; durée 30 ans, capital 25.000 fr. en parts de 100 fr., chaque souscripteur en ayant au moins 1 et au plus 20; intérêt de 5 0/0 avec possibilité de report en cas d'insuffisance. Le gérant, révocable *ad nutum*, choisit les agents principaux, établit un compte trimestriel, fait deux inventaires par an, les 30 juin et 31 décembre. La société est administrée par un Conseil de surveillance de 9 à 15 membres, élus pour 3 ans et renouvelables par tiers tous les ans; ils ont droit à des jetons de présence. Des succursales peuvent être autorisées par l'Assemblée générale. Celle-ci comprend les sociétaires ayant versé le montant d'une part. Les bénéfices sont répartis : intérêt de 5 0/0 au capital commanditaire et un de 5 0/0 aux obligations (indiquées ci-après). Le reste est divisé en 100 parts, dont :

40 aux acheteurs au prorata de leurs achats et représentés par des bons de caisse payés à présentation dans le 1^{er} mois de leur date, à 30 jours de vue jusqu'à la fin du sixième mois et, après, ils deviennent des obligations au porteur, rapportant 5 0/0 et annulées au bout de deux ans, leur valeur passant alors au fonds de réserve;

20 aux commanditaires;

15 au gérant et aux employés;

5 parts pour les jetons du Conseil.

En cas de dissolution, l'actif net, divisé en 100 parts va aux associés (70 parts), et aux gérant et employés (30 parts).

20. Rapport FLEURY (V. n° 22).

21. Le capital est prévu de 25.000 fr. en parts de 50 fr. maximum par souscripteur :

Ces deux projets ne reçurent sans doute pas d'exécution mais ils paraissent avoir influencé les rédacteurs des premiers statuts de l'*Union* actuelle.

Un troisième projet était de Roger, président d'une commission spéciale du Comité d'économie politique qui vient d'être cité. La société prévue devait établir une maison de vente au comptant d'aliments cuits à consommer sur place ou à emporter : l'établissement immédiat et d'urgence de 10 fourneaux économiques suspendit les travaux d'études pour l'application permanente²².

Boulangerie coopérative. — Une boulangerie coopérative fonctionna, et même si l'on en croit le rapport Fleury, de façon satisfaisante. Elle fut fondée, fin 1867, et installée place de l'Impératrice (place Vogel depuis 1872). Toute personne, « sauf les conditions stipulées aux statuts²³ », pouvait devenir sociétaire par l'apport d'une somme de 20 fr., versée en une fois ou, pour plus de facilité, par versements hebdomadaires de un franc; la vente, réservée aux sociétaires, était toujours comptant.

La première cuisson fut faite le 22 décembre 1867 pour 25 sociétaires; fin décembre, 50; fin janvier 1868, 131. Malgré la faiblesse des affaires qui aurait dû pousser les ouvriers à profiter des avantages de la société, le nombre ne croît pas plus rapidement parce que trop d'ouvriers sont liés aux boulangers par un crédit ancien et ne peuvent les quitter qu'après s'être libérés.

« Le pain était nutritif, de pâte ferme, bien cuit, type bon pain de ménage, vendu en février 1868 42 centimes 1/2 le kg au lieu

40 parts; la part pouvait être libérée de 5 fr. à la souscription, puis à raison de 50 centimes par semaine. L'administration est confiée à un Conseil élu pour 3 ans et renouvelable annuellement par tiers; il nommait et révoquait tous les employés, fixait leurs attributions, pourvoyait à l'organisation de tous les services, faisait tous les règlements et veillait à leur exécution; il avait droit à des jetons. Il y avait 3 commissaires aux comptes. On faisait 2 inventaires l'an, les 30 juin et 31 décembre. L'Assemblée générale, présidée d'abord par le doyen d'âge, élisait son président et son secrétaire. Les bénéfices servaient 5 0/0 au capital; le reste divisé en 100 parts :

35 aux acheteurs, associés ou non, donnés en bons de caisse;

35 aux actionnaires;

20 aux fonds de réserve;

10 aux employés.

Minimum d'achat : 10 fr. par semestre. En cas de dissolution, l'actif net était réparti aux actionnaires.

22. Rapport FLEURY, de la mairie d'Amiens à la préfecture de la Somme, le 14 février 1868, comme suite à une demande de renseignements de cette dernière. Selon FLEURY, le projet ROGER aurait encore été manuscrit à l'époque. Il n'a sans doute pas été imprimé.

23. L'auteur n'a pu retrouver ces statuts.

de 50 chez les boulangers. En outre, ce pain était très nourrissant : une famille qui consommait par semaine 14 kg. de pain ordinaire en couronne n'en consommait plus que 12 kg. en se fournissant à la boulangerie coopérative, soit 5 francs 10 au lieu de 7 francs, donc une économie de 27,14 %. » De cette société, pas d'autres nouvelles avant 1882 : à la suite d'une enquête faite à la demande de la Préfecture, il est dit qu'elle a été dissoute en 1870²⁴. Il ne faut pas oublier que la Picardie et sa capitale furent envahies en 1870 et que batailles, envahissement et occupation furent néfastes à la vie économique et particulièrement aux sociétés coopératives existantes ou sur le point de se créer.

Société coopérative de boucherie et de charcuterie. — Ce fut le sort de la *Société coopérative de Boucherie et de Charcuterie*, prévue par la municipalité pour remplacer la Boucherie par actions disparue, et parer à la hausse qui s'était faite immédiatement sur la viande à cette disparition. Le projet des statuts délibérés par le Conseil municipal le 14 octobre 1870 prenait en considération les habitants d'Amiens qui ont le plus besoin de viande à bon marché ; la boucherie était prévue pour un an, la vente se faisait au comptant avec un léger bénéfice affecté en fin d'exercice au fonds de réserve ; chaque associé devait verser 12 francs d'une fois ou par versements mensuels et d'avance de 1 franc ; cette mise était maxima ; le nombre maximum de sociétaires : 2.000²⁵. Elle était administrée par un Conseil d'administration ayant un président et un vice-président, un trésorier et un secrétaire, ces deux derniers pris en dehors de lui et avec voix consultative.

Dans le département. — On peut citer : l'*Association pour la vie à bon marché* à Roisel (vers 1850), la *Boulangerie sociétaire* à Harbonnières, la *Boulangerie communale* au Plessiers-Rozain-Villiers (avant 1868) et surtout l'*Union*, Boitel et C^{ie} à Templeux-le-Guerard, en 1863 et qui fonctionne encore²⁶.

Coopérateurs. — En plus de ceux ou parmi ceux qui ont été cités, il faut signaler particulièrement : Firmin Brandicourt²⁷, Frédéric-François Petit²⁸ et Frédéric Petit²⁹.

24. Renseignement donné par Frédéric PETIT, note le rapporteur.

25. Il avait été indiqué, dans le rapport sur l'activité de l'ancienne boucherie par actions pour le mois de décembre 1858, qu'il fallait 2.000 sociétaires au moins pour assurer la vie normale d'une boucherie. La limitation prévue devait sans doute, amener la création d'une seconde boucherie au cas où le nombre maximum aurait été dépassé.

26. GAUMONT, *op. cit.*, I, 547, n. 59 (V. 2^e période, chap. XI, § « Dans le département ».

27. GAUMONT, *op. cit.*, I, 535, n. 20.

28. *Ibid.*

29. GAUMONT, *op. cit.*, I, 547, n. 59.

PREMIÈRE PÉRIODE

L'Union de 1892 à 1914

PREMIÈRE PARTIE

De 1892 à 1914

CHAPITRE PREMIER

LA CREATION

Aucune tentative n'est signalée depuis 1870¹. L'idée devait cependant toujours être en l'air. Quel concours de circonstances allait engendrer une nouvelle création? Le développement du mouvement syndical et socialiste qui, écrasé au moment de la Commune avait repris peu à peu.

Amiens est une vieille et importante cité, laborieuse et ouvrière. La Picardie, autrefois terre d'élection du mouton sur les plateaux et au flanc des coteaux, est un pays de tissage; tisser était, d'une façon générale, une occupation d'appoint : là, de même que pour certaines populations de montagne, on a été et on est encore parfois homme de culture la belle saison, et, dans la mauvaise, homme d'industrie soit textile à l'est, au centre et à l'ouest, soit de petite métallurgie au sud-ouest. Comme partout, le tissage à domicile n'est presque plus qu'un souvenir : la grande usine a poussé ses ateliers ceints de hauts murs et dominés de vertigineuses cheminées.

Aussi Amiens est avant tout un centre textile, plus spécialement cotonnier à cause de la raréfaction de la laine indigène par la disparition du cheptel ovin et de l'abondance du coton à bas prix. Tisseurs, teinturiers, coupeurs, brocheurs, etc., patrons, commissionnaires et ouvriers abondent, au centre surtout, à Saint-Leu, le vieil Amiens. Il faut y ajouter quelques industries métallurgiques vers l'ouest et, aux alentours, plus particulièrement à l'est, les

1. Dans le département, on peut citer : la *Boulangerie coopérative de Doullens* (1879), la *Boulangerie d'Epehy* (1881) et une société à Moreuil, qu'indique GAUMONT (*op. cit.*, II, 63).

hortillonnages où la terre, de fécondité remarquable, donne plusieurs récoltes par an. Il faut citer aussi la chaussure².

Les ouvriers amiénois, comme ceux des centres textiles, étaient particulièrement exploités et, aussi, écrasés par le chômage et des grèves. C'est à ce moment que les idées socialistes de l'*Egalité* et de la *Revue socialiste*, qui comptaient un certain nombre d'abonnés commençaient à se répandre et ne pouvaient que pousser les ouvriers à rechercher une amélioration de leur sort. C'est dans une société coopérative de consommation que des militants syndicalistes et politiques et aussi des philanthropes crurent trouver le moyen sûr et rapide d'atteindre ce but³.

La société à peine envisagée, deux conceptions se heurtèrent : l'une ne la considérant que comme une société de consommation, de vie à meilleur marché, répartissant aux seuls syndiqués adhérents des produits à bon compte et, le cas échéant, des secours ; l'autre voulant faire d'elle un instrument de lutte contre le patronat en recueillant les militants chassés de leur emploi et en consacrant ses bénéfices à la propagande socialiste.

La première fut celle de tous les syndicats sauf deux⁴ ; peut-être parce que le socialisme n'était pas suffisamment développé, peut-être parce qu'elle était la continuation des précédentes sociétés coopératives dont les résultats avaient été heureux pour les travailleurs.

La seconde était soutenue par les teinturiers et les cordonniers⁵.

Le 10 janvier 1892 se tint une importante réunion des teinturiers : « Création d'une société coopérative » ; on décida que la Commission administrative s'entendrait au plus vite avec le Comité fédéral des Corporations ouvrières d'Amiens pour « jeter les bases

2. En 1914, sur un chiffre d'affaires de 80 à 90 millions de fr., le velours entraînait pour 18 millions, la confection pour 25, les articles d'Amiens pour 6 à 8, la chaussure pour 10 à 15, etc., soit plus de la moitié pour le textile et ses dérivés.

D'une étude de Mlle MOLITOR (*Annales de géographie*, 1928), il résulterait que, sur une population de plus de 90.000 habitants, 19.000 auraient vraiment une profession industrielle, dont 12.000 aux textiles, 602 à la chaussure, 2.300 à la métallurgie et 4.200 aux divers. Le textile paraît trop important et le personnel de la chaussure, sous-estimé.

3. Que les initiateurs aient eu connaissance des tentatives précédentes, c'est probable ; toutefois, rien dans les documents ne permet de l'affirmer et on pourrait croire à les lire que l'*Union* d'Amiens est la première tentative à Amiens. C'est à Emile BOUCHER et à DOUVILLE que l'idée doit être venue en premier et la question fut examinée d'abord par le syndicat des teinturiers et apprêteurs duquel BOUCHER était membre. L'ordre du jour de ce syndicat portait pour le 12 juillet 1891 : « Formation définitive de la société coopérative de consommation d'épicerie. »

4. Elle était soutenue par Alphonse LEFEVRE, Louis DUTILLOY et DOUVILLE.

5. C'était celle de E. BOUCHER, TARLE et Ch. VERECQUE.

d'une société coopérative qui fonctionnera sous le contrôle de ces divers groupements.⁶ »

Deux articles parurent⁷ : l'un de Douville prenait en exemple la société de consommation de Roubaix (1.800 membres), montrait l'amélioration du sort qu'elle apportait aux ouvriers roubaisiens et invitait les ouvriers amiénois à tenter de même façon l'amélioration du leur ; l'autre de Boucher montrait que, seul l'*Avenir du Parti ouvrier* et la *Paix*, rendaient réellement service à la classe ouvrière, qu'elles n'avaient pas été créées en tant que sociétés de consommation destinées à améliorer la vie matérielle, mais pour fournir aux organisations socialistes de cette grande ville industrielle deux Maisons du Peuple, et apporter au Parti socialiste des moyens financiers de lutte tout en vendant presque au prix de revient le pain et le charbon.

La fondation subit un temps d'arrêt par la préparation des élections municipales dans lesquelles se lancèrent les socialistes, les syndicats ouvriers et l'Union démocratique.

Les socialistes picards chargèrent Verecque de se renseigner sur les coopératives à tendances nettement socialistes⁸. Il reçut d'Anseele, de Gand, des conseils d'ordre pratique qui étaient un atout pour les partisans d'une coopérative socialiste⁹ ; à quoi Alph. Lefevre répliquait qu'il ne fallait pas effrayer les ouvriers et que les coopératives ne devaient pas servir à d'autres qu'aux syndiqués.¹⁰

6. « Plus de 100 membres présents. Le citoyen D... (il s'agit de DOUDELET, pseudonyme de E. BOUCHER) et un orateur étranger au syndicat, mais animé des meilleurs sentiments (c'est DOUVILLE) démontrent l'utilité de cette organisation » (*Réveil syndical*, 16 au 23 janvier 1892, n° 1, rapporté au *Cri du Peuple*, 26 juin 1932).

7. *Réveil syndical*, 20 au 27 février 1892.

8. Henri CARETTE, de Roubaix, ne répondit pas.

9. « Pour faire une bonne coopérative, il faut :

1° Quelques hommes qui savent ce qu'ils veulent, qui se comprennent, ayant confiance l'un dans l'autre, qui ne se jaloussent pas et qui veulent réussir ;

2° Un peu d'argent ;

3° Un règlement bref, mais dont tous les articles soient exécutés avec dignité mais sans sévérité ;

4° Un contrôle sérieux et constant ;

5° Des employés bien payés mais tout à fait à la hauteur de leur métier ;

6° Un Conseil d'administration qui ne connaisse que le développement de la Coopérative et qui ne recule devant aucune mesure si sévère qu'elle soit pour agrandir la Société ;

7° Arborer le drapeau rouge et dire ouvertement aux ouvriers que la coopération n'est pas le but mais seulement un moyen d'organisation et pour avoir de l'argent pour la propagande socialiste ;

8° Exiger tout au plus, 10 heures de travail régulier par jour ;

9° Commercer avec une boulangerie ou une épicerie ;

10° Ne jamais commencer par un magasin de confection, de chaussures ou autre moyen de production ». (28 mai 1892).

La réunion préparatoire eut lieu le 26 juin 1892, salle de l'Alcazar. Un appel avait été lancé à tous les ouvriers, syndiqués ou non, ainsi qu'à toutes les personnes sympathisantes. Elle fut importante et intéressante. Il y eut des questions de détail¹⁰, et d'autres d'ordre général et même théorique. Les deux conceptions se heurtent de nouveau. Douville expose les avantages d'une coopérative pour le bien-être, le syndicalisme et la solidarité; Doudelet lit la lettre d'Anseele; il voudrait que la coopérative fût plus que l'instrument qui doit produire le bien-être général : une arme de guerre contre le Capital et la Patronat et qu'un fonds de propagande fût institué sur la caisse de la société (*sic*).

Cette idée d'une société coopérative de consommation à tendances politiques et socialistes a déjà provoqué des protestations contre la désignation des président et secrétaire de séance¹¹, non syndiqués, et la présence d'un nombre important de non-syndiqués. Elle n'a pas la faveur de l'assemblée.

En ce qui a trait au recrutement des sociétaires, Doudelet veut que les sectaires bourgeois (*sic*) soient écartés de la coopération; Alibré (couvreur) demande si les « corporations organisées en secours mutuels mais non en syndicats pourront faire partie de la coopération »; Verecque prend la défense des employes de l'Etat et des ouvriers non syndiqués; seront-ils donc exclus et traités « en parias par la coopération pour cette raison dont ils ne sont pas responsables qu'ils ne sont pas constitués en syndicat ? Dutilloy fait remarquer que ce serait d'un exclusivisme par trop rigoureux et nullement démocratique; qu'à l'égard des non-syndiqués, il soit pris des mesures spéciales, soit, mais aller jusqu'à les exclure, ce n'est pas possible. Un citoyen demande même — et la question dépasse le cadre coopératif — quelle sera la situation des petits boutiquiers lorsque la coopération fonctionnera en grand. On lui répond qu'il ne faut pas s'attacher au sort de quelques amis alors que la grande masse y trouvera une amélioration à sa situation¹².

10. Protestation parce que les membres de la Commission fédérale n'auraient fait aucune convocation aux teinturiers et les auraient systématiquement écartés des travaux.

11. Président : VECCHAERD; secrétaire : DUTILLOY.

12. « Les petits boutiquiers, dont je fais partie, dit TARLE, seront bientôt mangés (*sic*), par les grosses maisons comme le *Louvre*, le *Bon Marché* dont les bénéfices iront augmenter les fortunes des rois de la finance ou par la Coopération dont les bénéfices iront aux travailleurs eux-mêmes. Qu'ils choisissent donc, les petits boutiquiers : que ce soit par les grandes sociétés capitalistes ou que ce soit par les coopératives, il faut qu'ils soient mangés. Il se trouvent exactement dans la situation de l'industriel

Une commission provisoire fut formée, courant de juillet, à raison de deux membres par syndicat pour discuter les statuts : coopérative libre sous le contrôle du Parti ouvrier ou coopérative ne s'appliquant qu'aux syndiqués ; c'est celle-ci qui fut acceptée.

L'assemblée constitutive eut lieu le dimanche 24 juillet 1892, même salle que la précédente¹³ ; les statuts présentés par le rapporteur furent acceptés à l'unanimité¹⁴. On y élut le premier Conseil d'administration, composé de 18 membres à raison de trois par chacun des syndicats : cordonniers, mouleurs, ouvriers en voiture, teinturiers, tisseurs, typographes.

Le 29 juillet, on élut le gérant, Douvillé, par 13 voix sur 13 votants¹⁵ ; on désigna la Commission de surveillance enfin on décida que « l'en-tête (*sic*) de la coopérative serait : « *L'Union*, société civile¹⁶ coopérative anonyme ouvrière de consommation et de

à la main (*sic*) vis-à-vis de l'usine à vapeur ; c'est une question de temps ; l'absorption est fatale ».

13. Président : E. BOUCHER (teinturiers) ; secrétaire : P. HORDE (cordonniers) ; assesseurs : LEFEBVRE (tisseurs) ; Ad. DENAMPS (typographes).

14. La société était à personnel et à capital variables, ce dernier illimité de même que la durée. Les actions étaient de 25 fr. ; l'action était libérée par un premier versement de 5 fr. et par un prélèvement fait comme suit : Au prix de revient des objets, un double pourcentage était ajouté : l'un, ordinaire, de 5 0/0 pour les frais généraux, l'autre, temporaire, de 5 0/0 également pour la libération de l'action ; celle-ci libérée, ce prélèvement était remplacé par un de 1 0/0 pour « une réserve éventuelle de secours ». Pour être sociétaire, il fallait être syndiqué, exception faite pour les ouvriers dont la profession n'aurait pas de syndicat, mais en attendant qu'ils soient 10 coopérateurs de cette profession : ils devaient alors en former un. La qualité de sociétaire se perdait par la démission, le fait de quitter « sans motif valable » son syndicat, l'exclusion en Assemblée générale, précédée ou non de la suspension par le Conseil d'administration.

Le sociétaire recevait un carnet social ayant le timbre de son syndicat et celui de la Société, et un autre pour l'inscription des achats.

Le Conseil d'administration était élu par l'assemblée générale parmi les syndiqués, 3 membres par syndicat, renouvelable par tiers tous les 6 mois ; ils étaient rééligibles. Le Conseil d'administration devait se réunir la première semaine de chaque mois et élisait à chaque séance, son président et son secrétaire. Trois de ses membres, nommés tous les mois, contrôlaient les opérations sociales et rendaient compte. N'étaient pas éligibles au Conseil d'administration, ceux qui ne jouissaient pas de leurs droits civils, ceux qui avaient des intérêts contraires à ceux de la Société, ni les directeurs ou gérants d'établissements industriels ou commerciaux.

Le gérant, nommé pour 3 ans, devait être pris dans les syndiqués, mais vu les aptitudes nécessaires à cet emploi, il pouvait être pris en dehors ; il était révocable *ad nutum* par l'Assemblée générale sur demande du Conseil d'administration.

La Société devait acheter et vendre comptant ; toutefois, le sociétaire ayant libéré son action pouvait payer à la quinzaine sans que le crédit pût dépasser la moitié du montant de l'action (12 fr. 50). Elle s'interdisait toute vente à des tiers.

15. Il apportait 1.000 fr. à la société, tout son avoir, avait-il dit. L'exception que le gérant pouvait n'être pas un syndiqué avait été prévue spécialement pour lui.

16. GAUMONT (*op. cit.*), note que, malgré les avantages de la loi de 1867, les sociétés coopératives gardèrent encore longtemps la forme de société en commandite ou en nom collectif ; et nombreuses furent aussi celles qui, parmi les sociétés de consommation

prévoyance d'Amiens, fondée sous le patronage des syndicats ouvriers, Siège social : 8, rue Henri-IV¹⁷. »

Ainsi était définitivement fondée l'*Union* qui portait en elle les espoirs et les rêves de la classe ouvrière organisée d'Amiens et à laquelle les syndicats allaient imprimer longtemps une direction conforme aux aspirations profondes de ceux qui lui donnèrent la vie. Mais on peut dire que les syndiqués, y compris les administrateurs à une exception près, n'avaient pas vu fonctionner une coopérative et n'avaient qu'une idée bien imparfaite de ce que pouvait être la coopération, et de ce qu'on pouvait en attendre¹⁸.

Les socialistes étaient en minorité à l'*Union* et au Conseil d'administration mais Guesde leur conseilla de l'aider parce qu'elle poussait au recrutement syndical, et « d'agir pour l'améliorer et la diriger selon leurs vues ».

se donnèrent la forme de société civile (contraire au point de vue du journal l'*Association*) s'obligeant de cette manière à ne vendre qu'à leurs adhérents, au grand détriment de leur expansion, de leurs forces commerciale et de l'influence sociale de la coopération dans le pays.

17. Imprimerie nouvelle, 13, rue Grasset. Amiens, 1892.

18. « Quoique nous rendant à peu près compte des avantages matériels qu'elle pouvait nous apporter, nous n'avions vu en elle qu'un moyen, celui de faire quelques économies sur nos achats; nous n'avions pas pressenti qu'elle pouvait être un but », GARBADO (Préface de l'*Union d'Amiens*, Historique de la Société, 2^e éd. par COZETTE).

« A l'exception d'E. BOUCHER qui avait vu fonctionner à Roubaix les coopératives ouvrières, tous les autres administrateurs ne savaient pas ce que c'était qu'une coopérative de consommation... Il ne voyaient dans la coopérative qu'une maison de commerce livrant à ses adhérents des marchandises aux meilleures conditions possibles », VERECQUE, *Cri du Peuple*, 24 juillet 1932.

Ce n'est que plus tard que les administrateurs en ont senti nettement la puissance commerciale et de transformation sociale.

CHAPITRE II

VUES SUR LE DEVELOPPEMENT.

Les débuts furent modestes et difficiles. L'installation du magasin se fit sous une grand'porte, rue Henri-IV, n° 8. Elle était peu confortable : pour comptoir, deux volets sur tréteaux; pour casiers, des caisses vides superposées, alignées aux murs et appuyées contre. Pour personnel, Douvillé, gérant, et, à partir du courant de septembre à décembre, Verecque, employé.

Pour si modeste qu'il fût, ce début posa d'inquiétants problèmes financiers surtout quand il fallut acheter des marchandises. Ici, le rôle des organisations ouvrières fut capital.

Elles fournirent la liste de leurs membres désirant devenir coopérateurs; leurs caisses prêtèrent à ces adhérents respectifs la somme nécessaire pour effectuer le premier versement; elles prêtèrent aussi à l'*Union*.

Il y eut le cautionnement du gérant. Et aussi, le prélèvement opéré sur les acheteurs pour la libération de leur action¹.

La bonne volonté ne suffit pas : en peu de temps, l'*Union* paraissait perdue; au 30 novembre 1892, le bilan laissait apparaître une perte de près de 600 fr.; en caisse 762 fr. 75, alors qu'il était dû 1.833 fr. 30 aux fournisseurs.

Les administrateurs, atterrés mais résolus à tout pour sauver la société, donnèrent leurs économies²; le syndicat des mouleurs et

1. V. Première période, 1^{re} partie, chap. I, n° 14.

2. « Je vois encore les premiers administrateurs de l'*Union*, dans un réduit obscur de la rue Henri IV, les uns debout, les autres, les privilégiés, assis sur une caisse ou un tonneau vide, discuter gravement de la situation désespérée de la Société.

» Un gérant, peu sérieux, avait compromis l'existence de l'*Union*. L'échéance devait avoir lieu le lendemain; les fonds manquaient pour y faire face.

» Je vis sur plus d'un visage des larmes couler. Oh ! combien elles étaient expressives ces larmes qui, lentement, tombaient sur ces visages anxieux. Larmes d'impuissance devant une situation compromise... Larmes de colère contre les fautes commises par celui à qui ils avaient donné leur confiance... Larmes de honte en songeant aux cris de joie, des adversaires de l'*Union*, mais surtout en prévoyant le reproche douloureux des camarades coopérateurs.

» Et alors, dans sa simplicité, ce fut une scène d'une grande beauté. Un des nôtres,

celui des tisseurs fournirent un nouvel appui financier. On se sépara de l'employé.

Les pertes continuant, on renvoya le gérant, décision sanctionnée à l'unanimité par l'Assemblée générale, l'intéressé entendu.

Son départ marqua le commencement d'une prospérité qui n'a fait que croître. Il fut remplacé par Leclercq, (des mouleurs); en 1896, ce fut le tour de Garbado (des typographes); en 1908, de Cozette³ qui dirige encore actuellement l'*Union*, aux destinées heureuses de laquelle il œuvre depuis près de 40 ans.

De ces débuts malheureux et pénibles, il est resté des traces, particulièrement dans la surveillance tatillonne et exigeante du Conseil d'Administration. l'intervention répétée des syndicats jusqu'à 1914, et la prudence inquiète et comme toujours alarmée des gérants, en particulier de Cozette.

timidement, comme en s'excusant, dit : « J'ai cinquante francs à la maison; je puis les prêter à la coopérative ». Tous ou presque tous firent de même, et sur ces visages tout à l'heure attristés, apparut un sourire rempli d'espoir ».

3. CLEUET, d'abord choisi, avait refusé le poste.

CHAPITRE III

LES SOCIÉTAIRES

Le nombre (V. tableau I). — Le nombre des sociétaires est difficile à préciser surtout au début car il n'est pas donné par l'*Union*¹. Ce n'est qu'à partir de 1916 qu'on peut les tenir comme exacts et de 1919 qu'ils sont officiellement indiqués par l'*Union* même.

Il est plus malaisé encore de déterminer le nombre des sociétaires actifs et des sociétaires simplement virtuels, ces derniers pouvant être assez nombreux malgré l'article 13 des statuts qui prévoit la radiation de ceux qui n'ont pas effectué un minimum d'achats pendant l'exercice, et dont on ne fait qu'une application assez rare².

On remarquera la lente et faible croissance des premières années, la diminution de certaines années sur l'exercice précédent par élimination des coopérateurs virtuels³, et le palier à partir de 1907.

Cette stagnation vient, en partie, du manque d'intérêt des ouvriers pour la coopération et surtout parce que l'*Union* avait groupé peu à peu la majeure partie des syndiqués, seuls adhérents permis statutairement ; de là, le problème du recrutement.

Le recrutement. -- Cette question qui paraît extrêmement simple de nos jours est de celles qui ont vivement préoccupé l'*Union* et où son évolution s'est marquée avec force.

L'article 9 des statuts était formel : seuls les ouvriers syndiqués

1. Le nombre du début est donné par des rapports de police qui varient à ce sujet 100, 50 ou 300; le premier est le plus vraisemblable (rapports 1894 et 1895); le second paraît faible (rapport 1897); le dernier (1893) est probablement erroné.

Les autres nombres sont tirés des livres de bonis semestriels (il en manque un certain nombre, perdus sans doute en 1918) dont deux colonnes donnent : l'une le numéro des actions, l'autre approximativement, le nombre des sociétaires inscrits. Certains sont extraits des comptes rendus de congrès de la *Bourse des Coopératives socialistes* ou de l'*Almanach coopératif* (1914).

Notons que jusqu'en 1896, les rapports de police indiquent que 95 actions seulement sont libérées.

2. Après 1900, la faiblesse de l'effectif ne permettant pas de l'appliquer avant,

étaient sociétaires et, par conséquent, se fournissaient à l'*Union*; toutefois les ouvriers dont la profession ne comportait pas de syndicat pouvaient être admis en attendant qu'ils fussent 10 membres de la même « corporation »; ils devaient alors former un syndicat entre eux pour continuer d'appartenir à l'*Union*.

Mais cette prescription ne fut pas observée, dans l'intérêt même de la société. Amiens comptait à l'époque pour le moins 4.500 à 5.000 syndiqués, ce qui représente entre 3.000 et 4.000 familles. Les fondateurs étaient en droit d'espérer qu'en peu de temps, sinon pour l'idéal mais tout au moins dans leur intérêt, elles auraient rejoint la coopérative, sans compter les ouvriers dans l'impossibilité de se syndiquer. Il fut loin d'en être ainsi et le Conseil d'administration, malgré les protestations de certains syndicats ouvrit la porte à tous, inquiet de la faiblesse relative de l'effectif, et, tout au début, du mauvais état des affaires. On argue de l'intérêt de tous les consommateurs; on fait appel au sentiment; on rappelle la devise républicaine qui fait toujours vibrer intensément le cœur des humbles, des opprimés et qui peut lever bien des hésitations; on montre aussi que sur tout ouvrier qui devient coopérateur, on fait pression pour qu'il se syndique: le recrutement coopératif facilite ainsi le recrutement syndical⁵.

3. Aux nombres donnés, il faut ajouter, en 1913 : 138 de Picquigny et 72 d'Albert; en 1919 : 183 d'Albert.

4. Voir l'étude au chapitre suivant.

5. 5 octobre 1893. « Le secrétaire a inscrit sur le registre des admissions un non-syndiqué et on (un membre du Conseil) proteste. Le secrétaire reconnaît le fait et dit que l'erreur est réparée; le livret n'est consenti qu'au nom de la femme qui fera partie de la société. Le gérant appuie le dire du secrétaire et cite des faits précédents du même cas. M. GARBADO répond qu'il est regrettable qu'on pût ainsi tourner les statuts; mais puisque agir autrement serait, de l'avis du gérant et des membres de la Commission, faire tort à la Société... » (Retenir la date, le détour du secrétaire et la facile résignation du Conseil).

« Dans une lettre du 6 mars 1895, la Chambre syndicale des travailleurs en cuir, peaux et chaussures d'Amiens demande s'il est permis à des non-syndiqués de faire partie de l'*Union* coopérative. Pour répondre à cette question, la Commission (c'est le Conseil) fait remarquer aux trois mandataires de la Chambre syndicale qui sont chargés de soutenir cette demande que pour les intérêts commerciaux de l'*Union* et sans oublier les principes fondamentaux de la société, on s'est trouvé forcé d'élargir les conditions d'admission; que, en dernière analyse on ne fait qu'accomplir plus largement le but pour lequel la Société avait été fondée. Il est vrai que, dans la pensée des premiers fondateurs, les syndiqués avaient seuls le droit de venir s'approvisionner dans les magasins de l'*Union*; cette mesure était exclusive pour la masse ouvrière non-syndiquée; mais alors il aurait fallu que la masse ouvrière syndiquée répondît à la pensée des premiers administrateurs en venant acheter leurs denrées dans les magasins de l'*Union*; il n'en a malheureusement pas été ainsi; à quelques exceptions près, les syndiqués font complètement défaut et s'il avait fallu s'en tenir à la lettre des premiers statuts, la société l'*Union* se serait trouvée en péril; il lui aurait été impossible d'obtenir les excellents résul-

Des syndicats ne sont pas convaincus. Une nouvelle rédaction des statuts est faite en 1895; la Chambre syndicale des travailleurs en cuir, peaux et chaussures demande s'il est permis à des ouvriers non syndiqués de faire partie de l'*Union*, question qui paraît résolue par la négative⁶.

Cozette, qui note cette entorse initiale aux statuts, affirme qu'à partir de 1896 et jusqu'au 9 août 1912, ils furent appliqués intégralement. Il est permis d'en douter d'une part à cause d'une modification des statuts en 1902. d'autre part, parce que la question revient sans cesse sur le tapis au Conseil d'administration.

L'Assemblée générale de fin 1902 modifia ainsi l'article 9 dont le peu de netteté reflète alors le désir d'élargir le champ de recrutement tout en maintenant le principe des premiers temps : « Les syndiqués sont admissibles de droit. »

« Toute personne peut faire partie de la société; toutefois les ouvriers dont la corporation possède un syndicat ne pourront être admis que s'ils justifient de leur inscription à ce syndicat.

» Pour les personnes autres, décision du Conseil d'administration ».

Le Conseil d'administration qui avait adopté cet article à l'unanimité entendait par « tout le monde pourra faire partie de l'*Union* », « tous les adhérents dont la corporation n'aurait pas de syndicat ».

Mais après comme avant 1902, des syndicats réclament au Conseil d'administration contre l'admission de non-syndiqués.

Avant 1902 : le syndicat des tailleurs demande l'exclusion de 28 tailleurs coopérateurs qui n'étaient plus syndiqués, le citoyen Dutilloy, receveur des hospices, non-syndiqué, mais militant socialiste, démissionne de l'*Union* sur l'insistance du syndicat des em-

tats qu'elle obtient. Elle a donc bien fait d'élargir le cercle trop restreint de son recrutement; la nouvelle mesure est dans son essence plus démocratique et plus fraternelle; elle répond mieux aux besoins multiples que nous éprouvons en cette époque de malaise général. Nous augmentons le nombre de nos coopérateurs eux-mêmes qui pourraient trouver que notre ligne de conduite n'est pas la plus sage ni la plus conforme aux principes de la coopération. Sans nous arrêter plus qu'il ne convient aux demandes restrictives qui nous sont faites, mais qu'il est facile de réduire à néant, en vertu de notre nouvelle organisation, nous n'avons plus qu'un mot à répondre : l'administration de l'*Union* est confiée à une délégation des syndicats qui ont créé cette société coopérative et cette délégation a conscience d'agir d'une manière conforme aux vrais principes qui doivent guider commercialement et judicieusement une coopérative ouvrière, c'est-à-dire la pratique loyale et sans arrière-pensée de la devise républicaine trop oubliée » 8.3.1895. On remarquera l'importance de cet extrait.

6. 12-5-1895. « Garbado fait remarquer que d'après « les derniers statuts, le droit demeure entier pour les syndicats de demander la radiation de sociétaires qui refusent de faire partie de leur syndicat respectif ».

7. Ancienne rédaction : «... il ne pourra être admis que des ouvriers faisant partie des syndicats. Cependant, le C. A. pourra sortir de cette règle en faveur d'ouvriers dont la corporation ne possède pas de syndicat, etc. »

ployés. Pour éviter des abus, le Conseil d'administration veut que les demandes de radiation des coopérateurs non-syndiqués soient signées des membres du bureau du syndicat intéressé et « revêtues du cachet ». Des sociétaires sont exclus en 1901 parce que ne faisant pas partie de leurs syndicats ou n'y adhérant plus^{7bis}. La Chambre syndicale des ouvriers plafonneurs et zingueurs émet le vœu que tous les sociétaires ayant « un syndicat dans leur corporation soient mis en demeure de se syndiquer; le syndicat du cuir demande — sans succès d'ailleurs — que les coopérateurs non syndiqués n'aient pas le droit de vote aux assemblées générales; on va jusqu'à exiger que se syndique la femme d'un coopérateur travaillant, elle, dans une profession où existe un syndicat.

Après 1902 : les menuisiers demandent que ne soient « maintenus à la coopérative que les syndiqués »; le Conseil d'administration passe outre à la proposition du syndicat du bâtiment de ne pas admettre comme coopératrice la femme d'un syndiqué radié. On sent le besoin ou tout au moins le désir de recruter particulièrement pour faciliter les progrès de la boulangerie, qui, par moments, donne beaucoup de soucis au Conseil d'administration⁸.

Mais le recrutement s'arrête, les démissions sont nombreuses soit directes, soit déguisées par remboursement de l'action au 1/10; elles arrivent à dépasser par moment les admissions¹⁰. Alors se pose nettement la question de la libre admission, « de la porte ouverte ».

Elle est débattue aux syndicats dès 1909. En 1911, Cozette se rend à Ailly pour une coopérative à créer ouverte à tous mais avec des administrateurs syndiqués. En 1912, on cite Troyes comme exemple où cette ouverture a réussi. Le 12 avril, Cozette présente

7bis. Des ouvriers adhéraient à un syndicat pour pouvoir être inscrits à l'Union et ne cotisaient plus ensuite : de là, les demandes d'exclusion formées par les syndicats.

8. A partir de 1899, le bulletin d'admission des non-syndiqués mentionnera s'ils se fourniront de pain.

Au début de 1903, les porteurs de pain « sont chargés de voir dans leurs tournées les anciens coopérateurs et d'essayer de les faire revenir. CAZE (un des porteurs) en a fait décider un, mais c'est un agent; le Conseil décide de l'accepter s'il vient » (sic).

On accepte les femmes mariées, au moins syndiquées, alors que le mari, non syndiqué, a un syndicat dans sa corporation. Une femme veuve vivant maritalement avec un non-syndiqué, est acceptée.

Toutefois, en 1909, on décide que les retraités du chemin de fer seront refusés s'ils ne présentent pas un avis favorable du syndicat des chemins de fer : effet des luttes syndicales de l'époque.

9. Un certain nombre sont causées par des refus de secours. Le Conseil d'administration décide que les remboursements partiels ne pourront être faits au-dessous de 25 fr.

10. Voir tableau n° III,

un rapport qui conclut favorablement au régime de la porte ouverte devant le développement des Ruches et des Unions économiques surtout ; il n'y a aucun doute pour lui que les syndicats conserveront toujours la direction. Le 23, à la réunion des bureaux de syndicats, on émet la crainte que la porte ouverte ne fasse baisser les effectifs des syndicats de 30 à 40% ; on redoute le développement que pourrait prendre l'*Union*, surtout les succursales à créer ; on aura plus de frais généraux. D'autres sont optimistes : on « accaparera » le commerce dans la ville ; on fera du recrutement qui profitera aux syndicats. Brandicourt propose que l'on se renseigne auprès des syndicats : savoir si, selon eux, ils perdront oui ou non des syndiqués ; mais ils n'auront pas de données certaines, et on passe outre.

En juillet 1912, l'Assemblée générale est appelée à se prononcer ; aux diverses raisons déjà indiquées, Cozette ajoute que l'*Union* pourra secourir d'une façon plus efficace les organisations syndicales luttant pour une augmentation de salaire ou la diminution des heures de travail. Par 148 voix pour 89 contre et 3 abstentions, « la porte est ouverte à tous ». Ainsi se trouvait résolue dans le sens le plus libéral et le plus conforme aux intérêts de la coopération mais aussi le plus éloigné des vœux des créateurs, la question de l'admission¹¹.

Alors les adhésions pleuvent. On a vu par ailleurs l'accroissement du nombre des sociétaires : il justifierait si besoin était la suppression de toute entrave au recrutement¹².

La question des non-syndiqués pose aussi celle de leur admission à la Commission de surveillance : au début elle comptait 3 membres, on admit un non-syndiqué : quand elle en eut 6, on en admit 2.

On régla celle des commerçants vendant des produits, denrées ou marchandises similaires à celles de la Société ; dès 1897, ils ne furent plus admis, exception faite pour les syndiqués tenant un petit commerce. Est-il besoin d'ajouter que, de nos jours, la question ne se pose ni en principe, ni surtout en fait ?

¹¹ 11. Pour l'adhésion : versement de 5 fr. au minimum sur l'action souscrite et 1 fr. pour le livre des statuts et le carnet d'approvisionnement.

¹² 12. Toute complication ne fut pas écartée ; témoin l'adhésion du curé de PICQUIGNY qui donna lieu, le 16 mai 1919, à une longue et vive discussion. Quelqu'un admettait un curé de campagne, non un de ville. Finalement on formula ce principe : on ne doit refuser l'adhésion qu'à ceux qui se montrent mauvais camarades, qui font du mal à la Société ou ont essayé de lui nuire. Le curé de PICQUIGNY n'était sans doute pas un mauvais camarade : il fut admis.

Perte de la qualité. — La qualité de sociétaire se perd par la démission, la radiation pour insuffisance de consommation et aussi l'exclusion en Assemblée générale pour injures et mots grossiers envers les employés¹³.

13. A la majorité prescrite pour la révision des statuts.

CHAPITRE IV

L'UNION ET LES SYNDICATS

Les fondateurs de l'*Union*, tous syndiqués, voulaient une coopérative de syndiqués ouvriers. L'examen de la classe ouvrière et des syndicats à l'époque va nous montrer que cette conception était parfaitement justifiée, qu'une telle société pouvait vivre et prospérer; qu'elle répondait à un besoin des ouvriers et que c'est la carence seule des syndiqués qui mit ses dirigeants dans l'obligation de chercher d'une autre façon la prospérité de l'*Union*.

Ouvriers et syndiqués de 1890 à fin 1933. — Il est difficile d'indiquer avec précision la composition de la classe ouvrière en 1890 et ses variations de cette date à nos jours et plus particulièrement ce qu'a été le mouvement syndical¹.

La population ouvrière était nombreuse et la proportion des syndiqués importante : en moyenne 50 %; pour les teinturiers elle était de 60 à 70 % et pour les typographes, la presque totalité.

Aux cheminots, 1.500 syndiqués, 70 % environ du personnel en 1914; aujourd'hui 1.200 syndiqués, à effectifs égaux au syndicat des confédérés et dans celui des unitaires.

Au Textile, sur plus de 2.000 ouvriers, 1.000 environ syndiqués aux teinturiers et 300 à 400 aux tisseurs (ceux-ci atteignirent 600 en 1924); actuellement le syndicat unitaire est quasi-inexistant et 100 membres sont à la C. G. T.

Au Livre, 300 travailleurs, syndiqués à une dizaine près.

Les métallurgistes avaient plusieurs syndicats qui fusionnèrent vers 1911-1912 : en 1920 : 400 à 500 syndiqués; cette organisation disparut après avoir été à la confédération unitaire. Il y avait 3.000 travailleurs il y a une dizaine d'années; actuellement, moins de 1.500.

A l'habillement : 250 syndiqués vers 1911; actuellement avec

1. Cette étude est tirée des renseignements donnés par le camarade BASTIEN, l'actuel secrétaire de l'Union départementale des syndicats confédérés et qui fut longtemps et bien avant la guerre secrétaire de l'Union locale des syndicats confédérés.

Le rapport de police de 1896 indique 12 syndicats ouvriers, 20 patronaux et 2 mixtes.

plus de 2.000 travailleurs en y comprenant les ouvrières à domicile un syndicat sans grande vie depuis la guerre et ne comprenant que des hommes.

Sur plus de 2.000 employés, 230 à 250 syndiqués venant presque tous du personnel de l'*Union*².

L'alimentation comptait 150 à 200 syndiqués ; il y en a presque autant actuellement dans le seul syndicat confédéré et une quinzaine au syndicat des unitaires. Presque tous sont également de l'*Union*. Un syndicat de gérants n'a pas tenu.

Pour les transports, 50 syndiqués confédérés et 25 unitaires sur 500 à 600 travailleurs.

Les tramways emploient 150 personnes dont la moitié sont syndiquées.

En ce qui a trait aux fonctionnaires les P. T. T. s'étaient syndiqués vers 1906 ; actuellement, 400 à 500 syndiqués à la C. G. T. en 3 syndicats : commis, ouvriers, employés ; quelques employés ont adhéré aux organisations unitaires. Quant aux autres fonctionnaires fort peu étaient syndiqués avant 1914, quelques instituteurs. Presque tous le sont aujourd'hui.

Depuis la guerre enfin s'est constitué le syndicat des taxis, 50 à 60 chauffeurs dont la moitié syndiqués.

En résumé, les syndicats qui avaient prospéré depuis 1890 comptaient en 1914 environ 6.000 membres. Ils en comptent plus encore de nos jours malgré l'amointrissement venant de la scission. Les syndicats d'avant-guerre avaient des effectifs plus importants que ceux de maintenant et l'augmentation vient de l'adhésion au syndicalisme de nouvelles catégories de travailleurs. Mais quelles étaient les possibilités de consommation de cette masse ?

Salaires et capacité de dépense. — On sait que les prix, dans la seconde moitié du xix^e siècle ont atteint leur minimum en 1896 et que, depuis, ils n'ont fait qu'augmenter pour monter après la guerre d'une façon déconcertante.

Il a déjà été dit que les salaires étaient faibles, plus encore peut-être que dans les centres textiles du Nord³. Ils ont légèrement progressé jusqu'en 1914 au prix de grèves longues et dures et dont

2. Tout le personnel n'est toutefois pas syndiqué (V. le nombre d'employés, 2^e période, chap. 9, n. 1).

3. La différence, d'après M. DUBOIS, conservateur de la *Bibliothèque municipale*, serait de 30 % en moins sur ceux de Roubaix. Il paraîtrait, en revanche — le renseignement est donné sous toutes réserves — que la production d'un ouvrier amiénois serait de 40 % inférieure à celle de l'ouvrier roubaisien.

certaines ne purent être menées à bien qu'avec le concours de l'*Union*⁴.

En 1890, le salaire minimum, celui du manœuvre, était de 0 fr.,30 l'heure et la journée de travail de 12 heures; en 1910, 10 heures à 0,40-0,45; il est passé après la guerre de 2 fr. à 2 fr.,50 à raison de 8 heures par jour.

Aux typographes, le plus haut salaire : 5 à 6 fr. et actuellement 40 fr., les linotypistes allant de 40 à 45 fr..

Les teinturiers, payés à la journée, recevaient 3 fr. vers 1900, 4 fr. en 1914; aujourd'hui 22 fr. au-dessous de ce qui fut le maximum.

Les métallurgistes, au taux de 5 fr. sont montés à 30; les tisseurs ont eu d'amples variations : les régleurs de 4 fr. à 25 et 30; les ouvriers pour les tissages et le velours de 6 fr. à 40. Le chômage les atteint tout particulièrement. Chez les tisseuses, une bonne ouvrière touchait 4 fr. par jour à surveiller 4 métiers pendant 10 h. actuellement, c'est 25 fr. pour 6 métiers pendant 8 h.

Les employés étaient aux appointements de 80 à 150 fr. par mois; actuellement de 500 à 1.000 fr.; les femmes ont 100 fr. de moins et leur maximum ne dépasse pas 700 fr.

L'avant-guerre est caractérisée par un salaire moyen de 4 fr. à 4,75 par jour; l'après-guerre de 30 fr. ce qui permet de croire à une puissance accrue de consommation de la classe ouvrière au moins jusqu'en ces derniers temps.

Ainsi, tant par le nombre des syndiqués que par le développement de la puissance d'achat de la classe ouvrière, l'*Union*, dans sa forme primitive, n'aurait certes pas atteint son état actuel mais elle pouvait, si les ouvriers et surtout les syndiqués avaient compris leur devoir et leur intérêt, croître rapidement et durer⁵.

Rapports des Syndicats et de l'Union. — Conçue par eux qui lui donnèrent la vie et la sauvèrent dans les moments difficiles du début, l'*Union* ne fut d'abord que leur prolongement économique. Ils prétendirent longtemps en réserver les avantages aux syndiqués; ses administrateurs n'étaient que des représentants syndicaux délégués à la surveillance de son fonctionnement et à son organisation. Rien d'important ne survenait que les syndicats n'en fussent

4. Voir 1^{re} période, chap. 11, § solidarité ouvrière.

5. Même en envisageant la scission de 1921 qui n'aurait peut-être pas eu d'effets localement ou tout au moins fort peu si la coopérative était restée syndicaliste et ouvrière — si l'on s'en rapporte à ce qui s'est passé en Belgique où la complète interdépendance des diverses branches du mouvement ouvrier a laissé à celui-ci son unité et sa puissance.

informés, aucune décision grave n'était prise que les bureaux des syndicats n'en eussent délibéré en commun.

Mais l'abstention des syndiqués à s'inscrire et se fournir à l'*Union*, l'admission de non-syndiqués en nombre sans cesse croissant pour aboutir au régime de la porte ouverte, ne pouvait que pousser l'*Union* à se libérer de cette tutelle, et on peut caractériser ce paragraphe comme une lente émancipation de la coopérative pour aboutir à son indépendance actuelle.

C'est ce qui ressort des faits et des mots. Par sa création et sa situation financière gênée, elle était leur subordonnée; son succès lui donna le sentiment de son importance. En 1901, on en était encore à la prédominance du mouvement syndical sur la coopération⁶; en 1910 à celle de l'égalité des deux mouvements⁷; on va même jusqu'à soupçonner que c'est elle le principal⁸; en 1919, on en sera à l'indépendance aujourd'hui effective.

Dans les faits, cette évolution quoique sensible apparaît moins nette, car les idées mettent toujours un temps plus ou moins long à passer dans la pratique⁹ et les décisions du Conseil d'administration et des assemblées générales marquent souvent des revirements et des contradictions.

6. « Suivant l'exemple des coopératives belges, l'*Union* devait être dans la pensée de ses fondateurs, autre chose qu'une maison d'épicerie, autre chose qu'une imitation du commerce; sans cependant négliger le côté matériel, elle devait avoir pour but de donner plus de cohésion, plus de force au mouvement syndical amiénois; elle devait devenir quelque chose comme la forteresse des syndicats ouvriers en même temps qu'une œuvre de solidarité et d'éducation ouvrière. Si, à son début, les syndicats ont eu de terribles épreuves à passer pour assurer ses premiers pas, aujourd'hui c'est elle qui, devenue grande et forte, protège les syndicats qui l'ont créée.

L'*Union* est la première coopérative qui ait inscrit dans ses statuts l'obligation d'être syndiqué pour devenir coopérateur... l'union du mouvement syndical et du mouvement coopératif, le *second subordonné au premier* (c'est l'auteur de la thèse qui souligne) ne pourra que donner d'excellents résultats et déjà, un peu partout en France, cette tentative heureuse des syndicats amiénois a de nombreux imitateurs. GABARDO, X^e anniversaire; compte rendu de l'exercice, Imp. du Progrès de la Somme, 1902.

7. CLEUET, examinant en 1910 les rapports des syndicats et des coopératives, déclare que « les syndicats ne doivent point considérer seulement le mouvement coopératif comme un champ d'expérimentation pour l'application des desiderata de la classe ouvrière », ce mouvement porte en lui-même un germe de transformation sociale; il tente de se substituer à la société capitaliste; il est le corollaire de l'action syndicale, nécessaire aux travailleurs pour que ces derniers ne perdent pas comme consommateurs les avantages obtenus comme producteurs grâce à l'action syndicale. (Discours à l'Assemblée générale.)

8. Plus encore : « Si elle (la coopération) n'est pas toute l'action prolétarienne, elle en est une *partie essentielle* (souligné par l'auteur de la thèse).

9. Faut-il citer les Révolutions qui se font dans les idées des dizaines d'années avant qu'elles ne se manifestent dans les lois ou par des insurrections ? Et les divorces traquant des ruptures morales déjà anciennes ?

On a déjà vu les interventions syndicales dans le domaine du recrutement. Elles furent aussi nombreuses et importantes dans bien d'autres.

On réglementa d'abord l'accès des syndicats à l'administration de l'*Union* : un syndicat, pour avoir droit à 3 délégués au Conseil d'administration doit compter au moins 10 coopérateurs¹⁰; ce nombre est ramené à 5¹¹, puis porté à 15¹². A ce sujet se posa la question de la communication des procès-verbaux du Conseil d'administration, accordée quand elle est partielle ou limitée, mais refusée quand elle doit être générale ou faite sous quelque forme que ce soit à des employés de l'*Union*, même remplissant des fonctions dans leur syndicat¹³. Le premier inventaire fut communiqué à tous les syndicats et, par la suite, les états de situation¹⁴. Eux encore décident de l'admission de nouveaux syndicats aux Conseils d'Administration¹⁵ ou invitent un syndicat à désigner des délégués¹⁶.

Ils interviennent au Conseil d'administration : attribution à celui-ci d'une demi-part des bénéfices et fixation de la valeur du jeton de présence, le Conseil d'administration se fait représenter à des Assemblées générales de syndicats; il décide de lui-même que les employés de la coopérative ne pourront faire partie du Conseil en qualité de représentants de leurs syndicats.

C'est surtout dans les rapports de l'*Union* avec son personnel qu'est précieuse l'intervention des syndicats; en fin de compte, les syndicats donnent toujours raison à l'*Union*¹⁷.

Les syndicats sont consultés sur l'utilité d'installer des succursales¹⁸; sur la transformation de l'*Union* en société commerciale¹⁹; sur le principe d'une ristourne aux non-sociétaires; sur des prêts à consentir à la Sociale²⁰. Ils s'occupent de détails, même de demander la suppression du port à domicile²¹.

10. 10.8.1894.

11. 24.3.1897.

13. Les syndicats font connaître leurs effectifs de membres coopérateurs et le nombre des présences des délégués à la coopérative est envoyé à chaque syndicat intéressé.

14. 10.6.1898; 27.6.1900; 9.8.1900.

13. 3.10.1892.

15. Coupeurs-brocheurs le 2.2.1900; Métallurgistes le 12 juillet 1901; Membres de l'Enseignement le 28 juillet 1903 à l'unanimité moins les cordonniers et le bâtiment.

16. Au syndicat des coupeurs-tailleurs le 12.6.1896; l'un des 2 délégués fut COZETTE.

17. Voir chapitre 10, 1^{re} période.

18. Pour MOREUIL, le 4.9.1903.

19. 15.11.1903 à l'unanimité moins les métallurgistes qui s'abstiennent.

20. V. chapitre 6, 1^{re} période (§ coop. de production).

21. On remarque que le C. A. n'a pas pris part à la fête du 1^{er} mai 1898; commande d'un drapeau rouge (1902), etc.

L'*Union*, de son côté, fait tout ce qu'elle peut pour les syndicats ; aide en cas de grève²³, prêts ; mais elle s'impose certaines limites et refuse que 1% du boni soit destiné à la formation de syndicats. La Bourse du travail veut faire paraître *Le Réveil Syndical*, l'*Union* souscrit pour 2.000 exemplaires, deux pages seront laissées à l'*Union*, les articles en étant soumis au Conseil d'administration et le bulletin non politique. Elle donne son concours financier à des conférences de quartier à concurrence de 4 par an pour la propagande syndicale et coopérative.

Elle favorise surtout le recrutement syndical ; à partir de 1901, des livrets syndicaux seront déposés à l'*Union* qui pourra faire syndiquer immédiatement le candidat coopérateur non syndiqué dans sa profession²⁴.

Mieux : « Grâce à la coopération, nous avons notre citadelle où peuvent se retirer les ouvriers que les patrons mettent à l'index », et on discute quel sort on ferait dans l'*Union* à un ouvrier qui, devenant président du Conseil des prud'hommes serait « victime du patronat ».

Mais les services de plus en plus importants qu'elle pouvait rendre aux syndicats n'ont pas peu contribué à lui faire comprendre son importance et à l'amener ainsi, avec d'autres raisons déjà indiquées, à son indépendance.

23. V. chap. 11, 1^{re} période (§ solidarité ouvrière).

24. On pourrait encore citer : affiche pour le boycottage des grands journaux bourgeois qui, dans une grève, ont pris parti contre les grévistes ; rétribution, en partie, du secrétaire de la Bourse du travail, etc.

CHAPITRE V

L'UNION ET LE SOCIALISME

Nous avons vu que les socialistes avaient pris une part active à la création de l'*Union*, mais qu'ils ne furent ni assez nombreux, ni assez influents pour en faire une coopérative socialiste¹.

Le socialisme était peu développé et organisé en 1890^{1bis}; ce n'est que dans les 10 à 15 années suivantes qu'il prit une force considérable.

Quelques socialistes picards² créèrent le *Peuple Picard* (18 mai 1890); ce journal ne parut que 18 mois. Puis sous l'égide de l'Union démocratique et de la Fédération locale des syndicats ouvriers, Dutilloy (radical) publia le *Réveil de la Somme*.

En 1893, il se créa quatre groupes socialistes : Idée socialiste, Socialistes Picards, Karl Marx, Egalité, qui formèrent la section amiénoise du Parti ouvrier français en 1895 avec Lesenne³ comme secrétaire. Un nouveau journal socialiste, le *Travailleur Picard* avait paru en 1893, mais une grève malheureuse en 1894 avait marqué sa fin. Le premier congrès socialiste avait été tenu en 1893.

Sont fondées en 1895 : la Jeunesse socialiste, rattachée au Parti ouvrier français et la Ligue socialiste (fédération des travailleurs indépendants); en 1899, l'Union socialiste, adhérente au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire et à laquelle cotisaient la plupart des dirigeants de l'*Union*. Les autres étaient au Parti ouvrier français, et quelques-uns à tendance anarchiste.

Enfin, en 1905, les socialistes réalisèrent leur unité.

Le développement du socialisme et l'adhésion des dirigeants de l'*Union* à ces différents groupements ne pouvaient qu'incliner l'*Union* au socialisme; mais ce mouvement n'a été ni si rapide, ni

1. Chap. 3, 1^{re} période.

1bis. Avant 1870, il existait deux cercles d'aspirations républicaines : le *Cercle des Travailleurs*, composé surtout d'ouvriers et le *Cercle du Don* avec des ouvriers et quelques patrons (Frédéric PETIT, Jules LARDIÈRE, industriel qui fut préfet de la Somme, Jules BARNI qui fut député). Les éléments avancés de ces deux groupes se retrouvèrent au Comité républicain socialiste fondé en 1888 puis à l'*Union Républicaine socialiste*.

2. BESSE, BRAULT, DOUDELET, HENNEQUEZ, TARLET.

3. Membre du Conseil d'administration de l'*Union*.

si marqué qu'on pourrait le supposer : pondération d'esprit des dirigeants, rivalité des tendances, difficultés énormes du début et aussi l'état d'esprit guesdiste hostile aux coopératives et qu'il ne tolère qu'à peine, encore dans le rôle de bonne à son service exclusif⁴ quoique déjà le rôle social de la coopération ait été affirmé en France⁵ et à l'étranger⁶.

Ce n'est qu'à partir de 1900 qu'on peut relever des propos à tendance politique⁷. C'est aussi le moment du revirement des socialistes, tout au moins des allemanistes à l'égard de la coopération⁸. Plus tard, le Parti socialiste unifié placera la coopération au nombre des éléments « nécessaires à la transformation sociale ». Il proclamera qu'il a le devoir de favoriser le libre développement de la coopération », qu'il contracte l'obligation d'apporter aux groupements prolétariens une aide fraternelle et vigoureuse sans avoir à réclamer le paiement de ses bons offices⁹ ».

Cette nouvelle tendance et l'influence d'Anseele¹⁰ et des coopérateurs belges vont inciter les coopérateurs amiénois à faire de la politique. Mais la pondération commerciale et l'opposition anarchisante font que les manifestations de l'Union ne dépasseront guère les limites d'une bienveillante et active sympathie qui ne portera, en quoi que ce soit, atteinte à l'indépendance de l'Union; soit subventions pures et simples au *Cri du peuple*¹¹, à l'*Humanité*,

4. « Les socialistes n'aiment pas les sociétés coopératives en France surtout. Le nombre de celles qu'ils ont fait périr est grand et plus grand surtout le nombre de celles qu'ils ont empêché de naître par les sentiments de défiance et d'animosité qu'ils suscitent contre elles dans le public... Dans un groupe de socialistes où cette question était discutée, l'un d'eux disait dédaigneusement, justement à l'occasion de notre Congrès de Lyon de 1886 : « Les coopérateurs sont possédés de l'idée de la propriété individuelle ils n'ont rien des opinions socialistes les plus élémentaires ». GIDE. 7^e Congrès, Grenoble, 1893, page 85.

5. GIDE.

6. « Les principes de la coopération de consommation sont essentiellement anticapitalistes. On peut dire que la coopération est un organe d'émancipation des travailleurs ». VIVANTE, *Trattato di diritto commerciale*, t. II, n° 644, n. 9, cité par NAST, Cong. de Grenoble, compte-rendu., page 30.

7. « C'est bien d'être coopérateur, mais avant tout il faut être socialiste et devenir internationaliste » (Assemblée générale, 4-11-1900. Conf. sur l'Avenir de la Coopération).

8. GUESDE est encore hostile, JAURÈS hésite.

9. *Humanité*, 15-16.7.1910 : Coopération et Parti socialiste.

10. « Si la classe ouvrière veut faire adopter dans un Congrès que pour arriver à son émancipation complète, elle doit arriver à la possession du sol, du sous-sol, à l'administration générale du travail, vous ne saurez jamais avec vos coopératives, avec tous vos syndicats, sans forme politique, sans cette arme indispensable, arriver à votre émancipation complète » (Paroles rappelées par SANSON, Cong. de Grenoble, compte-rendu., p. 152).

11. Organe de la Fédération socialiste de la Somme.

à l'Internationale antimilitariste, aux Jeunesses socialistes d'Amiens ou sous formes d'insertions au *Cri du peuple*; soit présence de délégués de l'Union aux Congrès socialistes départementaux de la Somme ou nationaux¹²; manifestations d'ordre surtout moral : il ne sera plus tenu d'emblèmes de première communion, aumônières, brassards, etc.¹³; au banquet clôturant le Congrès de 1902 de la Bourse coopérative, le maire d'Amiens ne sera pas invité, mais on invitera¹⁴ Lecointe et Thierry, élus socialistes; le drapeau de l'Union sera déployé à toutes les fêtes ouvrières, sauf le 14 juillet; on ne passe pas une occasion de faire jouer l'*Internationale* par l'harmonie ou de l'entonner¹⁵.

Ces manifestations ont lieu particulièrement à partir de 1903 (auparavant il y a une certaine tiédeur¹⁶) et elles vont crescendo¹⁷.

12. Participation aux frais de délégation au Congrès de Lyon (1901).

Les subventions vont de 20 à 100 fr.

13. Mais on repousse une proposition de ne plus laisser visiter la coopérative par des sociétés religieuses (JUMEL). Aussi, détail amusant de la part des socialistes en principe violemment hostiles aux « flics », « on a eu recours à la police pour surveiller les locaux pendant la nuit des fêtes de Toussaint (1913) vu la visite de deux personnages d'allure douteuse ».

14. Malgré les protestations de la minorité anarchisante conduite par LONGUET.

15. A une fête organisée à MOREUIL par la Coopérative et le Syndicat des Bonnetiers, l'*Harmonie* joue plusieurs fois l'*Internationale* qui est acclamée et reprise en chœur. (*Coopérateur*, 2.11.1913.)

16. En 1901, on refuse à des coopérateurs — groupe socialiste de Saint-Maurice — de déposer dans le hall du magasin de ventes un tronc et des listes de souscription.

17. « ... Progrès réalisés par la coopération depuis une dizaine d'années qu'elle s'est affirmée socialiste... Les coopérateurs amiénois ont mené de pair et le mouvement syndical et le mouvement socialiste » (Assemb. gén., 1909.)

CHAPITRE VI

LES RELATIONS COOPERATIVES

Ces relations ont été, au moins certaines, l'une des formes remarquables de l'activité de l'*Union*; pour la commodité de l'étude, on distinguera les relations à un titre quelconque avec des coopératives françaises et étrangères, les créations de sociétés coopératives picardes et le soutien accordé à certaines d'entre elles, les relations avec des groupements coopératifs régionaux, nationaux ou internationaux; mais en réalité, elles se mêlent, se confondent, se conditionnent souvent au hasard des besoins, des idées, des tendances des dirigeants, du pragmatisme et parfois sans raisons bien déterminées.

Groupements nationaux ou internationaux. — Cette partie, la moins importante au début de la vie de l'*Union*, a peu à peu pris une importance considérable au point que ces relations ont été pour une part dans les changements profonds survenus à l'*Union*.

Dès 1894, l'*Union* adhère à l'Union des coopératives de France, ce qui n'est pas sans surprendre¹; il est vraisemblable que les dirigeants amiénois, peu au courant à l'époque des choses coopératives, ignoraient les idées en honneur « rue Christine² » et n'avaient donné leur adhésion que par louable souci de s'agréger à d'autres coopérateurs³; cette adhésion ne paraît guère avoir été active et cesse vers 1900⁴.

C'est qu'à l'époque la Bourse des Sociétés coopératives socialistes, de Guillemain, sollicite l'adhésion de l'*Union*; la question, mise à l'étude par celle-ci fut résolue par l'affirmative et l'*Union* va prendre une part très active à la vie de la Bourse dont elle était et restera la société la plus importante, son plus beau fleuron.

1. L'*U. C. F.* réclamait la plus stricte neutralité.

2. Rue du siège de l'*U. C. F.*

3. L'*Union* est représentée aux Congrès ce pour quoi il n'était pas nécessaire de faire partie de l'*U. C. F.* : il suffisait de payer un faible droit pour participer au Congrès et avoir le droit d'y voter.

4. L'*Union* est représentée au Congrès de Lyon (1894) par VAUDEMONT, en 1896 à Paris par CLAVEL, en 1900 à Paris.

Un délégué de la Bourse est à l'inauguration du second four de la boulangerie ; l'*Union* est représentée aux Congrès de 1901, 1902⁵ à Amiens et à tous les autres où, du reste, les délégués de l'*Union* sont toujours à l'honneur⁶.

Le type de coopérative réalisé par l'*Union* fait l'objet d'exposés et de discussions dans ces Congrès et on parle même d'une « Ecole d'Amiens⁷ ».

Quand se posa la question de l'unité, particulièrement à Calais, l'*Union* vota contre, avec la minorité⁸ ; mais en 1912, volte-face complète : au Congrès de la Fédération des Coopératives de la Somme, l'unité est approuvée à l'unanimité ; et, le 31 janvier 1912, à la Confédération des Coopératives socialistes qui annonce la parution de l'*Action coopérative* » et invite l'*Union* à en prendre un certain nombre d'exemplaires, on répond que l'*Union* trouve étrange que la Confédération ait deux journaux puisque l'unité est faite.

Désormais l'*Union* va vivre complètement et uniquement la vie de la Fédération nationale et appliquer strictement les décisions des congrès. C'est ainsi qu'on décide, le 20 mars 1914, les bureaux des syndicats entendus — la création d'un poste d'administrateur-délégué.

Ajoutons enfin que l'*Union* fut cliente du Magasin de gros, crèè par la Bourse et dont Garbado fut le premier agent commercial⁹.

Groupements régionaux. — Ainsi que nous le verrons ci-dessous, l'*Union* qui créa nombre de coopératives en Picardie devait avoir l'idée de constituer avec elles une fédération, force d'achat et de défense, réalisée en 1902¹⁰.

Elle y fut ensuite poussée particulièrement par la Bourse¹¹ puis par la Fédération nationale¹².

Coopératives régionales et isolées. — On distinguera les simples

5. Ce congrès a laissé peu de traces dans les archives de l'*Union*.

6. En 1901, le délégué d'Amiens est assesseur (GAUMONT, *op. cit.*, II.312). WARTEL préside en 1902 (GAUMONT, *op. cit.*, II.328). Autres délégués : MALBRANQUE, GARBADO, COZETTE, CATEL.

7. GAUMONT, *op. cit.*, II.34.351 où il cite Ch. GUYESSE conquis par la forme coopérative amiénoise, et 352, n. 26.

8. Le Conseil d'administration sur la proposition de COZETTE avait décidé de voter contre l'unité (12.3.1911).

9. Adhésion le 22 juin 1906 ; on favorise le M. de G. jusqu'à lui communiquer les prix demandés par les fournisseurs pour lui permettre de les concurrencer, si possible.

10. Sur l'initiative, en 1901, de la coopérative du Vimeu.

11. Fédération départementale en 1910. V. *Cri du Peuple*, 1910.

12. Aeoption de la Fédération et de la fusion des coopératives le 13.3.1914.

relations à titre de renseignements ou de sympathie avec des coopératives plus ou moins éloignées et les relations suivies avec les coopératives locales ou régionales, soit de production, soit de consommation, créées, encouragées ou soutenues par elle.

Relations de sympathie ou de renseignements. — Certaines ne dépassent pas le cadre épistolaire, d'une visite d'affaires ou d'un geste de solidarité¹³.

Il faut tout particulièrement mettre en relief les relations avec les coopérateurs belges. La coopération belge a exercé une influence sur le mouvement coopératif et même sur le mouvement ouvrier français¹⁴; mais c'est spécialement les sociétés du Nord, l'*Union* entre autres 'qui en ont subi l'ascendant. A l'inauguration de la boulangerie à côté de Hamelin (Verrerie ouvrière d'Albi) il y a Lequeux, conseiller municipal de Bruxelles. On est désolé que Vandervelde ne puisse venir à l'assemblée générale du 12 mai 1901. C'est la visite à Amiens, les 20 et 21 août 1904, des Pupilles du Vooruit de Gand¹⁵. Le succès obtenu fit organiser deux voyages : l'un à Gand, en 1905¹⁶, l'autre à Bruxelles, les 19 et 20 mai 1907. Les coopérateurs amiénois ne pouvaient manquer d'admirer les grandioses réalisations de là-bas : ils en rapportèrent la volonté de développer l'organisation coopérative et l'ambition d'édifier, eux aussi, leur Maison du peuple¹⁷. c

Relations suivies avec les coopératives locales ou régionales.

C'est une part extrêmement importante de l'activité de l'*Union*.

Coopératives de production. — Pour qui est quelque peu au courant du mouvement coopératif français à ses débuts, il n'y aura pas de surprises à voir que les délégués des syndicats amiénois à

13. 1895 : Envoi d'une Commission à la *Revendication de Puteaux*, à la *Coopérative du xviii^e*, à celle de *Pantin*, 1896 : Renseignements auprès de la *Revendication* pour l'établissement d'une boulangerie; 1898 : délégation à la *Verrerie ouvrière d'Albi*; 1901 : Secours à la *Ruche vierzonnaise*.

14. « Les coopératives belges ont exercé dans notre mouvement coopératif une influence décisive et que je qualifierai à mon point de vue de bienfaisante en déterminant les socialistes à se faire coopérateurs » (Ch. GIDE).

15. Le *Vooruit*, étudiant la question en 1903, approuvait l'idée, se ralliait à l'organisation d'un concert par les Pupilles mais — toujours pratique — demandait si les recettes seraient suffisantes pour couvrir une partie des frais du voyage.

16. Autres participants : l'*Ouvrière d'Avion* et la *Coopérative de Villers-Bretonneux*. Le prix primitivement prévu de 10 fr. avait été ramené à 8 fr. 30, puis par l'intermédiaire de *Cri du Peuple* à 6 fr. 30. Des timbres de 0 fr. 20 avaient été créés pour favoriser le paiement (remboursement possible moins 20 % à qui cesserait de verser).

17. Pour mieux être renseigné sur ce que font les Belges, GARBADO est chargé d'établir un rapport.

l'administration de l'*Union* aient été poussés à créer et soutenir des coopératives de production. Là, comme partout, ces essais furent des échecs et l'*Union*, après les beaux espoirs des premiers jours, abandonna définitivement cette branche de la coopération.

Il est possible que l'*Union* soit intervenue pour l'Union professionnelle d'ouvriers couvreurs-plafonneurs¹⁸ et aussi pour le Rabot picard¹⁹.

C'est de la Cordonnerie ouvrière toutefois que les procès-verbaux font mention la première en 1902 et qui ne dut de vivre qu'aux prêts importants de l'*Union* jusqu'à sa reprise par le M. de G. en 1910²⁰.

Coopérative de Coupeurs-tailleurs. — En 1905, des coupeurs-tailleurs demandent l'aide financière de l'*Union* pour la création d'une coopérative de production : accordée en principe. L'affaire ne paraît pas avoir eu d'autres suites²¹.

La Libératrice²², coopérative du Bâtiment demande une avance de 500 francs en 1904; après une longue discussion on lui donne satisfaction.

Imprimerie nouvelle coopérative ouvrière. — La création en fut décidée par l'*Union* en 1908, avec son appui financier à concurrence de 5.000 francs. On nomma un délégué au Conseil d'administration et on souscrivit 4 actions sur les 5.000 fr. Installée, 30 passage du Commerce, elle est maintenant 28-30 rue des Vergeaux²³.

18. Créée le 12-4-1895; 32, rue Saint-Honoré : 7 membres en 1910, 4 en 1911, Archives départementales.)

19. *Société coopérative d'ouvriers menuisiers*, 41, rue des Gantiers et 2, place Vogel; reçut au début une subvention gouvernementale de 1000 fr., n'avait pas de statuts mais l'acte de société avait paru au *Progrès de la Somme* du 12 mai 1902; toutefois une rectification au crayon faite au rapport porte « 1899, et créée par l'*Union* fondée le 24 juillet 1892 ». Dissoute en juillet 1903. (Archives départementales.)

20. 25, rue des Orfèvres, puis 15, rue des Majots, cette cordonnerie fut créée, début de 1902 par 9 ouvriers au capital de 2.000 fr. porté au double, 1/4 seulement versé. L'*Union* souscrivit une action de 50 fr., fit aussitôt un prêt de 2.000 fr., puis un nouveau en mai 1902 après avis favorable de l'assemblée générale mais sous trois conditions : au Conseil d'administration, 6 cordonniers sociétaires, 2 délégués de l'*Union* et 2 des syndicats; puis le matériel, en garantie, devient la propriété de l'*Union* qui le loue à la *Cordonnerie* et enfin, modification des statuts dans un sens « plus communiste ». Le dernier chiffre d'affaires fut de 135.000 fr.

En 1910 : 33 ouvriers, 2 contremaîtres.

En 1911 : 36 ouvriers dont 29 hommes, 5 femmes, 2 enfants.

21. La discussion fit ressortir le danger de fonder toutes ces petites sociétés qui seront amenées fatalement à se concurrencer pour vivre et la dualité d'intérêts entre coopératives de production et coopératives de consommation.

22. 35, rue Delannoy; créée le 13 mai 1904, dissoute le 10 juin 1905.

23. Les bénéfices vont 30 % à la réserve, 30 % à la propagande coopérative, 25 % à la caisse de chômage et du personnel, 15 % de ristourne aux coopérateurs.

La Sociale. — Cette société de production en velours eut en l'*Union* un gros client qui la délaissa. Elle protesta contre un achat de velours ailleurs que chez elle; à quoi les dirigeants de l'*Union* répondirent qu'elle vendait plus cher. Certains administrateurs voulaient qu'on reprit les achats chez elle qui n'exploitait pas les ouvriers. Ce point de vue ne prévalut pas : « On ne peut sacrifier 3.000 familles à quelques producteurs²⁴ ». Cependant à la demande des bureaux des syndicats amiénois, l'*Union* accorda un nouveau prêt de 800 francs.

La Verrerie ouvrière d'Albi fut vue des coopérateurs amiénois avec la plus évidente faveur : on souscrit des actions, on lui réserve les commandes de verrerie et on donne la préférence pour les achats de l'*Union* en d'autres produits aux fournisseurs s'approvisionnant chez elle en verrerie²⁶.

Coopératives de consommation. — C'est de ce côté que l'*Union* va produire son effort le plus considérable, disons aussi le plus méritoire, car — et sans jamais perdre de vue l'intérêt, ni la solidité, ni l'avenir de l'*Union* — les dirigeants, avec une foi et une tenacité que rien n'abattit, créèrent dans la région et soutinrent des sociétés de consommation, absorbant celles dont la disparition devenait inévitable; soutien en argent, par découvert en banque, en marchandises payables à plus ou moins long terme au hasard des possibilités (le crédit fut parfois considérable), en conseils et par des efforts répétés.

La première dont il est fait mention est l'Avenir du Vimeu (marchandises, initiation des employés, travail comptable); elle fonctionna bientôt normalement : c'était un encouragement.

La seconde fut la Laborieuse à Moreuil (initiation, 3.000 fr. de marchandises); elle fit de nouveaux appels à l'*Union* qui, lassée, décida en 1910 de ne plus la soutenir; elle subsista jusqu'en 1914.

Villers-Bretonneux fut la troisième; aidée comme les précédentes, elle réclama contre l'intérêt de 5% qu'on lui demandait et que l'on maintint, pour un prêt consenti, ce qui ne l'empêcha pas de solliciter et d'obtenir un nouveau crédit.

Ensuite celle de Picquigny qui causa tant d'ennuis à l'*Union*,

24. Paroles définitives pour la coopérative de production en face de la coopérative de consommation, dites par des ouvriers syndiqués aussi favorablement disposés qu'on pût jamais l'être à l'égard des coopératives ouvrières de production.

25. Le premier était de 1.000.

26. Un de ses délégués était venu à l'inauguration de la boulangerie et un d'Amiens alla à celle du 3^e four de la Verrerie.

pour laquelle on se dépensa vainement puisqu'il fallut la liquider, et « pour éviter le pire » l'*Union* fit de cette peu reluisante société sa succursale n° 1 qui prospéra²⁷.

Puis c'est au Tréport que Gabaro est délégué pour la création d'une coopérative. Citons ensuite :

L'Emancipatrice à Corbie;

Le Foyer de la ménagère à Saint-Léger-les-Domart;

La Famille nouvelle à Méharicourt;

L'Ouvrière à Abbeville où l'*Union* connut des difficultés renouvelées de celles de Picquigny : après des avances diverses, un découvert en banque et des alternatives dans les affaires, on décida la reprise et finalement elle fut dissoute non sans heurts;

La Prévoyante de Quevauvilliers qui, par mauvaise gestion et indifférence des sociétaires, fut bientôt en très mauvaise posture : pour ne rien perdre, l'*Union* reprit les marchandises qui restaient;

L'Harmonie des travailleurs à Flixecourt;

Le Foyer du peuple à Saint-Ouen;

Le Foyer populaire à Beauval;

L'Union terramesnilloise à Terramesnil;

L'Avenir fréventin est en difficulté : Cozette s'y rend et l'*Union* prend la direction de cette société jusqu'à complet rétablissement des affaires.

L'Abeille de Blangy-sur-Bresle demande la visite de Cozette et se met en liquidation l'année d'après;

La Prévoyance à Ailly-sur-Somme;

L'Avenir d'Authie à Authie;

L'Ouvrière à Roisel.

Ainsi, l'*Union* apparaît comme la grande sœur à qui on ne s'adresse jamais en vain et qui, dans les moments difficiles, vient sauver l'avoir des sociétaires et éviter qu'une faillite ne puisse jeter le discrédit sur le mouvement coopératif.

27. Comme elle débutait avec peu de comptant, on lui avança 200 francs. Quatre mois après, il lui restait le 12 mai, 350 francs en caisse et elle avait 400 francs à payer le 15 et 750 le 31. Situation d'autant plus critique, que des syndicats lui avaient confié de l'argent. L'*Union* avance 200 francs, donne 200 brochures coopératives à vendre, fait faire de la propagande individuelle et une conférence à la mairie. Certains coopérateurs ne veulent plus revenir à cause d'accusations mensongères contre le gérant, alors : « Le gérant doit aller travailler ailleurs jusqu'à ce qu'au moins les esprits soient calmés ». (La coopérative a sa raison d'Etat.)

Il lui fallut deux nouveaux prêts de 200 francs, puis après une légère reprise, elle s'effondra.

CHAPITRE VII

LES VENTES

L'*Union* commença par l'épicerie à laquelle on adjoignit des articles divers : vêtements, articles de ménage, etc., puis la boulangerie, un chantier de charbon et finalement la boucherie et la charcuterie.

Un simple coup d'œil sur le tableau 1 montre le développement continu des ventes dans les différents services à l'exception du dernier qui donna des mécomptes; les deux premiers ont marqué une nette progression.

Pour une part, elle est due à la continuelle augmentation des prix durant la première période que nous étudions¹, aux ventes faites aux coopératives ouvrières du département et à divers et dans les succursales qu'ouvrit l'*Union*².

Mais c'est surtout par le recrutement et la remarquable direction qu'est venu le succès.

Charbon. — La création d'un chantier de charbon fut longtemps à l'étude : on en parla dès 1896; une Commission fut constituée en janvier 1901, une souscription organisée, chaque coopérateur invité à prendre un bon de 5 francs, les syndicats intervinrent encore³; le chantier fut ouvert le 10 mai 1901. Les résultats permirent, fin 1902, de rembourser immédiatement les bons.

1. Si l'on prend la base 100 pour 1900, les nombres indiqués passent de 88,20 en 1896, à 102,80 en 1908, après 105,70 en 1907.

Des baisses passagères peuvent être notées sur quelques produits en 1901 (sucre, vin) mais à partir de 1903, la hausse est générale. Le pain de 2 kg. : p fr. 60 en 1900, 0 fr. 75 en 1910; sucre : 0 fr. 60 le kg. en 1903, 0 fr. 75 en 1910.

De 1905 à 1912, on calcule les augmentations suivantes : thé, 21,30 0/0; café, 46,50; raisins secs, 47,30; riz, 39,9; tapioca, 89,3; lait, 17; œufs, 21,50; beurre, 16,80; fromage, 33,5; saindoux, 39,3; pain, 10; farine, 13,1; jambon, 28,1; lard, 35,2. (Ministère du Commerce). L'*Union* fait remarquer que l'ouvrier anglais gagne plus que l'ouvrier français alors que le prix de la vie est en Angleterre les 82/100 de ce qu'il est en France.

2. V. tableaux V et VI. Baisse en 1910 parce que les coopératives du département s'adressent au magasin de gros.

3. Ainsi le syndicat des serruriers : 300 francs.

Boucherie-Charcuterie. — La boucherie est un des services qui offrent le plus de difficultés. L'*Union* inaugura le sien en 1904, pour vendre de la « basse viande⁴ ». Les résultats furent rarement positifs : la première semaine déjà : recettes, 1.712 fr. 30, dépenses, 1740 fr. 15; il y avait beaucoup de difficultés à écouler les « morceaux de choix » et les pertes de viande devaient être fréquentes. On eut beau établir le port à domicile, puis le supprimer en même temps que l'emploi de garçon boucher : on dut fermer la boucherie fin 1908; seule la charcuterie, aux produits de conservation plus facile, continua de fonctionner.

Il eût été intéressant de rechercher la consommation moyenne d'un coopérateur à différents moments. Mais il n'est presque pas possible — pour ne pas dire plus — de donner des chiffres qui fussent comparables. Outre les variations des prix qui viennent d'être indiquées, les nouveaux services ouverts au fur et à mesure du développement, il faudrait tenir compte des achats des coopératives et de divers, un peu des ventes des succursales et connaître le nombre exact des coopérateurs, chose impossible surtout des coopérateurs actifs. Les suppositions et les approximations enlèveraient aux chiffres tout caractère sérieux; mieux vaut s'en abstenir⁵.

Ventes au public. — Elles ne commencent que lorsque la Société est devenue commerciale et ne prennent jamais une grande importance parce que la clientèle de l'*Union* est limitée à la classe ouvrière et que celle-ci, cliente, est presque toujours sociétaire⁶.

4. Au premier boucher : 50 francs la semaine; au second : 35 francs.

5. C'est ce caractère fictif qu'on peut reprocher aux nombres de la F. N. C. C. en 1914, c'est-à-dire pour l'année 1913. Son annuaire donne comme consommation moyenne d'un coopérateur français : 343 francs, le minimum à la *Solidarité Solleilloise* : 267 francs, le maximum à l'*Ouvrière d'Avion* : 1.300 francs et pour l'*Union d'Amiens* : 465 francs. Ce dernier chiffre est le quotient obtenu en divisant simplement le chiffre d'affaires de l'exercice 1.840.443 francs par le nombre des sociétaires : 3.950. Or, dans le chiffre d'affaires, il y a le montant des ventes aux coopératives du département et au public, c'est-à-dire pour le moins 165.000 francs.

A titre indicatif, on peut retenir qu'au 31 mars 1902, alors que n'existait pas le service boucherie, qu'on ne vendait pas encore au public, que le nombre des sociétaires est approximativement connu et que les coopératives ne reçoivent pas de fournitures, la consommation moyenne ressort à 370 francs, dont 252 pour épicerie et divers. Au 31 mars 1914, défalcation faite de tous les éléments étrangers aux ventes à Amiens, service charcuterie subsistant, cette consommation est de 368 francs environ, dont 233 pour l'épicerie. Encore faudrait-il pour raisonner tenir compte du vif mouvement d'adhésions qui se faisaient à ce moment (voir chapitre III) : un certain nombre de coopérateurs n'ont pas été consommateurs pendant tout l'exercice.

6. Le montant des ventes passe de 15.000 francs en 1906 à 80.000 en 1913 et 60.000 en 1914 (diminution par « la porte ouverte ») et le pourcentage oscille de 1,50 0/0 à un peu moins de 5 0/0 du chiffre total d'affaires.

CHAPITRE VIII

DIRECTION ET CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration a été uniquement une émanation directe des syndicats amiénois adhérents à la Bourse du Travail¹. Tout syndicat adhérent et comptant un nombre minimum de sociétaires à l'*Union*, désignait des membres au Conseil d'administration. Ce nombre était le même pour chaque syndicat ; 3 d'abord, puis vers 1900, varia suivant que plus ou moins de syndicats pouvaient participer à l'administration de l'*Union*, le Conseil d'administration ayant 18 membres au moins et au plus 36. En fait il y avait encore en général 3 délégués par syndicat. A partir de 1906, le syndicat dut appartenir à la Bourse du Travail, pour avoir droit à des délégués.

Les délégués ainsi choisis étaient soumis à la ratification de l'assemblée générale,

Les réunions sont nombreuses, hebdomadaires pour le moins ; en plus, il y a des commissions et des délégations aux différents services particulièrement à la boulangerie.

Au début, aucune condition spéciale n'était imposée pour être administrateur ; par la suite, on imposa un minimum de consommation semestrielle faute duquel l'intéressé devait résilier ses fonctions à moins de raisons admises par le Conseil² ; puis il fallut être syndiqué et coopérateur depuis au moins un an. La pratique amena des incompatibilités : aucun administrateur ne put exercer ses fonctions s'il avait dans le personnel un membre de sa famille : incompatibilité levée conditionnellement en 1914 par les bureaux des syndicats³ ; il ne put être employé même temporairement d'une

1. Même obligation était imposée aux membres des Conseils d'administration de la *Ruche de Nanterre*, la *Bellevilloise*, la *Famille du VII^e*, etc. (GAUMONT, *op. cit.*, II, 366).

2. 100 francs en 1905, puis 200 francs en 1909. Il y eut des radiations. (15.9.99).

3. L'administrateur dont un parent était employé n'avait que voix consultative quand son parent était en cause.

façon rétribuée à l'*Union* ; un employé renvoyé pour fait d'indélicatesse ne put être désigné pour faire partie de Conseil. On exige aussi l'assiduité et le membre absent sans excuse depuis trois séances est rappelé à l'ordre.

Les tout premiers temps, le Conseil, à la fois ignorant du commerce et confiant dans le premier gérant⁴, ne s'occupe que des questions administratives, mais les affaires allant mal, le Conseil réagit énergiquement : il sera consulté pour toute augmentation de prix ; enfin sur un bilan mensuel très critiqué parce que incomplet, il adresse des reproches au gérant sur la « tenue de la maison et sur les achats » ; désormais tout lui sera soumis. Et voilà le Conseil lancé dans les questions les plus variées et les plus complexes. Il était à craindre qu'il ne fût en tout incompetent, brouillon, et ne tuât rapidement la société. Aidé de gérants ou employés principaux consciencieux, intègres, dévoués à l'*Union* et à la coopération, se tenant en contact étroit avec les sociétaires, s'adressant à des compétences s'il y avait lieu, il triompha des difficultés et fit rapidement l'*Union* forte et prospère.

D'abord les achats : il eut recours aux sociétaires pour le guider⁵ et il établit les relations par un registre de réclamations qui ne donna pas les résultats escomptés et fut remplacé par une boîte à réclamations ; elle fut si souvent vide que quelques années plus tard on décida d'ouvrir un registre de réclamations, dans l'ignorance sans doute du sort du premier. Les réclamations se faisaient par des récriminations aux employés et individuellement aux membres du Conseil d'administration.

Dans toutes les affaires où il se sent incompetent, il s'adresse aux gens qualifiés : expertises-comptables, consultations juridiques⁶, analyses chimiques⁷, etc.

Il veille scrupuleusement aux intérêts sociaux, presque avari-

4. Il était d'un groupement d'achat en commun, alors qu'il travaillait au chemin de fer.

5. En vue d'un achat de chocolat, 20 kg. sont distribués aux sociétaires pour avis. Du charbon allemand vient d'arriver : on en brûle dans le poêle du chantier de charbon, dans celui de VASSEUR et dans la cuisinière de GARBADO ; partout il donne satisfaction.

Plaintes sur le beurre, le charbon, l'absence de chocolat Menier ; les sacs en papier sont trop épais : l'un d'eux pour 1/4 de café pesait 13 gr. Un coopérateur ayant confié un gigot à la boulangerie pour la cuisson, le gigot a été brûlé : le Conseil décide un dédommagement de 2 fr. 50.

6. Pour rédaction de contrats, modifications aux statuts, etc., consultations d'avoués, notaires.

7. D'abord (1897) par le laboratoire du *Progrès agricole*, puis (1907), par le Directeur de la station agronomique de la Somme. Renseignements demandés au *Bulletin des Halles et des Marchés* sur la mauvaise odeur persistante des bannetons.

cieusement, tirant parti de tout, demandant les rabais les plus imprévus⁸.

Il est ferme, sévère même à l'occasion envers le personnel⁹, envers les sociétaires quelque désir qu'il ait de leur être agréable¹⁰, et envers lui-même : il délibère parfois sous la promesse du secret ; il radie de ses membres pour indiscretion ou pour trafic de leur mandat, etc.¹¹.

La présence aux séances du Conseil est rétribuée par un jeton depuis 1896¹², une part des bénéfices est prévue pour le Conseil ; sur cette somme, on prélève le montant des jetons et le surplus va à la Caisse de propagande pour l'émancipation ouvrière¹³.

Certains services spéciaux comportent une rétribution supplémentaire, en particulier à la boulangerie¹⁴ ; d'autres ne donnent droit à aucun supplément¹⁵.

Enfin certains membres du bureau reçoivent une rémunération¹⁶.

8. « Jusqu'à maturité des fruits, le jardin de la boulangerie sera fermé et les fruits récoltés seront vendus par l'épicerie » (25.8.1899) ; en fin de compte, les pommes sont vendues à PECQUEUR pour 10 francs. Consommation exagérée d'avoine par le cheval de la boulangerie : vérification faite, le picotin contenait 9 litres au lieu de 7. Plus tard, nouvelle enquête : ce sont certains porteurs qui donnent double ration à leur cheval ; l'employé principal aura désormais la clef et fera les distributions.

« Pour ses honoraires et débours (papiers de la succursale de St-Maurice), le notaire demande 30 fr. 25 ; on propose de rabaisser ses honoraires de 20 fr. à 10 fr. ».

9. V. chapitre X, 1^{re} période, 1^{re} partie.

10. Exclusion de sociétaires qui doivent du pain et sont considérés comme ayant abusé de la coopérative, d'autres qui ont prêté leur livret à des non-sociétaires, d'un autre qui refuse de payer ses marchandises et que l'on traduit en justice de paix.

11. Application à LESENNE pour des faits antérieurs à la décision ; l'intéressé fit intervenir un syndicat du bâtiment, mais le Conseil maintint sa décision.

12. La création d'un jeton, proposée par ROCHE en 1894, ne fut réalisée que par l'Assemblée générale du 30 juin 1895 et l'application fut repoussée environ à un an.

13. La valeur du jeton fut d'abord de 0 fr. 20 ; à partir de 1897, 0 fr. 60, malgré une tentative en 1909 pour la ramener à 0 fr. 50.

14. En 1899, la portion du fonds de prévoyance sur les bonis de la boulangerie, et ramenée de 11 parts et 1/2 à 9 1/2 et les deux parts sont attribuées aux membres du Conseil d'administration appelés à la boulangerie : « Tout camarade qui sera délégué pour faire un inventaire ou passer sa journée à un travail effectif sera rémunéré » (1914).

15. L'administrateur de service par semaine à l'épicerie a pleins pouvoirs, mais n'a pas droit à un jeton de présence.

16. Tous les six mois, le président : 40 francs ; le vice-président et le secrétaire, chacun : 35 francs.

Voici, à titre d'exemple, la rétribution du Conseil pour un semestre avant la guerre :

CATEL : 46 fr. ; MEYER : 36 fr. ; FOSSE : 45 fr. ; ARNOLD : 14 fr. 40 ; HEVIN : 13 fr. 80 ; LADENT : 10 fr. 20 ; M^e BOILY : 9 fr. ; M^e DESSOUTER : 11 fr. 70 ; COZETTE D. : 3 fr. 60 ; RATIER : 16 fr. 20 ; BARBIER : 13 fr. 20 ; LAURIER : 16 fr. 20 ; NUPONT : 6 fr. 60 ; MARCHAND : 5 fr. 40 ; MONIER : 11 fr. 40 ; MASSE : 13 fr. 20. — Présences à la boulangerie DANTIN : 1 fr. 20 ; CLABAUT : 11 fr. 40 ; DESSOUTER : 10 fr. 20. Pour E. COZETTE : 16 fr. 20.

Montant total : 310 fr. 60 ; part revenant au Conseil d'administration : 2.763 fr. 16 ; à verser au fonds de propagande : 2.452 fr. 56.

Ce bureau, au début, changeait fréquemment de titulaires¹⁷ mais assez vite — dès 1899 — on réélit le bureau sortant par acclamations et cette stabilité n'a pu qu'aider à la prospérité de l'*Union*.

Le Conseil a une certaine idée de sa dignité et il ne se laisse pas tellement influencer par les camarades syndiqués ou les coteries et se refuse à tout ce qui lui paraît contraire aux intérêts sociaux¹⁸.

A ce qui vient d'être dit, on pourrait s'imaginer que le Conseil fut d'une sagesse et d'une tenue exemplaires, délibérant dans le calme, l'ordre et l'unique sentiment des intérêts de l'*Union*. Ce serait déjà demander au delà de ce que peuvent des gens cultivés, rompus aux affaires et habiles aux discussions. Ce sont des ouvriers dévoués certes, mais passionnés, s'initiant peu à peu aux affaires et parfois bornés.

De là, bien souvent, de la violence, du désordre, de l'égoïsme, l'allure de réunions publiques, des hésitations, des incompréhensions; mais jamais, en fin de compte, le bon sens ne fit défaut, amenant le triomphe de la raison. Le procès-verbal n'est pas toujours lu à la réunion suivante; souvent on en adopte 2 ou 3 en même temps; le secrétaire note parfois que la discussion est confuse, que tous parlent sans que rien ne soit entendu; il y a du tirage pour l'admission au Conseil des membres de l'enseignement alors que celle des représentants de l'Amicale de l'octroi se fait sans difficultés; les changements de bureau ne vont pas toujours sans heurts¹⁹, le choix des employés non plus²⁰.

Cependant le Conseil a le souci, quelles que soient ses divisions, de se présenter uni devant l'Assemblée générale, de peur que les divisions, devinées, n'entraînent de graves conséquences pour l'*Union*.

17. Les membres du bureau n'étaient pas toujours choisis avec le soin désirable, tel le citoyen LEFEBVRE, premier président du Conseil d'administration que le *Réveil syndical* exécutait ainsi en 1899 : « Ancien secrétaire du syndicat des tisseurs, conseiller municipal, qui se dit partout socialiste, renégat expulsé de toutes les organisations ouvrières et qui trahit ses anciens camarades de lutte ». Il fut exclu de l'*Union* vers 1903-1904.

18. Il refuse que ses séances soient publiques (ouvertes aux sociétaires); il ne s'incline pas devant les injonctions ou les vœux des syndicats pour la non-admission des non ou ex-syndiqués.

19. (1903). JUMEL fait « la leçon » à WARTEL qui « écoute CLEUET et GARBADO et les affaires se passent en famille entre 3 ou 4 membres »; paye des ouvriers malades : JUMEL la voudrait égale pour tous, les membres de la Commission de surveillance présents prennent la parole, un membre du Conseil d'administration les rappelle au silence, ils se retirent et démissionnent.

20. Au départ de GARBADO, CLEUET désigné pour le remplacer refuse. On propose COZETTE; un certain CUCU crie que « ce serait une moule (*sic*) de plus ». Un blâme est demandé contre CUCU qui explique ce qu'il a voulu dire et GARBADO lui reproche alors d'avoir essayé de le faire partir pour qu'arrive GUÉRIN, gendre de CUCU.

Il ne manqua pas de détracteurs, ni même de diffamateurs dans les sociétaires : on ne les poursuivit pas judiciairement, mais l'Assemblée générale les exécuta.

Ajoutons la création d'un poste d'administrateur-délégué en 1914 pour surveiller les employés, visiter les coopérateurs et faire la propagande. Catel, président du Conseil, fut élu²¹, démissionna immédiatement de la présidence à laquelle il fut aussitôt réélu. Il occupe encore actuellement ces deux postes et cette stabilité est heureuse.

Assemblées générales. — Les assemblées générales paraissent avoir été peu réglementées et organisées au début. Fin 1895, on décide que désormais, une convocation sera faite individuellement aux sociétaires ayant versé au moins 5 francs. Jusqu'à cette époque, elles étaient ouvertes à tout venant. Le nombre des présents devient considérable ; c'est dans une atmosphère de réunion publique que l'on délibère, et quant à la régularité des votes !... Pendant deux ans la question est débattue et à dater de 1897, on admet seulement les sociétaires.

Ces assemblées sont très fréquentées²² ; les salles se révèlent rapidement exiguës et il faut se réunir au Cirque.

Les statuts prévoient une amende de 0 franc 25 à l'encontre de sociétaires absents mais à plusieurs reprises on constate l'impossibilité de la leur appliquer.

Chaque assemblée comporte une conférence éducatrice²³ ; malheureusement le secrétaire abrège souvent le procès-verbal à cet endroit. Une quête la termine généralement ; on en supprime le principe à partir de 1913.

21. Par 21 voix sur 28 votants.

22. 184 présents, le 30 juin 1895, 300 le 12 novembre 1899, 1.500 le 27 mai 1913.

23. Quelques conférenciers : GARBADO et CLEUET, à plusieurs reprises, ANSELE, ALBERT THOMAS, JOUHAUX, DAUDE-BANCEL.

CHAPITRE IX

LES FINANCES

Les capitaux. — C'est une question extrêmement importante surtout pour une société coopérative dont le capital social est particulièrement peu important eu égard au chiffre d'affaires réalisé et aux immobilisations de tous ordres.

Elle va se poser à l'*Union* avec acuité tant par le faible nominal de l'action que par le personnel sociétaire hors d'état de souscrire plusieurs actions et même de libérer immédiatement celle qu'il doit souscrire.

Distinguons d'abord le capital social nominal fixé au début à 15.000 francs (300 parts de 50 francs) et porté par paliers à 250.000 francs en 1914¹; le capital souscrit, faible; le capital versé, encore plus faible, mais en somme peu différent du précédent, le nominal étant peu élevé et le boni considérable. Le capital versé est de 125 francs environ au début, 2.720 au 30 novembre 1892, 96.000 en 1902, 177.000 en 1912 et 194.000 en 1914². Or à cette dernière date, le chiffre d'affaires était de 1.890.000 francs; les immobilisations figurent encore pour 233.000 francs après un amortissement de 76.000 francs cette année.

D'où l'*Union* tire-t-elle alors son fonds de roulement? Des organisations syndicales, de la Caisse d'économie et des emprunts.

Prêts des organisations syndicales. — Les syndicats ont été les premiers prêteurs : 600 francs au 21 décembre 1892, 1.300 au 31 mars 1893, 2.700 au 31 mai 1893. Ces prêts ne firent qu'augmenter : 15.565 francs³ au 30 septembre 1902, de 11 organisations, pour at-

1. 25.000 au 30 mai 1894; 50.000 au 30 mai 1896; 125.000 au 15 mai 1898; 160.000 au 5 juin 1904; 200.000 en ; 225.000 en 1910 et 250.000 en 1913.

2. V. tableaux I et IV.

3. Employés : 100 fr.; coupeurs-brocheurs : 500 fr.; coupeurs-tailleurs : 500 fr.; textile : 700 fr.; tapissiers : 765 fr.; typographes : 900 fr.; couvreurs-plafonneurs : 1.350 fr.; teinturiers : 2.000 fr.; mouleurs : 3.500 fr.; tisseurs : 4.300 fr.; Société de secours au personnel : 900 fr.

teindre, d'une façon à peu près régulièrement continue, 53.000 francs en 1914⁴. Ils étaient rémunérés au taux de 3 % (l'an 1899).

Caisse d'économie. — Toutes les sociétés coopératives ont essayé de se procurer à bon compte les fonds nécessaires par la création de Caisses d'épargne ou de dépôts ou d'économie. Outre l'abondance et le bon marché des capitaux recueillis, ceux-ci ne vont pas à une quelconque entreprise capitaliste qui les utiliserait parfois à des fins opposées et même hostiles à celles des déposants, gens modestes en général.

La Caisse d'économie de l'*Union* créée par l'assemblée générale du 12 mai 1901 fut réalisée peu après; elle émit des bons de 5 francs, puis des jetons d'un franc, puis des timbres d'économie de 1 franc et de 0 franc 50.

Le montant des capitaux par elle recueillis fut de l'ordre de grandeur de ceux confiés à l'*Union* par les syndicats et cette parité ne cessera qu'après la guerre⁵.

Les emprunts. — Il y en eut peu : l'un en 1898, pour la boulangerie, 1.000 francs par bons de 5 francs; un second dans les mêmes conditions en 1901 pour le chantier de charbon; un troisième de 80.000 francs en 1902, ramené à 40.000 en 1904 en bons de 50 francs, pour l'achat d'un immeuble au centre de la ville, remboursable en 5 ans à partir de 1909, taux 4 %; enfin, un de 20.000 francs en 1908, au même taux et par bons de même montant. Ce taux est faible : il s'explique tant par les souscripteurs, tous coopérateurs, que par le bon renom de l'*Union*.

Les banques. — L'*Union* n'eut jamais recours aux banques pour des avances; ce ne fut que pour mettre en sûreté ses capitaux. Citons dans l'ordre : Banque Coquillard⁶, Banque Beauval et Cie⁷, Société générale, Banque Devilder, Banque Lecuyer, cette dernière à partir de 1913⁸.

Par la suite et successivement, on note les porteurs de journaux, le Théâtre du Peuple les marchands de poissons, le bâtiment, la Bourse du Travail, les ouvriers en cuir, les boulangers, le Groupe libertaire, les métallurgistes, l'Union socialiste, l'Association du foubourg de Hem, les bijoutiers, les ouvriers de Martainville, les lithographes. Les dépôts vont de 50 francs à 5.500 francs. A certains moments, des syndicats en grève enlèvent leurs fonds et sont même débiteurs.

4. V. tableau I.

5. V. tableau I.

6. 4.600 francs au 31 mai 1895.

7. Cette banque fit faillite en 1905; l'*Union* était créancière pour 35.000 francs; ils lui furent intégralement versés par une personne qui voulut bien racheter cette créance.

8. Sans compter les offres de services non retenues d'autres banques.

Placements. — Au moins au début, l'Union acheta quelques valeurs mobilières : obligation de Panama, Crédit foncier⁹, mais elle ne persévéra pas dans cette voie et consacra ses réserves au développement coopératif, en particulier les immobilisations.

Immobilisations. — Hors le matériel et les installations nécessaires à son commerce, l'Union a été naturellement amenée à acheter des immeubles.

Le magasin avait été installé rue Henri-IV, n° 8 dans les conditions que l'on sait¹⁰. On éprouva vite le besoin d'une installation moins sommaire; on prit un local, 22, rue Saint-Martin¹¹, en mai 1894, puis en 1896 une maison, 9, rue du Bloc, au loyer de 2.100 francs l'an, plus les charges. Elle était vaste et effraya Cozette¹². Un second local fut arrêté à Saint-Pierre¹³ avec promesse de vente à paiements échelonnés.

Enfin, le 11 mai 1902, le Conseil d'Administration accepta le principe d'un emprunt de 80.000 francs destiné à faciliter l'achat éventuel d'un immeuble au centre de la ville : c'était le 10 de la place Saint-Michel, d'une contenance de 1.000 m²; les frais d'achat et d'installation s'élevèrent à plus de 200.000 francs facilement payés¹⁴; la boulangerie y fonctionna dès le 1^{er} octobre 1903, les autres services en mars 1904.

Le 2 février 1906, location d'un immeuble, 29, rue Delahaye pour une succursale.

En 1908, le Conseil d'administration envisagea l'achat de l'immeuble du Sacré-Cœur et de celui de la Sainte-Famille; le projet échoua¹⁵. En 1910, pour l'entrepôt des liquides, la cavalerie et le charbon, on acheta l'immeuble, 45, rue de la Vallée¹⁶.

9. De 1891 et suivants.

10. V. chap. II, même période.

11. Un local, 24, rue Victor-Hugo, au loyer de 1.500 francs n'avait pas été retenu en 1893 : « Quitter un magasin situé sous une grand'porte pour s'installer dans une boutique ayant façade sur rue fut un événement pour les coopérateurs. Cependant, ce n'était certes pas une installation luxueuse; c'était encore bien petit, on ne pouvait guère y tenir à plus d'une quinzaine de personnes et bien souvent, pour y voir clair, on était dans la nécessité d'y tenir le gaz allumé toute la journée », COZETTE, *op. cit.*, 2^e éd., p. 16.

12. Une proposition d'achat de terrain n'avait pas été retenue (terrain trop petit. Quant au nouveau magasin : « Je le trouvais beaucoup trop important et déclarais à qui voulait l'entendre que la société arriverait difficilement à en occuper toutes les pièces. Combien je me trompais ! En effet, quelques années après, on y était à l'étroit ». COZETTE, *op. cit.*, p. 16.

13. En 1897, 1.330 francs l'an, impôts en sus.

14. V. même chapitre, § « Emprunt ». Au 12 mai 1906, il ne restait dû que 55.000 fr.

15. « Les cléricaux n'ont voulu les laisser à aucun prix ». Noter l'amusante remarque de COZETTE : « Les affaires augmentant continuellement, il fallut se résoudre à de nouvelles dépenses », *op. cit.*, p. 20.

16. En 1911, le meunier de Salouel, près d'Amiens, offre son moulin : 40.000 francs ou en location, 1.800 francs l'an. Non retenu.

Enfin, le 29 mai 1914 est décidé l'achat à M. Leroux de l'immeuble 50-52 rue de Beauvais; l'opération fut réalisée en juillet au prix de 110.000 francs dont 50.000 comptant et le solde en 4 ans à raison de 15.000 francs l'an, au taux de 4, 50 %. Par la guerre, cette acquisition est devenue très avantageuse et l'immeuble reconstruit abrite le siège social.

C'était un magnifique aboutissement matériel et moral récompense de longs efforts et d'une gestion digne des plus grands éloges, et qui concrétisait l'extraordinaire solidité de l'*Union*, déjà reconnue depuis longtemps par les hommes d'affaires¹⁷.

17. Déjà le rapport à l'Assemblée du 4 novembre 1900 remarquait : « La farine et le sucre sont payés à vue, et notre société est une de celles auxquelles les raffineries parisiennes ont accordé le droit de payer à 20 jours », et il ajoute fièrement : « dont nous n'usons pas. Toujours acheter comptant pour de meilleures conditions ».

Il faut noter les offres de services répétées de fournisseurs et de grandes banques offres qui prendront tout leur sens à la lecture du chapitre XIII, 1^{re} période.

On relève aussi au long de la lecture des procès-verbaux du Conseil d'administration, un nombre considérable de menus détails qui montrent l'importance croissante de la société et n'étaient pas sans action sur les hommes d'affaires : augmentation du nombre des employés, impression des bilans et de prix-courants, achat d'un coffre-fort, remboursement des prêts, intérêts qu'on leur sert, domiciliation des effets en banque, achat d'une caisse enregistreuse, etc.

CHAPITRE X

LE PERSONNEL

C'est une question aussi importante que celle des Finances et de laquelle dépend généralement le succès d'une société coopérative surtout quand elle est ouvrière. Le patron a vite fait de congédier l'employé ou l'ouvrier dont les services ont cessé de lui donner satisfaction ; un tel renvoi devient difficile dans la coopérative où les dirigeants, élus des sociétaires, en général des ouvriers, ne sont eux-mêmes que des ouvriers. Il est à craindre, d'une part, qu'en vertu de l'idéal même et des revendications de la classe ouvrière, on ne soit amené à consentir aux ouvriers et employés de la coopérative des avantages tels qu'elle ne puisse lutter longtemps contre les entreprises capitalistes de même genre ; d'autre part, que les ouvriers administrateurs n'aient pas assez d'autorité sur les ouvriers et employés, tant par leur origine que parce qu'ils sont élus et instables ; et qu'alors les ouvriers n'en profitent pour ne pas remplir leurs fonctions avec toute l'activité désirable¹.

Rien de tel à l'*Union* : le Conseil d'administration n'eut pas de faiblesse à l'égard du personnel, mais il eut la chance de recruter des agents dont la conscience et l'activité, au moins pour les principaux furent hors de pair, et il fut solidement soutenu par les sociétaires les syndicats contre ceux qui ne faisaient pas leur devoir.

Développement. — Il est à peine nécessaire de souligner le rapide développement du personnel. Au début, un gérant, véritable maî-

1. CLEUFT paraît avoir fort justement posé et résolu la question en général : « S'il est désirable que ces organisations (les coopératives) traitent leur personnel avec plus d'égards que ne le font les patrons, il ne faut pas oublier qu'elles ne sont pas créées pour ne servir qu'à cela ». Il rappelle que la coopération a son rôle à jouer dans le mouvement de transformation sociale et énumère les avantages que, seule, elle peut procurer (bonis, fonds de prévoyance, Maisons du Peuple, etc.), et il demande : « Faut-il sacrifier tous ces résultats, et ce qui serait plus grave, mettre en péril la coopération elle-même pour donner au personnel des coopératives une situation hors-pair ? »

tre-jacques; à Leclercq qui entra en fonctions en 1893, il fallut bientôt adjoindre un membre le samedi et le dimanche, puis Mme Leclercq dut donner la main et rapidement il fallut comptable, garçons, boulangers, etc... Le gérant devint employé principal, puis directeur.

Recrutement. — Il fallait être syndiqué, au moins quand la chose était possible²; puis cette condition fut renforcée : « Tout employé de l'*Union* ne pourra être admis que s'il est adhérent depuis au moins 6 mois au syndicat. »

Admis, cet employé est obligé de rester inscrit à son syndicat d'origine et bientôt tenu d'un minimum d'achats. Il y eut ensuite des incompatibilités avec la place d'administrateur^{2bis}.

D'autre part, il faut la compétence : on examine avec soin les candidats et, s'il y a lieu, ils subissent un examen; le vote a toujours lieu au bulletin secret et certaines désignations, surtout quand il s'agit des employés principaux, ne sont pas acquises d'avance³.

Les renvois. — Ce qu'on veut, en somme, c'est avoir des militants dévoués à la classe ouvrière à laquelle ils appartiennent et particulièrement aux intérêts de l'*Union*. On n'y réussit pas toujours.

Militants? Un certain nombre paraissent oublier de l'être quand ils ont été choisis⁴.

Dévoués aux intérêts de l'*Union*? Il s'en faut toujours : il y a des pertes de temps, des négligences, des indélicatesses⁵.

Heureusement que ces cas sont peu fréquents surtout pour l'épicerie. Ils sont sévèrement réprimés par le Conseil d'administration

2. « Les ouvriers aspirant à s'inscrire à l'*Union* sont obligés, s'ils possèdent un syndicat dans leur corporation de présenter un certificat constatant qu'ils en font partie même si ce syndicat n'est pas représenté au Conseil d'administration de l'*Union*. 7 janvier 1898.

2bis. Voir ci-dessus, chap. III, § « Conseil d'administration ».

3. La désignation de GARBADO fut très laborieuse : à une séance, il obtint par deux fois 6 voix contre 6 à son concurrent; à la réunion suivante, il l'emporta finalement par 8 contre 7. La tumultueuse désignation de COZETTE a été narrée par ailleurs. (V. chapitre VIII ci-dessus, n. 20).

4. A la suite d'une demande d'augmentation aux employés, FOULON votera contre toute augmentation : les employés sont entrés comme militants à l'*Union* et aujourd'hui, ils ne militent plus. C'est à peine si on peut en trouver 7 ou 8 pour organiser une manifestation. On voit des secrétaires de syndicats qui n'assistent même plus aux réunions de leurs syndicats.

5. Des employés vont au café durant les heures de service (28 décembre 1897), le comptable est négligent, des employés se battent dans le magasin, d'autres boivent du vin blanc en cachette, détournent des boîtes de sardines, de maquereaux; le vidangeur « a trouvé la valeur d'un grilloir de café en vidangeant », etc. (1^{er} juin 1906).

qui a cependant parfois des revirements inexpliqués⁶; il est vrai que le renvoi ne va pas toujours seul au Conseil d'administration et que parfois les intéressés soulèvent leur syndicat⁷.

Pour plus de rapidité dans la répression, l'employé principal reçoit le droit de « mettre à pied » le fautif, le renvoi restant au Conseil d'administration⁸.

Il arrive que le personnel proteste contre le renvoi d'un camarade, mais le Conseil d'administration, jaloux de ses prérogatives, passe outre.

Les salaires. — A l'égard du personnel, le Conseil d'administration paraît suivre le conseil d'Anseele⁹ et aussi ceux que contenait le rapport de Mustchler à l'un des congrès de l'Union des Coopératives¹⁰. La paye est bonne dès le début et tout employé reçoit une augmentation tous les 6 mois. Il serait fastidieux de s'appesantir sur les salaires successifs. Signalons-en quelques-uns et quelques variations.

Le traitement de début de Leclercq : 33 francs la semaine sans le logement ou 30 avec le logement, 0 franc 40 l'heure à l'auxiliaire 40 francs d'indemnité mensuelle à Mme Leclercq, 1.500 francs l'an au comptable.

Le gérant passe à 2.000 francs l'an, 2.300, 48 francs la semaine, 50 francs ; le comptable à 42 francs la semaine, puis 45, les employés hommes de 21 francs la semaine à 35, et les femmes 20 francs la semaine¹¹.

Ces salaires s'entendent jusqu'aux environs de 1900 ; par la suite, ils furent encore relevés.

Les conditions de travail. — Elles se sont élaborées peu à peu au gré des nécessités du service, des revendications de la classe ouvrière et des lois sociales réglementant le travail.

6. Employés qui se sont battus : le renvoi, puis, on n'applique à l'un qu'une descente de grade et à l'autre un changement d'emploi ; le porteur C... ayant commis un acte d'immoralité pendant qu'il faisait sa tournée, est renvoyé, mais huit jours après, on le conserve comme employé auxiliaire.

7. Le renvoi d'employés indécents provoque une réunion extraordinaire des syndicats qui, finalement, votent la confiance au Conseil d'administration et à l'employé principal. Parfois même, l'ouvrier renvoyé appelle l'Union en justice.

8. A partir de 1905.

9. V. chap. premier ci-dessus, n. 9.

10. V. rapport sur le Congrès de Paris, 1910 et de Puteaux.

11. On remarquera que l'Union eut ici la tendance générale de l'époque de plus payer les hommes que les femmes ; même en 1914, les chefs de bureau ne furent pas partisans d'admettre une jeune fille dans la comptabilité et le Conseil d'administration, après discussion, repoussa également l'idée de cette admission.

La durée quotidienne fut conditionnée par les heures d'ouverture des magasins; au début, il est probable que ce dernier fut ouvert toute la journée; en 1896, il fut fermé de midi à 2 heures; en 1897 de 1 h. à 2 h. 30; deux ans après, on précisa que la journée allait de 8 h. du matin à 7 h. 30 du soir; en 1904, la journée de travail des ouvriers et employés est ramenée de 10 h. à 9 h. 1/2 après qu'eut été longtemps agitée l'idée de la journée de 8 heures.

Le repos hebdomadaire et les congés divers se posèrent rapidement. En 1897, le Conseil d'administration précise que les congés seront prévus à tour de rôle le dimanche pour les employés quand ce sera possible. « En tout cas on ne doit pas lésiner (*sic*) toutes les fois où ils auront besoin d'un congé. »

A partir de la même date, les magasins seront fermés les jours d'assemblée générale en plus du 1^{er} mai; tantôt on vote qu'ils seront ouverts le dimanche, tantôt qu'ils seront fermés; on propose même qu'ils soient ouverts les jours de fête religieuse¹². En 1899, on accorde un jour de repos mensuel¹³ et on prévoit les absences pour une mort ou une naissance¹⁴, pour un mariage¹⁵; on organise un référendum pour le repos hebdomadaire : après divers incidents il est accordé¹⁶.

La question des vacances payées se pose en 1909 sous la forme d'un congé par roulement aux employés pour la saison d'été : le Conseil d'administration refuse.

Les réservistes appelés sous les drapeaux pour 28 jours toucheront leur traitement¹⁷. Les malades auront droit à 9 semaines de demi-payé en une ou plusieurs fois, un délai d'un an étant exigé à l'épuisement de ces 9 semaines pour que l'intéressé ait droit à une nouvelle période. Le temps de demi-payé fut ensuite porté à 10 semaines. Les ouvriers blessés toucheront payé entière jusqu'à 28 fr. la semaine, mais aux employés qu'on ne pourra remplacer par des auxiliaires on versera payé entière.

En cas de décès d'un employé ses ayants droit recevront un mois de payé.

12. Grande discussion, quand le 1^{er} mai est un samedi : faut-il laisser ouvert ce jour-là pour fermer le lendemain? Le Conseil d'administration y incline, mais sur les protestations des syndicats, on ferme le samedi et on ouvrira le dimanche matin.

13. Aménagement de 6 jours consécutifs par semestre pour les porteurs de pain.

14. 5 heures.

15. On utilisera le jour de repos mensuel.

16. On s'aperçoit qu'un employé — pour aider la volonté populaire à se manifester dans le sens qu'il désirait — tripota dans l'urne du référendum. Que d'élus qui se réclament de la démocratie n'en font pas d'autre !

17. A partir de 1906, il fallut au moins un an de présence pour avoir droit à cet avantage.

Enfin, les femmes employées à l'*Union* seront payées 4 semaines avant l'accouchement et 2 semaines après ¹⁸.

On constate ainsi que l'*Union* a été en avance sur les dispositions légales qui dans ce domaine, ont pu être prises par le législateur et qu'elle a souvent été bien plus loin¹⁹.

Il fallut aussi régler les relations entre l'*Union* et son personnel. Le 28 juillet 1903, Cleuet présente une réclamation du personnel pour la réalisation des décisions des congrès de Lille et d'Amiens, ce que refuse le Conseil d'administration, le 15 novembre suivant²⁰; toutefois, il y aura au Conseil 2 employés avec voix consultative mais il ne sera pas payé d'heures supplémentaires aux chefs de service pour les réunions de commission.

Du personnel de la boulangerie. — Tout ce qui vient d'être dit s'applique au personnel en général et en particulier à celui de l'épicerie, mais il convient de s'arrêter à la boulangerie où l'*Union* eut à résoudre des difficultés sans cesse renaissantes et qui se sont prolongées jusqu'à nos jours.

...A peine l'*Union* eut-elle remis ses affaires en ordre dans l'épicerie qu'elle pensa à la boulangerie : le pain à bon marché, revendication principale des classes pauvres ! Les ennuis allaient commencer.

Le Conseil d'administration s'aboucha, pour renseignements avec la Revendication de Puteaux. Fin 1894, des visites furent faites aux boulangeries du Vooruit et des coopératives de Bruxelles. L'assemblée générale du 7 novembre 1897 adopta la création d'une boulangerie²¹, on fit choix d'un architecte, un emprunt de 1.000 fr.²² fut voté et un rapport sur la boulangerie rédigé. C'est alors que la Compagnie des fours et pétrins, à qui on s'était adressé et avait versé des arrhes tomba en faillite; cependant elle remboursa; par ailleurs, l'émission ne rendait guère. Le syndicat des boulangers commença les hostilités et fit paraître dans la presse locale une note à laquelle on estima bon de répondre.

18. 26 août 1898.

19. Il y a aussi les menus détails : payer « la goutte » à tous les employés à leur arrivée le matin; pourboire aux déchargeurs de farine, etc.

20. « Considérant que pour être employé de la société, il faut être adhérent à un syndicat, que ce syndicat a des délégués administrateurs (le Conseil d'administration), dit n'y avoir pas lieu, vu la constitution du Conseil d'administration, d'appliquer les décisions prises par le Congrès d'Amiens ».

GAUMONT note finement : « Ainsi n'était plus coopérative ouvrière l'*Union d'Amiens*, administrée par des syndiqués, qui refusait de reconnaître le syndicat des employés des coopératives ».

21. La discussion fut orageuse par l'intervention de DUTILLOY.

22. En bons de 5 francs.

Enfin, la mise en marche est prévue pour le 26 juillet 1898; Millerand, député, pressenti, ne peut venir à l'inauguration; il y aura Hamelin, représentant la Verrerie ouvrière d'Albi et Lequeux, conseiller municipal de Bruxelles. Et voilà le four en marche.

Les difficultés vont venir maintenant du personnel. Au bout de quelques mois, on s'aperçoit que le rendement n'est que de 125 kg. aux 100 kg. de farine au lieu de 135 chiffre ordinaire; immédiatement la Commission de la boulangerie, alertée, procède à une surveillance et des contrôles de nuit : le rendement est de 140 kg. en pains de 2 kg. et de 135 en pains de 1 kg. Pendant les trois jours qui suivent cette semaine, le rendement moyen est de 137 kg 500, trois mois plus tard de 133 kg. 570. Fin 1899, plainte sur le poids et, en 1901, plainte collective; les boulangers laissent brûler 80 kg. de pain et refusent de donner des explications : la commission établit son rapport : « Un brigadier, réputé capable, est embauché au salaire de 51 fr. par semaine plus un pain par jour; il nous fait du beau pain pendant une semaine puis commence à mal travailler, à brûler du pain, à en jeter dans les fourneaux jusqu'à 40 kg. (qu'on lui a fait payer). Un autre brigadier embauché, après avoir fait du beau pain pendant quelques jours, dit : « J'ai fait voir ce que je savais faire; maintenant, je ne ferai plus que du mauvais pain. » Le rapport conclut mélancoliquement : « On trouvera toujours bien un garçon boulanger pour mettre le travail en désordre²³. »

L'événement le plus grave eut lieu en 1910; à la suite d'un nouveau conflit, les boulangers se mirent en grève, l'*Union* immédiatement assura le service par des équipes de remplacement et proposa l'arbitrage de la Bourse du travail qui fut refusé par les ouvriers boulangers mêmes; la grève tourna à la confusion des grévistes, et le trésorier du syndicat, l'un des grévistes, dut se démettre. L'origine syndicale au Conseil d'administration avait été particulièrement utile.

Pareil fait en 1913 : les ouvriers, une nouvelle fois, refusèrent l'arbitrage, l'arbitre étant à désigner par le Comité général de la Bourse du travail, avec voix prépondérante dans une réunion où les deux parties administrateurs et boulangers, représentées par deux délégués, exposeraient chacune leur point de vue. Le bureau des syndicats vota que le Conseil d'administration dans son conflit avec les boulangers avait bien agi dans l'intérêt des sociétaires et

23. Rapport du mois de septembre 1901.

avait fait tout son devoir tant comme administrateur que comme syndiqué²⁴.

Parfois il y a des ennuis techniques, par exemple, les bannetons prennent une mauvaise odeur²⁵.

Toutefois, la boulangerie se développe ; à peine ouverte, on ressent le besoin d'un deuxième four, puis, en 1903, d'un troisième.

Ce n'est pas à dire que les coopérateurs soient tous clients, le Conseil d'administration à diverses reprises envisage les moyens de les amener à la boulangerie : chaque bulletin d'adhésion mentionnera pour les non-syndiqués s'ils prendront ou non de pain²⁶; les secours aux sociétaires qui ne se fournissent pas de pain à l'Union seront donnés mi en épicerie et mi en pain. Malgré toutes ces mesures on constate, en 1901, qu'il y a plus de 2.500 inscrits mais que 800 à 900 ne prennent pas leur pain à l'Union qui offre alors de prêter l'argent nécessaire au paiement des boulangers chez qui des coopérateurs seraient endettés²⁷; en 1905, la production est de 2.700 à 2.800 kg. de pain par jour ce qui ne fait pas un kg. par sociétaire, et, de plus, on fournit des non-sociétaires. C'est vraiment peu²⁸ !

Pourtant le pain est vendu généralement moins cher que chez les boulangers, et il y a la ristourne. On ne peut s'expliquer l'absence que par l'éloignement de certains coopérateurs des lieux de vente : mais il y a des porteurs ; ou par la mauvaise qualité à certains moments et par la vente au comptant.

24. A ces ennuis très graves s'en ajoutent d'autres, anodins sinon plaisants : la femme du gérant a mauvais caractère et le gérant (DE SAINT-POL) est faible à son égard ; de là de nombreux inconvénients au point qu'on sera amené à renvoyer le mari.

25. V. ci-dessus chap. VIII, n. 7. Elle était due à un champignon proliférant sur la toile et sur l'osier : d'où désentoilage, passage au four des bannetons désentoilés et réentoilage neuf.

26. V. ci-dessus, chap. III, n. 9.

27. *Réveil syndical*, mai 1901, n. 27, 3^e année.

28. Cuisson journalière (en kg.) :

Octobre 1902-mars 1903	2.100	Avril-octobre 1902	1.700
— 1903- — 1904	2.300	— — 1903	2.300
— 1904 — 1905	2.500	— — 1904	2.375
— 1905 — 1906	3.000	— — 1905	2.600
— 1906 — 1907	3.200	— — 1906	3.000
— 1907 — 1908	3.300	— — 1907	3.300
— 1908 — 1909	3.300	— — 1908	3.300
— 1909 — 1910	3.400	— — 1909	3.300
— 1910 — 1911	3.600	— — 1910	3.400
— 1911 — 1912	3.600	— — 1911	3.400
— 1912 — 1913	3.900	— — 1912	3.900
— 1913 — 1914 a).....	3.800	— — 1913	»

a) Départ d'une classe sous les drapeaux).

Ainsi, du 1^{er} avril au 16 mai 1910, un rapport donne au public : 38.586 kg.; aux sociétaires : 622.131 kg.; en tout : 660.717 kg.

CHAPITRE XI

ŒUVRES SOCIALES

Les œuvres sociales ont été prévues dès le début de l'*Union* et elles se sont ensuite constamment développées tant par les tendances mêmes de la Société d'origine syndicale (un pour tous, tous pour un) que sous l'influence belge. On peut les distinguer en œuvres de solidarité générale, de solidarité ouvrière plus particulièrement pour les grévistes, œuvres d'éducation et enfin de propagande.

Solidarité générale. — Citons le secours en cas de maladie dont l'importance n'a fait que croître¹, des secours sous forme de pain et de quelque argent à des sociétaires nécessiteux, puis des propositions qui ne seront retenues et appliquées que plus tard ; caisse de prêt, enfants des coopérateurs à la campagne ; ou qui n'ont pas encore été réalisées : caisse de chômage², dispensaire³.

Solidarité ouvrière. — Il faut d'abord et surtout tenir compte de l'aide aux grévistes soit d'ailleurs, soit locaux.

A ceux d'autres villes, souscriptions de 5 francs à 50 francs, le plus fréquemment 25 francs.

Aux locaux, l'aide est bien plus importante et plus variée. En 1894, les cordonniers doivent 1.800 fr. ; en 1898, une quête au Cirque lors de l'assemblée générale produit 132 fr. 90 pour les grévistes⁴ ; en 1898, 100 fr. aux teinturiers, pain à crédit pendant un mois ou remboursement aux grévistes de leur part sociale, puis une seconde et une troisième somme de 100 fr., et enfin abandon

1. V. tableau VIII.

2. 25-1-1901.

3. 6-1-1905.

4. Pour Graissesac, Marseille, Montceau-les-Mines, Agen, Paris, Saint-Quentin, Tourcoing, Draveil, Lille, le canal du Nord, Juvisy, Mazamet, etc.

5. Il faut déduire de cette somme : 10 fr. aux gérants du Cirque et... les mauvais sous.

de 1 fr. de ristourne par sociétaire pour les grévistes; en 1899, aide aux grévistes du textile.

En 1904, grève des teinturiers qui peut être prise comme exemple. Le rapport du semestre octobre 1903-mars 1904 montre l'importance de la coopération pour l'émancipation des travailleurs : les teinturiers ont été victorieux grâce au courage des militants, à la sympathie de la population, à l'aide des syndicats et de l'*Union* qui a donné à plusieurs reprises des secours en argent, remboursé aux grévistes le montant du capital social versé par eux prêté 3.000 francs et cuit 65.000 kg. de pain à 0 fr. 25 le kg.; on fait remarquer que les grévistes non-syndiqués et non-coopérateurs ont reçu les mêmes secours que les grévistes syndiqués et coopérateurs, et cette aide n'a coûté, en définitive, que 0 fr. 15 par coopérateur.

En 1906, grève des boulangers syndiqués pour obtenir le repos hebdomadaire : l'*Union* baisse le prix du pain de 0 fr. 05 jusqu'au jour où les patrons boulangers accorderont satisfaction à leur personnel; malgré l'augmentation quotidienne des ventes (500 kg.) le coût de cette aide est de 1.000 fr. et vainement : les ouvriers ne tiennent pas assez longtemps. En 1910, les teinturiers et les cheminots reçoivent des secours importants et les premiers font de plus des emprunts dont le total est de 6.000 fr. La retenue de 0, 25 sur le boni semestriel, affectée ordinairement à l'*Harmonie* et à la Section des *Pupilles* est versée aux syndicats en grève proportionnellement au nombre des grévistes. En 1914, c'est le tour des moulleurs.

Il faut énumérer aussi des dons à des syndicats pour des motifs autres que des grèves : loteries, œuvres de bienfaisance, etc. d'un montant de 10 à 100 francs⁷.

Il y a enfin des œuvres et des préoccupations diverses; on se fournira en chicorée au marchand qui donne une remise à la Verrierie ouvrière sur toutes les fournitures que lui prennent les sociétés coopératives⁸; création d'une caisse de prêt pour avancer le droit d'entrée aux syndiqués ne possédant pas la somme suffisante⁹; 20 francs à tout voyageur de passage à la coopérative, à condition

6. Ce n'est sans doute pas uniquement par charité, ni sentimentalité que ces secours ont été attribués également aux grévistes non-syndiqués et non-coopérateurs : il faut éviter les « jaunes » qui sont les fossoyeurs des grèves et les « jaunes » ne le sont souvent ni par goût, ni opinion, mais par nécessité matérielle.

7. Albi, Carmaux, la Grand-Combe, Palais du Travail, Emancipatrice, etc.

8. 20-3-1896.

9. 15-5-1898.

qu'il soit à jour de ses cotisations syndicales¹⁰; création d'un fonds d'aide aux administrateurs qui seraient renvoyés de leur atelier et victimes de leur propagande coopérative et syndicale¹¹.

Toutes ces formes représentent dans l'ensemble un effort véritablement important; 1^{er} semestre de 1899 : 1.406 francs¹²; avril-septembre 1904 : 3.850¹³; même semestre de 1908 : 4.140 francs; de 1909 : 3.540 francs; octobre 1910-mars 1911 : 3.800 francs.

Education. — La première œuvre est autant de propagande que d'éducation : l'*Harmonie*, société de musique dont le chef reçut solennellement son bâton à l'assemblée générale du 16 juin 1899. Il lui fut versé chaque année une somme substantielle pour son fonctionnement. Elle dut avoir des fortunes diverses et il est question de son développement de temps à autre¹⁴.

On s'inquiéta de l'éducation économique et coopérative des membres du Conseil d'administration¹⁵ des coopérateurs¹⁶; on créa un centre d'études coopératives et un fonds de propagande¹⁷.

Enfin, c'est la Bibliothèque, qui se rattache dans le passé à un certain nombre d'organismes. Le syndicat du Livre avait un fonds de livres¹⁸ qu'il abandonna au *Foyer du Pauple*¹⁹; à la dissolution de ce dernier, ils passèrent à l'*Union*; on y ajouta l'*A. B. C.* syndicaliste et quelques autres ouvrages.

Propagande. — Il est évident que toutes les œuvres étudiées d'abord dans ce chapitre constituaient, en dehors de leur but propre, de puissants moyens de propagande.

10. 1-3-1901.

11. A signaler : un sociétaire a été entendu par le Conseil d'administration pour son attitude dans la grève d'une usine et il est radié.

12. Soit : naissances : 290 francs, décès : 205, périodes militaires et maladies : 911,05.

13. Dont 1238 fr. aux grévistes.

14. Sa réorganisation est décidée en 1905; en 1911, on encourage les musiciens par un jeton de présence de 0 fr. 30 et un verre de vin, les fonds nécessaires provenant en partie d'une retenue de 0 fr. 25 sur le boni des coopérateurs, le reste allant aux pupilles.

15. « Etudier la coopération sous toutes ses formes, les moyens de donner à l'organisation coopérative sa forme de combat contre le commerce, petit ou grand, former une phalange d'administrateurs aptes à orienter la coopération vers l'émancipation des travailleurs. »

16. En 1903, Chantrel propose l'achat de 300 numéros d'un bulletin à prêter aux coopérateurs; s'ils veulent continuer la lecture des numéros postérieurs, ils verseront 0 fr. 60 l'an; la dépense serait à couvrir par le reliquat des bonis et 3 jetons de présence qu'abandonne l'auteur de la proposition; cette suggestion, mise au point est adoptée; finalement 5 numéros seulement ont été vendus.

17. Ce fonds reçoit au moins 5000 fr. le semestre. Exemple d'emploi au 9 mai 1907 : Bibliothèque : 2000; Pupilles : 1000; Harmonie : 500; « *Humanité* » : 100 fr.; Maison du peuple : 1378; Cercle d'études : 22 fr.

18. Il paraîtrait que le syndicat du Livre aurait lui-même tenu son fonds du Cercle du *Don* et de celui du *Progrès* ou des *Travailleurs* (V. ci-dessus, chap. 5, n. 1bis).

19. Créé en 1901 par les partis républicains et par les syndicats amiénois.

Il y en eut d'autres qui n'eurent que cet objet : manifestations et défilés dans les rues, le 24 juillet 1898 pour l'inauguration de la boulangerie²⁰, le 29 avril 1900 pour l'inauguration du deuxième four et l'inscription du 2.000^e adhérent²¹, en 1909, une fête coopérative et socialiste formidable avec concours de pêche en étang ; en 1912, pour le 20^e anniversaire de la société²².

Elle fut favorisée par la création d'un fonds spécial et, en 1905, la ristourne de 3% aux non-sociétaires. Citons encore : les assemblées générales ouvertes à tous au moins au début, les conférences, l'entrée absolument libre des magasins à partir de 1906²³, l'impression de prix courants, de circulaires distribuées au domicile des coopérateurs qui ne fréquentent plus les magasins, etc. ²⁴.

20. Un cortège de 2000 personnes, ayant en tête l'*Harmonie de l'Union* se dirigea vers le local de la route d'Albert où une distribution de petits pains fut faite aux sociétaires. Cozette (*op. cit.*) cite ce trait : « Un patron boulanger regardant le défilé, déclarait d'un air rageur : « Ces gens-là sont incapables de mener à bien la fabrication du pain ; ils sont tout au plus bons à hurler leur *Internationale* dans la rue. Je ne leur donne pas plus de six semaines pour crouler ». Le malheureux ne se figurait point que ce serait lui qui se verrait dans l'obligation de fermer et de disparaître quelques mois après ».

21. Un cortège de 5.000 à 6.000 personnes avec SCHNEIDER, BEGUIN et GUILLEMIN partit de la place Longueville et alla route d'Albert, précédé de l'*Harmonie* et des bannières syndicales. L'*Internationale*, jouée par la musique était chantée par tous les coopérateurs. Dans le jardin de la boulangerie, il y eut jouets, jeux divers, concert et, le soir, on dansa.

22. Le 17 août, 3.500 personnes se rassemblèrent au Cirque.

Le 18, malgré le mauvais temps, 10.000 personnes se groupèrent place Saint-Michel. Le défilé dura 2 heures ; le cortège comprenait : le Club sportif, les tambours et clairons de Saint-Pierre, les pupilles de l'*Union*, 500 pêcheurs, la musique du Vimeu, les coopérateurs et la musique de Longueau. Le point d'arrivée était Rivery où eut lieu un concours de pêche.

23. Un employé est mis à la disposition des personnes qui désirent visiter les magasins y compris les caves, la boulangerie, etc.

24. Distribution par MOREL, au taux de 6 fr. par jour.

CHAPITRE XII

RESULTATS ET RISTOURNE

Les résultats du début ne furent pas heureux; au 20 décembre 1892 était apparue une perte de 300 francs¹; le 15 juin 1894, il y a un solde bénéficiaire de 753 fr. 95 le 30 novembre 1894 le boni de 1.800 fr. 05 permet la distribution d'une ristourne de 3 fr. 25% et, désormais, il y aura toujours une ristourne dont le taux va croissant².

Il y eut d'emblée la tendance à une haute ristourne contrairement aux idées de coopérateurs éminents³ ou de simples sociétaires⁴ de l'*Union* et en peu de temps on est arrivé en plus à l'idée de la régularité de la ristourne; au besoin on fait varier notablement les amortissements pour ce résultats⁵.

La création successive des différents services donna d'abord 2 ristournes (épicerie et divers, boulangerie). puis 3 (épicerie et divers, boulangerie, charbon), puis fin 1902, on revint à 2 (bou-

1. L'insuffisance des connaissances comptables des premiers coopérateurs identifie la perte dans le déficit de Caisse.

2. Tableau I. Toutefois en 1906, diminution assez sensible : frais généraux élevés à la succursale de Saint-Maurice, patente d'un montant de 1000 fr.; l'application du repos hebdomadaire et de la journée de 9 heures aux employés coûte 1500 fr. par semestre.

A partir de 1911, nouvelle diminution à cause sans doute de l'extension immobilière de la Société.

3. Voici l'opinion de VIVANTE (*Trattato di diritto commerciale*, t. II, n° 644 note 9) rapportée par NAST (12^e et 13^e Congrès de l'Union des coopératives de France. Paris, Puteaux, 1910 et 1912, p. 30) : « Pour que la ristourne au prorata des achats ait toujours un caractère autre que celui d'un bénéfice capitaliste, il faut combattre autant que possible la chasse aux gros dividendes, limiter le maximum de la ristourne à un certain bénéfice. »

4. « Le sociétaire BOYELDIEU dit qu'au lieu de distribuer un boni aussi élevé, il serait préférable que l'on baissât le prix des denrées. Ce sociétaire insistant, le président explique la nécessité de faire de forts bonis, seul moyen d'avoir un capital élevé puisque la presque totalité des bonis est inscrite au compte capital des sociétaires; répartir les denrées à un prix trop bas pourrait nous créer des ennuis au sujet des commerçants qui ne manqueraient pas de nous faire la guerre. L'assemblée, par ses applaudissements, fait voir qu'elle approuve la façon de vente faite par le Conseil d'administration, et il est passé outre ».

5. Rapport du 30-9-1905.

langerie-épicerie-divers et charbon) puis à un seul pour toutes les branches en 1905; enfin, en 1907, le charbon donna lieu de nouveau à une ristourne spéciale, et cette fois au sac, à cause de la situation exceptionnelle du charbon⁶.

Aux non-sociétaires. — Depuis 1905, une ristourne uniforme de 3% leur est payée en marchandises⁷ au fur et à mesure qu'ils rapportent leurs billets de vente⁸; il s'agit d'attirer le public, de les retenir et de les amener à être sociétaires. C'est un des motifs pour lesquels la vente au public n'a pas été très développée. La différence entre le montant de la ristourne accordée aux sociétaires et celui versé au public est virée à un fonds de développement coopératif⁹.

6. D'abord la concurrence : « Il faut tuer l'*Union*, a dit un des marchands de charbon et lui faire une concurrence acharnée. » Puis il y a simplification des écritures et enfin « en équité, il ne faut pas distribuer plus de boni au charbon cher qu'au charbon bon marché ». (Rapport du 30-3-1907).

Ces raisons peuvent être bonnes, mais alors pourquoi ne pas raisonner de même sur d'autres articles : pourquoi tenir compte du café cher et du café bon marché ? Disons qu'il y a là pour le charbon une solution commode et simple, d'accord, mais laissons l'équité de côté.

7. Sauf sur le sucre et l'essence.

8. L'inscription des ventes se fait, nous le savons, sur un carnet *ad hoc* pour les sociétaires; pour le public et pour les sociétaires non porteurs de leur carnet, sur une feuille avec le cachet de la succursale. Les sociétaires représentent ces feuilles avec leur carnet pour en faire inscrire le montant sur ce dernier; le public pour toucher sa ristourne.

9. V. tableau V.

Remarquons en ce qui a trait aux ristournes pour le charbon que 1 centime le sac représente environ 0 fr. 50 du prix moyen du charbon.

Exemples de bonis nets par service : charbon : 5,19 %; vêtements : 10,98; chaussures : 9,75; épicerie : 7,38; rayons divers : 7,82; boulangerie : 9,29. (Semestre 1-4 au 30-9-1907.)

CHAPITRE XIII

HOSTILITE, ADVERSAIRES, CONCURRENTS

Le caractère syndicaliste et les sympathies socialistes que l'*Union* afficha par la suite ne pouvaient que la mettre en butte à des attaques nombreuses, variées et surnoisées ; le succès, venant et croissant, ne pouvait que multiplier ses ennemis et exaspérer leur inimitié, voire leur haine. Elle eut à faire face au gros et petit commerce, aux réactionnaires, à l'administration surtout locale, à la presse et à certains groupements ouvriers.

L'administration locale. — Les rapports avec l'administration locale varient suivant les groupements politiques qui occupent l'Hôtel de Ville. Au début, la municipalité réactionnaire refuse une salle de réunion soit à l'Hôtel de Ville, soit au Cirque pour l'Assemblée générale de l'*Union*. En 1896, la municipalité change, l'*Union* obtient la grande salle de l'Hôtel de Ville ; c'est alors une levée de boucliers des commerçants qui, par une lettre à la Municipalité, protestent contre la mise d'une telle salle à la disposition de l'*Union*¹.

Mais même avec les meilleures dispositions, on ne dépasse pas en fait, de part et d'autre, le « préjugé favorable », et tout ce que peut espérer l'*Union*, c'est de ne pas être en butte à des actes d'hostilité.

Le commerce. — Que les commerçants, petits et gros, aient marché contre l'*Union*, rien de plus naturel : elle était un concurrent de plus et on sentait vaguement que ce n'était pas un concurrent comme les autres, plus dangereux encore que n'importe lequel parce qu'il ne partait plus des mêmes principes.

Des mesures de rigueur et boycottage sont prises contre l'*Union*

1. V. ci-après § « Presse ». DUTILLOY, à l'assemblée du 28 mars 1897 s'étonnait des haines soulevées par le développement des coopératives de consommation.

et ceux qui essayent d'entrer en relations avec elle. Les représentants et les voyageurs de la place sont mis en demeure de s'abstenir de la visiter et de lui faire des offres de service ; ce mot d'ordre, suivi, détermine une gêne importante pour les achats. Pareil fait se reproduisit au début de la boulangerie, les boulangers s'arrangeant pour que l'*Union* manque de levure.

Ces tracasseries furent inutiles : le développement de la société lui permettant de grosses commandes, elle reçut les offres de maisons importantes, sérieuses et indépendantes², puis de ceux qui avaient peur et venaient en se cachant³.

La Presse. — Toutes les attaques d'où qu'elles vinssent et quel que fût leur motif s'exprimèrent, et parfois violemment, par la presse. Elle s'en prit soit au principe coopératif lui-même, soit à l'*Union*. Il faut citer particulièrement le *Mémorial d'Amiens*, le *Journal d'Amiens*, et parfois même le *Progrès de la Somme*⁴.

Le *Mémorial d'Amiens* attaque, le 4 avril 1897, et Dutilloy, conseiller général et Lefebvre, président du Conseil d'administration de l'*Union*. L'auteur, anonyme, nie la possibilité pour la coopération d'instaurer solidement dans la société la fraternité et la solidarité, non seulement à cause de la nature humaine — *homo homini lupus* — mais de l'inaptitude des ouvriers : manque de moyens de tous ordres, suspicion continue contre les dirigeants⁵. « La vraie

2. Ainsi MAGNIEZ-BAUSSART pour le chocolat.

3. Cependant il y eut des exceptions : un boulanger qui faisait un rabais sur le pain vint demander à être soutenu par l'*Union* (6-3-1896). Les délégués des patrons boulangers rendirent visite à COZETTE au sujet de l'augmentation de prix du pain non encore appliquée par l'*Union*.

4. L'auteur s'excuse ici de ne pas citer d'autres journaux qui ont pu attaquer l'*Union*. Le nombre de ceux qu'il aurait fallu consulter, la difficulté de se les procurer et parfois même l'impossibilité ne lui ont pas permis d'être complet. Les journaux cités sont, de loin, les plus importants et les autres ne font bien souvent que les démarquer.

Voici une énumération des journaux ou annuaires qui auraient pu être consultés, soutiens et adversaires : l'*Ami de l'ordre*, le *Courrier de la Somme*, l'*Echo de la Somme*, l'*Eclairer Picard*, le *Franc Picard* et le *Rappel Picard*, le *Journal d'Amiens*, la *Lanterne de Saint-Acheul*, le *Mémorial d'Amiens*, le *Messenger de la Somme*, le *Napoléonien*, le *Petit Progrès de la Somme*, le *Peuple Picard*, la *Picardie Républicaine*, l'*Etoile de la Somme*, le *Progrès de la Somme*, le *Réveil de la Somme*, le *Réveil Démocratique en Picardie*, la *Sentinelle Républicaine*, le *Travailleur Picard*, la *Tribune Picarde* (tous d'Amiens) ; le *Journal de Picquigny*, l'*Abbevillois*, l'*Avenir d'Abbeville*, le *Pilote de la Somme*, la *Gazette de Péronne*, le *Journal de Péronne*, le *Journal d'Albert*, le *Messenger de Notre-Dame*, l'*Union Républicaine*, la *Gazette d'Albert*, le *Journal de Ham*, le *Républicain de Ham*, le *Journal de Roisel*. Sans compter les différents annuaires ou almanachs qui peuvent être importants : n'est-ce pas la lecture d'un almanach qui révéla à Ch. GIDE la création des *Pionniers de Rochdale* et l'amena à la coopération ?

5. Il s'en prend particulièrement aux ouvriers : comme ils n'ont pas les aptitudes nécessaires, ils ne pourront gérer convenablement eux-mêmes leurs intérêts coopératifs ; les personnes capables et salariées, n'étant pas positivement intéressées à la

fraternité ne peut être que spiritualiste et même, sans doute, catholique. » La concurrence commerciale ne peut produire le bien. Il revient en arrière et affirme que les rois qui, autrefois, ne croyaient probablement pas, avaient une Cour immorale — c'était là le mal — tandis que les populations croyantes, elles, ne connaissaient pas cette lutte pour la vie. Tous les maux, aujourd'hui, viennent des doctrines sociales et autres, positivistes. « La coopération ? concurrence légale contre des frères plus heureux ; solidarité ? sans doute mais non dévouement. »

Quelques jours plus tard⁶, il publie une protestation des syndicats commerciaux⁷ : « La société coopérative l'*Union*, seul but : permettre aux ouvriers de se procurer au moyen d'achats faits en commun toutes choses nécessaires à la vie à un prix réduit, cherche à recruter des adhérents en dehors des ouvriers. Sa réunion tenue le dimanche 28 mars 1897, au Cirque municipal, a été ouverte aux adhérents et à de nombreuses personnes étrangères ; elle fait ainsi une concurrence déloyale au commerce local sans aucun profit pour les travailleurs ; et les syndicats expriment leurs regrets de la location gratuite (*sic*) d'un monument construit avec les deniers des contribuables à la société *Union*⁸.

Le *Journal d'Amiens* publie la même protestation le même jour ; en plus, un article de Dutilloy mettant en cause un certain Lavalard, épicier et marchand en gros de vins et spiritueux, qui un mois auparavant, faisait des offres de services à l'*Union* qu'il attaque maintenant. Lavalard répond le jour même et le surlendemain par des considérations à côté et explique d'une façon embarrassée ses offres de services qu'il ne peut nier⁹.

L'*Union* ne peut laisser cette campagne sans réponse, au moins au *Mémorial* : on l'a blâmée au début¹⁰ de n'accepter que des

réussite de l'œuvre, n'agiront pas positivement sous l'impulsion de la solidarité fraternelle. Ne pouvant contrôler sûrement, les associés soupçonneront constamment leurs agents et se surveilleront de même mutuellement avec la perspective d'une désunion prochaine.

6. 7-4-1897.

7. Boulangerie, brasserie, charcuterie, épicerie de détail, épicerie en gros, pâtisserie, Union fraternelle de la charcuterie, vins et spiritueux.

8. Il y aurait beaucoup à dire sur cette protestation ; en réalité, c'est une querelle d'Allemand.

V. le second paragraphe qui suit et la note 11.

9. Aucune différence pour lui entre les éconômats et les coopératives, « mais les ambitieux préférèrent les sociétés aux éconômats pour les ouvriers parce qu'ils se flattent de conduire ces derniers ». Il demande l'application de la patente aux éconômats et aux coopératives et enfin pourquoi on accorde gratuitement le Cirque à l'*Union* et non à tout commerçant quelconque.

10. Particulièrement le *Progrès de la Somme*.

ouvriers syndiqués; aujourd'hui, de s'adresser à tous ! Le Cirque ? Mais c'est le Conseil municipal à l'unanimité qui le lui a accordé gratuitement¹¹. Les personnes étrangères ? Des conseillers municipaux et des membres de diverses administrations ! Par la même occasion elle annonce qu'elle ne répondra plus aux fournisseurs ou candidats fournisseurs, évincés par elle, qui désormais l'attaquent.

Les hostilités reprennent à l'ouverture de la boulangerie¹²; le commerce amiénois est obligé de baisser ses prix : création de timbres rabais, picards, verts; les charbonniers font une baisse générale de leurs prix avant l'ouverture du chantier de charbon de l'*Union*, etc.

En 1904, un journal affirme que les ouvriers de l'*Union* travaillent 14 heures par jour, qu'ils sont terrorisés, que leurs réclamations ne sont pas admises, que l'*Union* a un fort découvert chez le banquier, etc. Or, les ouvriers y travaillent 10 heures et l'emprunt primitivement prévu de 80.000 fr., pour le chantier de charbon, a été ramené à 40.000 fr. et à de bonnes conditions d'intérêt¹³.

La campagne de la bourgeoisie amiénoise se continue contre les dirigeants qu'elle essaie de déconsidérer et Garbado est le plus visé, avec les motifs les plus imprévus, par exemple d'acheter des marchandises à la *Ruche Picarde*¹⁵.

La calomnie est couramment employée : ainsi, en 1914, le *Mémorial*, la *Chronique* et la *Journal d'Amiens*, dans leur numéro du samedi 9 mai et dans une édition spéciale distribuée abondamment dans la ville déclarent que c'est sur les bénéfices de l'*Union* que sont prélevés les frais de propagande socialiste de M. Lecoïnte et de ses amis. Le Conseil d'administration répond simplement : « Vous ne voulez pas publier les rectifications reçues par lettres recommandées; nous vous informons, n'ayant pas d'autres moyens de nous faire rendre justice, que vous répondrez de cet acte malhonnête devant les tribunaux¹⁵. »

En fait, ces attaques paraissent avoir manqué leur but : « Plus il était dit de mal d'elle, plus les adhésions étaient nombreuses », constate Cozette¹⁶.

Concurrents coopératifs. — Voir 2^e Période, chapitre XII.

11. « Gratuitement », à condition de payer le personnel de service et l'éclairage.

12. Toutefois le *Progrès de la Somme* publie un article élogieux pour l'*Union* qui veut ouvrir une boulangerie et une Maison du Peuple, sans alcool. « Ces idées, essentiellement moralisatrices, valent mieux certes que celle qui a fait trouver, par certains négociants, la sciure de bois assez bonne pour fabriquer du pain d'ouvriers » (16-4-1898).

13. V. chap. 9, § Emprunts.

14. Explications données : il s'agit d'échanges ou de prêts de marchandises d'un magasin de vente à l'autre et pour éviter tout ennui Garbado est autorisé à échanger des marchandises avec la coopérative des petits épiciers.

15. Le *Coopérateur*, mai 1914, n° 8.

16. *Op. cit.*, p. 15.

DEUXIÈME PARTIE

La période de guerre, ou l'Union de 1914 à 1918.

Les chapitres précédents ont montré qu'au mois d'août 1914, malgré les difficultés et les attaques, l'*Union* était une société importante et sa situation financière solide lui permettait tous les espoirs dans le meilleur avenir. La guerre éclate; que va-t-elle devenir? On pouvait tout redouter et les événements furent d'une gravité exceptionnelle; les circonstances auraient pu tuer l'*Union* : par le dévouement et l'énergie de ses dirigeants, en particulier de Cozette et de Catel, elle en est sortie plus forte, puis puissante à tous points de vue que ses meilleurs amis n'auraient pu le pronostiquer.

De la mobilisation à l'invasion. — Dès le début, la situation fut sérieuse; juillet avait été lourd pour la caisse : une somme assez élevée en liquidation du différend avec le propriétaire de l'immeuble de la route d'Albert que la société venait de délaisser après une occupation d'une quinzaine d'années; fort versement pour l'achat de l'immeuble de la rue de Beauvais; en tout 75.000 francs, sans compter les échéances habituelles.

Les marchandises devinrent payables comptant, certains fournisseurs exigeaient même le paiement avant l'expédition. Plus de découvert en banque. Par contre, la Caisse d'économie se devait de rembourser tous les déposants — et ils étaient nombreux — qui se présentaient à ses guichets.

Par la mobilisation des vides importants se firent dans le Conseil d'administration et le personnel, alors qu'obéissant au réflexe général du moment, les coopérateurs tiennent à faire, selon leurs moyens, une réserve alimentaire, et ce fut la cohue. On distribua des numéros, ceux du matin n'étant servis que l'après-midi et ceux de l'après-midi le lendemain. Les sociétaires se plièrent à ces difficultés sans récrimination tant par la gravité du moment que par les efforts de

l'Union à leur donner satisfaction : les employés au bureau et à la lingerie devinrent épiciers et le personnel restant donna sans compter tout l'effort possible.

Au bout d'une semaine, le calme se fit complet, les différents services furent assurés normalement mais le chiffre d'affaires tomba fortement¹.

L'invasion. — Brusquement, l'invasion. Le 31 août 1914 au matin, alors que les journaux de « grande information », ceux de la guerre « à la tartine de confiture », laissaient la population dans l'ignorance de l'avance ennemie, les troupes allemandes entrèrent dans la ville.

Le maire, Fiquet, attendait à l'Hôtel de Ville; on lui remit la liste des réquisitions de l'envahisseur² dont 37.300 kg. de pain; impossible aux boulangeries ordinaires d'en fournir pareille quantité; Fiquet fit alors appeler Cozette pour les cuissons nécessaires; Cozette demanda qu'on lui procurât immédiatement la farine. Fiquet promit de faire le nécessaire et Cozette se retira.

Sur ce, le maire fut emmené en voiture découverte à la rencontre du commandant allemand arrivant par la route d'Albert; il passa place Saint-Michel, aperçut Cozette sur le seuil du magasin, fit arrêter la voiture et remit à Cozette la clef des Magasins généraux pour la farine. « En dépit de l'activité de M. Becquerelle, président du syndicat des boulangers, l'on n'a pu cuire que 6.680 kg. de pain, il en manque donc 30.620³ ». Il faut ajouter que l'Union a cuit les deux tiers de la quantité fournie.

Est-il utile de rappeler les principaux épisodes de cette douloureuse période, en particulier celui des otages et des 1.600 prisonniers civils? Le premier a une importance pour notre sujet : les otages furent pris parmi les membres du Conseil municipal, toutes tendances politiques, et dans la magistrature. Entre les adversaires politiques, d'extrême-droite et d'extrême-gauche qui furent otages, il subsista de l'amitié et une profonde estime. Ces sentiments et les services rendus par l'Union dans la fourniture du pain expliquent un rapprochement entre les autorités et l'Union « rouge », les encouragements qu'elle reçut, l'aide même que lui apportèrent M. Francfort, adjoint au maire, et parfois aussi M. Antoine, conseiller municipal qui fut otage⁵.

1. 154.801 francs en juillet, 117.530 francs en août.

2. V. CHATELLE, *Amiens pendant la guerre*. Cet auteur en donne la liste complète.

3. CHATELLE, *op. cit.*

4. Ce détail n'est pas donné par M. CHATELLE qui laisse l'impression d'avoir, volontairement ou non, diminué le rôle de l'Union, tant en 1914 qu'en 1918 à l'évacuation.

5. M. ANTOINE était d'extrême-droite. Il faut tout naturellement ajouter le camarade LECOINTE (actuellement député-maire d'Amiens), élu socialiste. « Bien souvent

De l'invasion à l'évacuation. — La vie reprend normale. Le mois de septembre fut plus mauvais encore que le mois d'août, on le comprend sans peine à la narration des événements, mais dès octobre, les ventes remontèrent et ne cessèrent de croître, non seulement en valeur mais en quantité. Il y eut des facteurs défavorables : mobilisation des chefs de famille et des jeunes gens, diminution du pouvoir d'achat de nombreuses personnes, difficultés de se procurer des marchandises, mais elles furent contrebalancées fort largement par la hausse des prix, l'augmentation des salaires et des ressources de certaines couches de la population, le mouvement considérable des troupes casernées à Amiens, en particulier les troupes britanniques dont les hautes payes passaient aussitôt et en entier, directement ou indirectement, dans le commerce, et surtout par le nombre surprenant des adhésions, particulièrement en 1917⁶.

La difficulté de se ravitailler fut grande pour quantité de produits ; le début de la guerre marqua celle de se procurer la farine : il fallut aller à Roubaix ou à Calais⁷. Bien souvent le pain laissa à désirer tant par manque de personnel que toujours par l'absence de conscience professionnelle d'une partie des ouvriers boulangers et le Conseil d'administration dit laconiquement que la période fut bien mauvaise. On continua de vendre le pain au-dessous du cours pratiqué par les boulangers⁸ ; le développement [se poursuivit de façon satisfaisante⁹.

Le chantier de charbon vit son activité restreinte ; en 1914, on réduisit les livraisons à 2 sacs par semaine et, en décembre, on suspendit momentanément la vente au public ; puis quantité de gens adhérant dans le but d'avoir du charbon, on interrompit le recrutement des sociétaires¹⁰.

Le service de boucherie qui avait été supprimé avant la guerre

nous avons obtenu l'aide précieuse des autorités administratives ; ... cela tenait à ce que nous mettions à contribution la bonne volonté de notre camarade LECOINTE qui s'est imposé une multitude de démarches pour l'expédition de marchandises absolument indispensables ».

6. V. tableau III. L'Union ne fit aucun effort de propagande : il lui suffit de s'en tenir à la formule coopérative du juste prix et de vendre à des cours légèrement au-dessous du commerce ordinaire.

7. Elle était 4 fr. moins chère qu'à Amiens. Par la suite il fallut avoir recours à la Municipalité. « M. FRANCFORT s'efforça de nous donner satisfaction et y arriva souvent ».

8. Ainsi en octobre 1915, le pain était vendu 2 cent. 1/2 au kilogramme de moins que chez les boulangers ; compte tenu de la ristourne, il s'agit de 6 centimes au kilogramme.

9. Au début de la guerre, 2.100 kg. par jour à cause de la suppression du port à domicile ; novembre 1915 : 3.500 ; en mai 1916 : 4.100 ; en nov. 1916 : 6.500.

10. Le prix se maintint de 2 fr. à 3 fr. 25 le sac ; en 1917, les 100 kg. 1 fr. 50 au-dessous de la taxe.

ne fut pas à vrai dire rétabli, mais il fallut parfois que l'*Union* s'occupât de distribuer de la viande¹¹.

L'activité syndicale et politique se ralentit et ne présenta rien de saillant¹².

Les assemblées générales ne purent avoir lieu et seul le *Coopérateur* établit la liaison entre les sociétaires et le Conseil d'administration. Celui-ci continua son existence et ses séances sans autres modifications que celle qu'exigeait la situation anormale¹³.

La Caisse d'économie a connu d'abord des difficultés et elle a limité le montant de ses remboursements à 50 fr. par compte et par quinzaine, mais elle les a opérés même pendant l'invasion, et sans formalités; le maximum fut bientôt porté à 100 fr. et fin de 1915, elle avait repris sa vie ordinaire.

Durant trois ans, les secours aux grévistes disparaissent, et pour cause¹⁴. Il ne reste que les œuvres de solidarité qui connaissent des sorts divers. En 1914, la nécessité d'un gros fonds de roulement et les difficultés qui ont été déjà signalées poussent l'*Union* à de nombreuses restrictions financières et elle supprime tout secours, toute indemnité statutaire et tout remboursement sur l'avoir du sociétaire. Ces remboursements reprennent dès septembre 1914 : d'abord de 10 francs, puis un deuxième et encore un troisième de même montant chacun. C'est ensuite le tour des secours naissances le 2 avril 1915 avec effet rétroactif au 1^{er} août 1914; enfin les secours-décès, eux d'abord à 50 %, puis en totalité (15 octobre 1915).

Dès juin 1915, la guerre dépassant les prévisions les plus pessimistes de durée émises au début, l'*Union* fait des efforts particuliers : envoi d'argent sur le « boni » du Conseil d'administration aux camarades du Conseil mobilisés; puis à différentes époques, colis et quelque argent aux coopérateurs prisonniers¹⁵; enfin, souscription à des œuvres de guerre¹⁶.

La bibliothèque fut réorganisée en 1915 par un employé des Postes.

11. Plus spécialement en 1918.

12. Le 23 avril 1915, on pense que « vu le moment que nous traversons, il est impossible de fermer le 1^{er} mai qui vient. En ce qui touche le parti socialiste, on relève l'envoi de deux délégués au Congrès fédéral de 1915.

13. « COZETTE fait la lecture du rapport pendant qu'a lieu un bombardement de Taubes ». Les rues ne sont plus éclairées le soir; les membres du Conseil d'administration rentrent chez eux par des rues noires; on achète des lampes électriques de poche qu'on leur cède à prix coûtant.

14. Il y en a quelques-uns à partir de 1917.

15. Composition du premier colis : 1 boîte de pâté, 500 gr. de pain d'épice, 250 gr. de chocolat, 1 boîte de cassoulet, 1 de sardines, 1 paquet de biscuits, 1 paquet de tabac, 1 papier à cigarettes.

16. Exemple : 100 fr. à l'Association pour l'assistance aux mutilés de la guerre.

Le personnel fut à la hauteur de sa tâche. « Au début de la guerre, une réduction de salaire fut acceptée par tous, ... effort librement et unanimement consenti; pour la plupart des employés, ce fut une réduction de 20% du salaire quoique le travail fût plus absorbant, plus pénible, plus fatigant. Les résultats du semestre furent excellents et, de plus, la gêne financière fut absolument insignifiante..., il fut alors décidé de faire supporter à l'*Union* les mêmes frais généraux; le personnel résolut de verser pour les familles des employés de l'*Union* mobilisés, la moitié du complément qui allait de nouveau lui être attribué, ce qui, par semaine, représentait une somme allant de 1 fr. 50 à 7 fr. 50, c'est-à-dire de 10 à 11% du salaire¹⁷. On put ainsi verser 15 francs par mois à chaque mobilisé. A partir de novembre 1915, la retenue ne fut plus que de 1 fr. à 2 fr., l'*Union* complétant à 15 francs par mois l'envoi à chaque employé mobilisé. En 1916, les salaires furent augmentés de 10%.

Il faut particulièrement signaler les gestes du Conseil d'Administration en reconnaissance à Cozette de son activité et de son dévouement¹⁸.

Le Conseil d'administration est toujours strict sur la tenue du personnel¹⁹; il ne varie guère dans son appréciation sur les femmes employées : elles ne peuvent faire tous les travaux demandés aux hommes et il ne faut pas les mêler aux hommes. Ce qui n'empêchera pas de trouver des noms de femmes mêlés à ceux des hommes quand, la guerre finie, on voulu rendre hommage au dévouement du personnel²⁰ :

L'*Union* participe aux efforts patriotiques et cède à la psychose de guerre. A l'appel : « Donnons notre or », elle fait un premier versement de 17.000 fr.; après l'apposition d'affiches dans le hall, un apport des sociétaires permet un second versement de 10.940 francs, et le procès-verbal note avec une pointe de fierté : « l'*Union* coopérative a donc, à elle seule, versé à la Banque de France environ 28.000 francs ». En janvier 1916, M. Francfort fait appeler Catel à

17. Du 22 janvier à juin 1915 il fut recueilli 2050 fr. et jusqu'en novembre 3975 fr.

18. COZETTE ayant été mobilisé, on lui vota 33 fr. la semaine, quoiqu'il eût manifesté par lettre le désir de n'être pas salarié pendant qu'il serait mobilisé; le 5 mars 1915, il est versé dans l'auxiliaire, en décembre, il passe garde-voie et revient un peu plus tard à l'*Union* dont il n'avait jamais cessé de s'occuper. On lui payait salaire entier depuis 1916. Le 17 novembre 1917, il est mis au traitement mensuel de 500 francs avec augmentation annuelle jusqu'à 600 francs.

19. HERBET est rappelé à l'ordre « pour commencement de flirtage (*sic*) avec une coopératrice » (12-2-1915). Le petit jeune homme de la charcuterie est très impoli et très coléreux avec la femme de service; il sera renvoyé.

20. Personnes citées : AUBERT, famille LECAILLÉ, gérant à Longueau, MORNET, NEUREUIL, LUCAS, BOUFFLET, Mme et M. FOURDRIN, Mlle DAIX, DUMEIGE, PAVIE, DEROGY, VIGNERON, Mme BECQUET, MEYER.

l'Hôtel de Ville pour lui dire que « la coopérative vend des produits boches ; il lui remet même une étiquette réclame venant de la chaussure » ; Catel s'inquiète, se renseigne aussitôt auprès de la maison qui livre cette marchandise et répond que l'on peut tenir cet article « garanti de fabrication anglaise ». On sent un soulagement.

En 1917, Cozette est nommé par le gouvernement membre pour le développement de la coopération dans les pays libérés : Somme, Oise, Pas-de-Calais, Nord.

Les adversaires sont rares ; mais les attaques n'ont pas complètement cessé : le 6 décembre 1917, on note une réponse de l'*Union* à un article du *Progrès* et celui-ci refuse d'insérer. Les effets de la concurrence se font assez peu sentir par la situation économique anormale et par un état d'esprit spécial : en 1915, l'*Union* décide d'appliquer une hausse sur le pain en même temps que les boulangers²¹.

Et ainsi, on atteint le début de 1918, les ventes se développant constamment, l'*Union* triomphant en somme aisément des difficultés²². C'est alors que la situation allait prendre une gravité inouïe et que l'*Union* qui aurait pu sombrer se révéla peu commune et jeta les bases solides de son futur développement dans Amiens.

L'évacuation. — On se rappelle la brutale et surprenante avance allemande du 21 mars 1918 ; le samedi 23, l'aviation allemande bombarde la ville ; le lundi 25, un grand nombre d'habitants s'exilent, et bientôt, c'est l'évacuation avec son encombrement, son désordre lamentable, son cortège de désolation, ses multiples incidents parfois comiques, toujours douloureux.

Le personnel de l'*Union* suit, il quitte le travail par petits paquets et le mercredi matin, 27, aucun employé de bureau ne se présente ; le personnel affecté à la vente au siège social fait également défaut : il n'y a que trois personnes, dont Cozette, pour assurer le service. La ville est en grande partie abandonnée, les magasins fermés. Les trois personnes restantes de l'*Union*, après examen de la situation, décident de ne pas désertir leur poste : raison d'humanité : assurer coûte que coûte le ravitaillement de ceux qui ne peuvent évacuer immédiatement ; raison morale : sauvegarder l'avenir de l'*Union*, l'avoir des sociétaires, les centaines de milliers de francs

21. « Dans la période que nous traversons, il n'est pas nécessaire de chercher noise aux boulangers, surtout que l'on a, en ce moment, besoin de l'un et l'autre pour faire du mieux que l'on peut. »

22. C'est ainsi que de 1904 à 1915, l'amortissement des immeubles fut de 95.211 fr. et de 1915 à 1919 de plus de 200.000 fr.

de marchandises emmagasinées au prix de tant d'efforts. L'*Union* va devenir le seul magasin, au moins important²³, pour le ravitaillement et de la population restante et des Amiénois réfugiés dans les environs²⁴.

« A l'aide d'un personnel recruté au petit bonheur et de quelques camarades qui se sont ressaisis, l'*Union* fait face aux besoins de la population, mais pas sans difficultés ni dangers. Il faut rationner : certaines personnes ne veulent rien savoir ; elles insultent et menacent ; le plus grand nombre se rend compte des difficultés et approuve²⁵.

La municipalité était partie à Neufchâtel-en-Bray. L'autorité militaire fait appel à l'*Union* pour le ravitaillement de la ville, les répartitions continuant dans ses magasins et sa boulangerie toujours ouverts. De plus, le commandant de la place pressent Cozette pour la gestion des intérêts municipaux, particulièrement ordonner et approuver toutes dépenses. « Par convenances personnelles, dit Cozette, je retarde le plus possible la régularisation de cette nomination²⁶ ». Le temps gagné par Cozette permet de télégraphier à la municipalité qui, la situation devenant moins critique, rentre après quelque jours d'absence. Le 29 mars, à la reprise de son poste, M. Lecointe, adjoint au maire, d'accord avec l'autorité militaire, prend un arrêté déléguant Cozette au ravitaillement de la ville, et, en outre à celui en viande des formations militaires cantonnées en ville ou dans les environs. « L'*Union* devenait ainsi un service public, mi-civil, mi-militaire²⁷. Le téléphone est posé immédiatement au siège social et relié aux services de la Place. »

23. Les commerçants, à part de très rares exceptions, ont fermé boutique. Vaille que vaille, les deux coopératives la *Fraternelle* et l'*Union* essayent de poursuivre leur œuvre. Le 28 mars, la *Fraternelle*, sous la direction de son gérant distribuait encore 1.000 kg. de pain à sa clientèle dans son magasin de la rue Vascosan. Mais le lendemain, les derniers ouvriers disparaissent et on ne peut fabriquer que fort péniblement quelques centaines de pains. La clientèle devra désormais s'adresser à l'*Union*. » (CHATELLE, *op. cit.*).

« L'ensemble du commerce avait abandonné Amiens ; quelques commerçants se ressaisirent et tentèrent de liquider leurs marchandises, mais, en fait, seule parmi les maisons importantes, l'*Union* ne ferma pas ses magasins. Si la population put se procurer du pain, de la viande, du lait, elle le doit à l'*Union*. » (CHATELLE, *op. cit.*, p. 170.)

24. « Les Amiénois réfugiés dans les environs ne trouvent pas de quoi se ravitailler suffisamment : ils apprennent que l'*Union* tient ses magasins ouverts. Malgré le bombardement, un certain nombre, las d'avoir passé plusieurs nuits dans les champs ou, à peine abrités de la pluie, dans des étables reviennent à Amiens et s'approvisionnent, d'où une sorte de ruée et les ventes reprennent. » (COZETTE, *op. cit.*)

25. Ces malheureux, quelque peu réconfortés, affirment qu'après la guerre, toute la population sera conquise à l'idée coopérative et adhérera à l'*Union* !

26. Ces convenances personnelles, c'est l'amitié qui liait COZETTE et LECOINTE ; et ne faut-il pas, au surplus, tenir compte de la susceptibilité des hommes politiques quand on pénètre sur leur « chasse » ?

27. « Cette nomination... permettait de mettre l'*Union* en vue tout en l'aidant à rendre des services à la population, rôle pour lequel elle fut créée... Aux prises avec des

Aucune boucherie n'est restée ouverte. L'*Union* qui, depuis longtemps, ne vendait que de la charcuterie, tenta d'organiser un service boucherie. « Le 30 mars, le colonel du Teil²⁸, réquisitionne la boucherie Brehon, 44 et 46 rue des Jacobins, et la met à la disposition de l'*Union*. Le commandant d'armes fait abattre chaque jour 3 ou 4 bêtes à l'abattoir par les bouchers militaires. Lorsque ce bâtiment aura été bombardé, l'opération se fera à la Manutention, rue du Soleil²⁹. »

Par le colonel du Teil, l'*Union* dispose de soldats boulangers et est même autorisée à toucher de la farine et du pain à la manutention militaire pour compléter les cuissons; 4 fours, rue du Soleil, cuisent chacun 1.500 rations de 600 grammes et la distribution est faite place Saint-Michel.

Le lait manque complètement, mais la ferme Magniez, du faubourg de Hem, met spontanément 26 vaches à la disposition de la ville qui en confie le soin à l'*Union* chargée de faire la répartition du lait d'abord place Saint-Michel, puis à la salle des Fêtes, rue des Trois-Cailloux. La distribution est gratuite aux personnes ayant charge d'enfants; le surplus est vendu.

La population vient nombreuse aux lieux de ravitaillement; à certaines heures, l'affluence nécessite un service d'ordre. Les indigents ont une carte (pain) ou des bons (viande) délivrés par la mairie; les autres payent.

L'évacuation fit ainsi sortir des cachettes la monnaie d'argent et, en quelques jours, l'*Union* en reçut pour une cinquantaine de mille francs; elle en fut embarrassée et ne réussit pas à s'en défaire³⁰.

Outre les sources de ravitaillement pour l'*Union*, il faut ajouter les particuliers et les Magasins généraux. « Les premiers jours de l'évacuation, je reçus à l'*Union* de nombreuses personnes venant offrir denrées, produits, bêtes (porcs, bœufs, vaches, etc.) qu'ils ne voulaient pas abandonner dans Amiens. Dans la mesure du possible, les offres étaient acceptées et les prix rapidement arrêtés. Sans

difficultés sans nombre, sous un bombardement qui s'intensifie chaque jour, il faut procurer le nécessaire aux habitants n'ayant voulu ou pu évacuer. » (COZETTE, *op. cit.*, p. 34-35).

28. Commandant la Place.

29. CHATELLE, *op. cit.*

30. Deux des fournisseurs de l'*Union*, ayant voulu être réglés à leur départ d'Amiens, en reçurent l'un 30 kg., l'autre, 50 kg. et ils durent quérir une voiture. COZETTE pensa se débarrasser et faire plaisir à la Banque de France en allant faire à la succursale d'Abbeville un dépôt de fonds d'une trentaine de mille francs : on les lui refusa, « la monnaie divisionnaire étant encombrante » et il fut obligé de les ramener à Amiens.

abuser de la situation, je tentais d'obtenir des prix pour une vente relativement avantageuse au consommateur³¹. »

Au Magasins généraux, se trouvait une importante quantité de sucre provenant du Ravitaillement et destinée à servir aux consommateurs les tickets de la carte de sucre. Plus de 80.000 kilogrammes furent distribués par l'*Union* aux épiciers détaillants de l'arrondissement d'Amiens et aux consommateurs. Quelque temps après, une bombe incendiaire mit le feu au magasin où se trouvait le sucre et le peu qui n'avait pas été réparti fut entièrement détruit.

Mais la situation militaire empirait³²; le Commandant de la place donna l'ordre d'évacuation générale par des affiches manuscrites collées en ville. L'*Union* devait évacuer surtout que sa présence assurant la population de ravitaillement n'aurait pu que pousser cette dernière à rester malgré l'ordre. C'est le 27 avril que, la mort dans l'âme, douloureusement inquiets sur l'avenir de la Société les dirigeants de l'*Union* se résignèrent à quitter Amiens³³.

Le précieux concours apporté par l'*Union* au ravitaillement fut reconnu et elle en fut remerciée officiellement le 8 juin 1918, à 15 heures, par le Conseil municipal d'Amiens dans son unanimité, siégeant à Neufchâtel, et par le ministre de l'Intérieur, avec citation, le 4 octobre 1918³⁴;

31. « Certaines personnes allèrent même jusqu'à me remettre leurs clefs, me disant de faire au mieux pour éviter la perte totale de denrées, de produits périssables. Prenez note, me disait-on, de ce que vous enlèverez : nous nous entendrons facilement pour le règlement (COZETTE, *op. cit.*, p. 36 et 37).

32. « Les avions rendent le repos nocturne impossible; les recettes sont comptées dans les caves au fracas des obus et des torpilles; un matin, un obus tombe, place Saint-Michel, épargnant la trentaine de personnes qui attendaient l'ouverture : pas une ne quitta sa place; dans l'immeuble, rue de la Vallée, un militaire a un bras déchiqueté; un cheval est tué, un autre blessé... Aussi, d'accord avec le commandant d'armes, l'*Union* se mit-elle à la recherche de locaux moins exposés que le siège social et la Salle des Fêtes; finalement, au Lycée, on préférait le Palais de Justice... quand fut donné l'ordre d'évacuation générale. » (COZETTE, *op. cit.*, p. 37 et 38).

33. « Ce n'est pas sans un serrement de cœur que l'on se prépare à quitter la ville; les yeux se remplissent de larmes quand le moment du départ arrive. Il faut partir, il faut abandonner tout, sans connaître quel peut être l'avenir de la société... Toutes dispositions utiles sont prises pour tout au moins sauver ce qu'il est possible : marchandises, matériel, comptabilité. »

« Les efforts exceptionnels de tous ceux qui assumèrent successivement la direction et l'administration de l'*Union*, en surveillèrent jalousement la marche, auront-ils été donnés en pure perte ? » (COZETTE, *op. cit.*, p. 40).

Les recettes furent de 424.916 fr. en mars et de 383.717 en avril malgré la fermeture de la succursale de Picquigny, le gérant en étant parti.

Le dernier procès-verbal est du 7 mars 1918; le premier ensuite du 7 février 1919.

34.

Monsieur le Directeur,

Je suis heureux de vous transmettre les félicitations qui vous ont été votées par le Conseil municipal dans sa séance du 8 juin courant, pour le dévouement et l'activité

En évacuation. — L'*Union* va fonctionner dans sa succursale de Picquigny et dans deux baraquements Adrian : l'un sur la place de Saint-Maxent, l'autre dans la cour de la gare à Feuquières-Fressenneville.

Marchandise et matériel furent transportés par camions d'Amiens à Picquigny ; le local était trop petit ; deux camarades de la commune mirent spontanément à la disposition de l'*Union* quelques pièces de leur habitation pour abriter les marchandises. Malgré la proximité du front, les ventes furent importantes, les sociétaires réfugiés à Picquigny et aux environs s'approvisionnant régulièrement³⁵.

L'installation dans les baraquements eut lieu à la demande de la Compagnie du Nord et de l'autorité militaire pour les milliers de mineurs cantonnés dans la région et travaillant à la voie de chemin de fer destinée à relier Paris-Galais à Paris-LeTréport. Pareille affluence excitait les mercantis aptes à profiter de la situation ; l'*Union* fut chargée de leur faire pièce. Des camions amenèrent les marchandises de Picquigny et malgré les défauts des baraquements (il faut, pour garantir la marchandise de la pluie, la déplacer bien souvent le jour et la nuit) c'est le succès tant auprès des mineurs que des habitants et de sociétaires qui, ayant appris l'installation de l'*Union*, font des kilomètres pour se ravitailler, voir l'*Union* et s'entretenir des événements, surtout de ceux qui ont suivi leur départ d'Amiens³⁶.

La réinstallation. Les régions libérées. — Dès le 14 août 1918, Cozette, en accord avec les services compétents de la préfecture,

avec lesquels vous avez assuré le ravitaillement des personnes demeurées à Amiens, à la fin de mars et dans les premiers jours d'avril.

Je vous serai obligé de transmettre ces félicitations au personnel qui vous a aidé dans cette tâche...

L'adjoint f. f. de Maire :
DUCHAUSSOY.

Monsieur le Directeur,

Je suis heureux de vous transmettre, avec mes félicitations personnelles, copie de la citation dont vous avez été l'objet et qui a été insérée au *Journal Officiel* de ce jour.

« Le Gouvernement porte à la connaissance du pays, la belle conduite de MM. Cozette, directeur-gérant, Catel, administrateur-délégué, et Aubert, chef de service de la Société Coopérative de Consommation et de Prévoyance « l'Union », à Amiens.

« Au cours des événements qui ont précédé l'évacuation d'Amiens, ont fait preuve de courage et d'initiative, en assurant pendant le bombardement de la ville, et sans souci du danger, le ravitaillement de la population restée à Amiens. »

Le Ministre de l'Intérieur :
PAMS.

35. Du 6 mai à fin septembre 1918 : 406.322 fr. 40.

36. A Saint-Maxent, du 11 juin au 23 août 1918 : 108.585 fr. à Feuquières-Fressenneville, du 11 juin au 15 septembre 1918 : 173.758 francs.

revint à Amiens : pour la réintégration des habitants, il fallut d'abord organiser le ravitaillement. Sans hésiter, l'*Union* se chargea de cette mission³⁷.

Catel et Cozette remirent en état la salle de vente place Saint-Michel, l'immeuble ayant souffert, et nettochèrent le matériel de la boulangerie. En même temps on songea à faire rentrer les membres du personnel qui, pendant l'évacuation, étaient restés en correspondance avec les dirigeants et dont un minimum de personnes étaient nécessaires au fonctionnement de l'*Union* pour une réintégration en masse de la population amiénoise. Par lettres et par dépêches, il fut obtenu des bons de transport qui permirent la rentrée du personnel indispensable.

Les magasins étaient suffisamment approvisionnés pour la vente peu importante en septembre (266.000 fr.) et en octobre (219.000 fr.).

A partir de novembre, l'essor devint remarquable tant par les ventes à Amiens que par le ravitaillement, à la demande du préfet de la Somme ou des maires de grands centres des régions libérées de la Somme.

A Amiens, les adhésions se multiplièrent, probablement par les prix avantageux pratiqués par l'*Union* et, sans doute aussi par le souvenir, tout chaud encore, des services rendus pendant la période critique de l'évacuation, particulièrement en mars-avril.

Dans les régions libérées, le ravitaillement comprenait avant tout le pain et l'épicerie. Il était fait un peu par voie ferrée mais surtout par camions mis à la disposition de l'*Union*, aux dépôts installés dans les centres principaux, et la distribution se faisait de là aux centres moins importants.

La boulangerie cuisait régulièrement 8.000 kilogrammes par jour ; les produits étaient vendus partout à tous les consommateurs le même prix qu'au siège ; aucune augmentation n'était autorisée quelle que fût la distance du lieu de vente au siège ; les infractions étaient immédiatement réprimées.

On se doute de l'excellente propagande que se fit l'*Union* durant cette période et combien sa conduite de cette époque dut l'aider par la suite dans son développement.

37. « M. MORAIN (le préfet) crée à la préfecture un service spécial sous la direction de M. BUFFET, chef de cabinet avec le concours de M. COZETTE, administrateur (on remarquera que cette expression est impropre) de l'*Union* coopérative. Cette dernière reçut la lourde et délicate mission de faire rentrer dans Amiens les approvisionnements nécessaires : pain, pommes de terre, essence, pétrole, charbon, etc. (CHATELLE, *op. cit.*, p. 206).

« La coopérative *La Fraternelle* fabriqua du pain dès le 3 septembre et 48 heures après l'*Union* en mit à la disposition du public au prix de 0 fr. 60 le kg. (CHATELLE, *op. cit.*, p. 268).

DEUXIÈME PÉRIODE

L'Union de 1919 à nos jours

Généralités. — 1919 : la vie va redevenir normale; l'*Union* reprendra son activité ordinaire, mais avec de profondes transformations : société strictement coopérative qui rompt complètement toute attache avec le parti socialiste, modifie quelque peu ses rapports avec les syndicats et va s'étendre sur tout le département de la Somme qu'elle débordera largement ensuite sur celui de l'Aisne et sur celui de l'Oise. Elle poursuivra une politique financière exemplaire, pratiquera en grand immobilisations et amortissements tout en augmentant sans cesse la ristourne, et elle éliminera peu à peu ses concurrents coopératifs. Enfin, elle se mêlera activement à la vie des organismes centraux coopératifs dont elle sera l'un des piliers.

CHAPITRE PREMIER

SYNDICATS ET PARTI SOCIALISTE

Rapports avec les syndicats. — On peut noter des modifications d'une certaine importance. Le bureau des syndicats se réunit le 17 juin 1919 et immédiatement des frictions se font sentir. La Bourse du travail demande que tous les administrateurs adhèrent à elle, payent leurs cotisations et que l'administrateur-délégué ne soit pas président du Conseil d'administration. Cozette élève une vive protestation : il ne veut pas d'ingérence des syndicats dans une question d'administration. Question de principe : oui... « mais la lumière s'éteint » termine le procès-verbal et on ne sait si une décision a été prise, ni dans quel sens. Probablement est-on resté dans le *statu quo*, les rapports ont l'air de continuer assez bons : le 21 juillet 1919, le personnel ne travaillera pas et on tient à le voir à la réunion de la Bourse du travail.

Des critiques cependant se font jour : le 2 janvier 1920, le syndicat des instituteurs accuse l'*Union* de devenir une société capitaliste et de majorer certains produits de 80 %. Le 19 mars, Dupontreuet constate « avec regret » qu'on donne les gérances à des étrangers et qu'on néglige les militants. Le Conseil d'administration fait remarquer que, d'une part, il a peu de demandes de militants, et, d'autre part, que des tiers lui offrent souvent leurs maisons pour ouvrir une succursale, mais à la condition d'être gérants.

La réunion vraiment décisive est celle du bureau des syndicats le 1^{er} juin 1920. Il s'agissait d'accepter la transformation des statuts pour favoriser le développement des succursales et d'admettre, par là même, une profonde modification du Conseil d'administration : adjonction aux membres d'Amiens recrutés par les syndicats, d'autres membres pour représenter les coopérateurs relevant des succursales hors d'Amiens et qui, de toute évidence, ne pouvaient pas relever tous directement, ni même indirectement des syndicats, même en admettant que « la plupart des succursales sont adminis-

trées et organisées par des syndicats¹ ». Les modifications proposées furent acceptées et la volonté syndicale a été s'affaiblissant.

La scission de 1921 au sein de la C. G. T. n'a pu qu'être nuisible et cet effet a été renforcé par le développement des succursales dans des régions qui n'avaient aucun syndicat, mieux même aucune probabilité ou possibilité d'en avoir.

Cependant les dirigeants actuels de l'Union ont toujours l'esprit syndicaliste et les syndiqués ont peut-être encore en fait la majorité au Conseil d'administration, mais si les rapports n'ont pas cessé ils paraissent plus lointains².

Avec le parti socialiste. — Ici, c'est un divorce, et rapide. Au Conseil d'administration du 21 mars 1919, le président expose que « la fédération socialiste a envoyé une délégation le mardi pour demander au Conseil d'administration qu'il veuille bien accorder au camarade Mailly³ un jour payé par la société chaque semaine pour les travaux du secrétariat et accepter une augmentation de cotisation de 5 fr. par 1.000 membres et par mois⁴. Après les explications du président et discussion, le Conseil se range à la proposition faite par Cozette, d'attribuer à la Fédération une somme équivalente au salaire de Mailly et, en plus, une somme représentant la cotisation réclamée, soit forfaitairement 100 francs par mois, mais le tout à titre de propagande coopérative dans l'organe de la Fédération. En sorte que la coopérative ne ferait plus partie de la Fédération socialiste. Le Conseil décide, de plus, que tous les articles concernant la coopération seront soumis à un délégué nommé par le Conseil d'administration. Les fonds seront accordés pour faire paraître le plus vite possible l'organe de propagande. Enfin le Conseil prend la décision ferme, si l'organe socialiste venait à faire de la propagande anticoopérative, de supprimer toute somme de propagande. » On expliquera à la délégation le sens de cette décision.

Cette dernière phrase, ambiguë, signifie sans doute que les explications devaient dorer la pilule et laisser moins d'amertume au

1. D'après le rapport de COZETTE.

2. Les syndicats désignent toujours un certain nombre de membres du Conseil d'administration (V. ci-après, chap. 10); le 12 avril 1933, CATEL signale que l'Union locale des syndicats a tenu une réunion à laquelle il a assisté avec LECLERCQ.

3. Secrétaire de la Fédération départementale socialiste.

4. Pour l'effectif actuel, 106.000 sociétaires, la cotisation aurait été de 6.360 fr. l'an. Rappelons qu'avant la guerre, l'Union versait une cotisation d'adhésion de 5 fr. par mois, outre les subventions à des titres divers. Voir ci-dessous le montant versé à titre de propagande dans le *Cri du Peuple* (note 7).

cœur des dirigeants de la Fédération socialiste ; néanmoins, il était difficile de ne pas mesurer l'étendue de ce geste⁵.

Toutefois la cassure ne fut pas nette : le 13 juin 1919, on souscrit 20 actions au *Cri du Peuple*, ce qui provoque, le 25 juillet de la même année, la proposition très discutée d'une subvention à l'organe libertaire *Germinal* et qui, au vote, recueille 7 voix contre 7 ; finalement, le 1^{er} août, on souscrit 10 actions à ce journal, 5, à prendre sur le fonds de propagande, le reste sur le reliquat des jetons de présence.

Cette quasi-bienveillance ne paraît pas avoir déterminé toute la sympathie qu'on attendrait alors de *Germinal* pour l'*Union* : le 6 février 1920, on se plaint que ce journal attaque l'*Union* parce que celle-ci n'a pas accepté le camarade Bastien, délégué des teinturiers⁶.

La scission de Tours a dû pousser l'*Union* à plus de neutralité politique encore. Actuellement, les rapports de l'*Union* et des partis politiques se réduisent à rien, si ce n'est une subvention aux journaux de gauche favorables, à titre de réclame et de propagande coopératives⁷. Il apparaît que l'*Union*, qui veut « servir tous les consommateurs, tient à rassurer les plus timorés de ses clients possibles tout en ne s'aliénant pas les clients « avancés ». Dans les prix courants, dans le *Coopérateur*, elle multiplie ses assurances de parfaite neutralité et s'offre à la prouver en même temps qu'elle affirme qu'elle n'a pas dévié de la ligne prévue par ses fondateurs.

5. Quelle a été l'origine de cette rupture ? Peut-être des malentendus personnels : à la même réunion, il est signalé que DUTILLOY, dans le *Cri du Peuple*, a publié un article qu'on estime injurieux pour l'*Union*, COZETTE et CATEL. Mais sans nul doute, il y eut les décisions des Congrès coopératifs de 1913 et 1914 et la tendance générale du mouvement coopératif français à une nette et stricte neutralité politique et religieuse. Très probablement encore : l'influence de la guerre sur les dirigeants de l'*Union* et la masse des coopérateurs amiénois et picards, particulièrement l'envahissement et la destruction d'une partie de la Picardie déterminant un réveil ou une surexcitation du patriotisme (Rapprocher le cas de M. LECOINTE, actuellement député-maire d'Amiens, qui, député socialiste unifié en 1919, vota le traité de Versailles et fut de ce fait, exclu de son parti)... les difficultés du ravitaillement et la hausse des prix amenant une collaboration de plus en plus étroite entre l'*Union* et les autorités gouvernementales ; les leçons de l'expérience modifiant certaines conceptions de jeunesse parfois violentes et risquées, ou en faisant naître d'autres.

6. La campagne continua : un nouvel article est signalé le 13 juin 1920.

7. Le *Cri du Peuple* reçoit annuellement de l'*Union* 1.500 fr. pour la réclame. Ce chiffre s'éclaire singulièrement quand on sait que les *Nouvelles Galeries*, grand magasin amiénois à forme capitaliste, lui versent 6.000 fr. au même titre.

Cette affirmation, dont la bonne foi est absolue, paraît toutefois contestable⁸.

8. « Aucune religion même ne saurait se dresser contre la coopération qui applique notamment les principes de la charité chrétienne » (*Coopérateur*, avril 1929, n° 28, 15^e année) « ... des gens croient dur comme fer que la coopération n'est pas neutre et que l'*Union* soutient et subventionne un parti politique... Les seules subventions ne l'ont jamais été qu'à des coopérateurs victimes de chômage ou de grève et cela, dans le même esprit de solidarité humaine que par les municipalités et certains commerçants. (Cette affirmation est osée : chap. II, 1^{re} période, § Solidarité ouvrière et le chap. 5, même partie). La neutralité de l'*Union* est absolue : nos livres sont à la disposition de ceux qui en douteraient ». (*Coopérateur*, mai 1932, n° 31, 18^e année).

Extraits de deux articles de LECLERCQ.

« Ce qu'il faut toujours répéter : l'*Union* n'est inféodée et ne subventionne aucun parti politique (*sic*) ou philosophique (*sic*). Sa neutralité est absolue ! C'est une organisation groupant tous les consommateurs, sans distinction d'opinion, pour la défense de leurs intérêts économiques.

Prix-courant de 1932, 3^e page de la couverture.

« Certes, il serait surprenant et il paraîtrait au moins impossible qu'elle (l'*Union*) eût suivi ponctuellement la route tracée; il se peut, au cours d'une aussi longue période, que quelques détours deviennent nécessaires, obligatoires, indispensables même pour assurer la vie d'une société, pour en activer le développement ainsi que son influence auprès des consommateurs.

Cependant quand j'examine le fonctionnement de l'*Union*, quand j'étudie sa marche, je me dis que les petits crochets qui ont pu être faits ne sont ni bien nombreux, ni bien importants ». (COZETTE, *Coopérateur*, avril 1929, n° 28, 15^e année).

CATEL, lui aussi, écrit en 1930 : « L'*Union* arriverait-elle à n'être plus, par la force des choses, qu'un organisme d'ordre exclusivement commercial et à négliger les buts d'ensemble que nous nous sommes assignés ? L'*Union* s'est toujours inspirée et s'inspirera toujours des mêmes principes ».

CHAPITRE II

L'UNION. SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT

Le Congrès national de 1913 avait adopté l'idée de sociétés de développement¹. L'*Union*, longtemps hostile même à la création de succursales, se rallia à cette décision et seule la guerre retarda l'exécution du plan. Après la guerre, dès 1919, un congrès départemental fut réuni, accepta le projet d'une société de développement, peut-être même de deux, mais, en fait, il n'y en eut qu'une dont le développement a été plus important qu'on ne l'avait primitivement décidé.

Les succursales avant la guerre. — Les premiers statuts prévoient formellement la création possible de succursales² mais la tendance générale ne permit pas d'envisager pareilles créations; ce n'est que contrainte, et bien à regret, que l'*Union* s'y résigna.

La question se posa en 1903. *La Laborieuse* de Moreuil en mauvaise posture depuis longtemps, voyait, quoique soutenue par l'*Union*, sa situation empirer; l'*Union* décide de ne plus rien faire pour elle. Sur pétition d'un groupe de coopérateurs de cette localité (109 signatures), elle résout d'y créer une succursale avec comme employé principal un employé de l'*Union*. Les syndicats ouvriers d'Amiens consultés laissent l'*Union* libre; ceux de Moreuil sont également consultés, mais sans résultats. L'*Union* hésite : elle craint de tuer *La Laborieuse*; mais les signataires de la pétition s'impatientent : ils écrivent, et, pour risible qu'il paraisse, leur appel est ferme³. Le Conseil d'administration décide d'une enquête à Moreuil. Finalement, il n'y eut pas de création⁴.

1. Outre certaines autres idées.

2. « Le Conseil d'administration pourra créer des succursales dans chacun des quartiers où il y aura cent membres au moins et sur leur demande ». (Article 2.)

3. « Nous vous prions au nom de tous, pas à genoux, ces temps-là sont passés, mais les syndicats ne nous entendent donc pas, resteront donc sourds à notre appel : nous vous demandons une succursale de l'*Union* ».

4. Deux délégués consultèrent un certain nombre de personnes dont un cordonnier, et ils allèrent à *La Laborieuse*. Il apparut qu'il y avait des questions personnelles, des histoires fort embrouillées, des langues de femmes, etc.,

La première succursale fut celle de Picquigny, à la suite des avatars que l'on sait⁵; la seconde, celle de St-Maurice (1906) sont les débuts furent peu heureux.

C'est quelque temps après, sans doute, que fut rédigé un rapport concluant à l'impossibilité d'établir des succursales. Peut-être craignait-on les frais généraux élevés et les immobilisations que les succursales pouvaient entraîner⁶. De fait, pendant plusieurs années, aucune ouverture de succursale. Mais les faits devinrent rapidement plus forts que la volonté du Conseil d'administration : le succès de l'*Union* ne pouvait manquer d'éblouir le voisinage et de pousser les coopérateurs et sympathisants des environs à vouloir passer sous son contrôle coopératif. Longueau commença en 1911; on y garantissait 100 sociétaires. Le principe de la création fut d'abord voté, puis la création⁷, 125 coopérateurs ayant adhéré⁸. Cette succursale n° 3 fonctionnant de façon satisfaisante, l'idée vint d'en créer d'autres : Belvalette fit une proposition dans ce sens mais Cozette lui répondit que, pour le moment, c'était impossible : il y aurait déplacement de la vente, plus de frais généraux, moins de ristourne⁹.

Toutefois une succursale n° 4 est ouverte à Abbeville.

Et alors, renversement : on adopte le principe de 5 ou 6 succursales à Amiens, avec magasins centraux, si possible dans un seul local pour lingerie, chaussures, articles de ménage, etc.. On reprendra Moreuil comme succursale¹⁰.

Déjà l'*Union* avait acheté l'immeuble de la rue de Beauvais pour l'établissement du magasin central et l'on allait poursuivre l'exécution des décisions du Congrès pour les sociétés de développement. l'*Union* étant celle pour la Somme, quand éclata la guerre.

L'immeuble de la rue de Beauvais fut loué à l'intendance 100 fr. par mois. On abandonna la succursale d'Abbeville et aucune succursale ne fut ouverte. Seule, la gravité de la situation de l'*Albertine* détermina l'*Union* à faire fonctionner cette dernière sous son contrôle¹¹.

5. Voir l'histoire succincte, 1^{re} période, chap. 6, § coop. rég., coop. de consommation, n. 72.

6. Ainsi, la succursale de Saint-Maurice : 2.000 fr. de frais généraux pour le premier semestre.

7. 8-9-1911.

8. 15-9-1911.

8bis. 45.434 fr. 80 jusqu'au 31-3-1912.

9. Ce dernier argument a été longtemps péremptoire.

10. 7-11-1913 : adoption des succursales dans Amiens; 20-3-1914 : le bureau des syndicats adopte l'installation du magasin central rue de Beauvais.

11. On passe sur les ouvertures de magasins pendant l'évacuation et sur d'autres qui auraient pu être faites temporairement pour des troupes,

Après l'armistice, il a déjà été dit que l'*Union* avait pourvu au ravitaillement des régions libérées; elle crée alors 12 succursales sans engagement envers les clients.

Le 19 février 1919, le Conseil d'administration adopte l'extension dans Amiens et, à partir de ce jour, il va être ouvert continuellement de nouvelles succursales. D'autre part, l'*Union*, société de développement pour la Somme, va augmenter le nombre de ses succursales soit par fusion, soit par des créations, même hors du département¹².

Le Conseil d'administration paraît pris entre deux désirs : d'une part, ne pas procéder à des installations de rendement incertain d'autre, ne pas se laisser devancer, spécialement dans les centres importants, par les sociétés capitalistes d'alimentation à succursales multiples¹³.

Enfin, c'est la fusion avec deux autres sociétés elles-mêmes de développement hors du département : en 1929, l'*Union des Coopérateurs du Laonnais* (29 succursales, 2 entrepôts, 6 millions de ventes); en 1932, l'*Union des Coopérateurs du Beauvaisis* (19 immeubles, 52 succursales, 3 entrepôts, 7 dépôts, 12.529 sociétaires, 16 millions de ventes).

Ainsi l'*Union* est passée par le développement donné au tableau I; développement régulier avec deux pointes par les deux dernières fusions.

12. « Par suite de la liquidation de la coopérative » *La vie pour tous*, société de développement pour l'arrondissement d'Abbeville, l'*Union* devient l'unique société de développement de la région; son autorité est telle qu'une vieille organisation, comme la *Prosperité*, de Guise, ayant deux succursales et un passé coopératif remarquable, demande avec insistance la fusion et apporte à notre société un actif comprenant un vaste immeuble et des réserves intéressantes.

Il en est de même de la *Prolétarienne*, de Villers-Bretonneux et de l'*Union terramennilloise*.

D'autres sont actuellement en correspondance suivie avec nous et demandent d'examiner s'il n'y a point possibilité pour leurs membres d'entrer dans la plus grande famille coopérative du département ». (*Le Coopérateur*, avril 1922, n° 21, 9^e année).

13. « Nous retardons le plus possible l'ouverture de nouveaux magasins » (Rapport de l'exerc. 1920). « Créer des succursales dans le département quand le besoin s'en fait sentir et qu'elles peuvent produire des bénéfices ». (7-6-1925).

Notre principe est de n'ouvrir des succursales que lorsqu'on a presque la certitude que les chiffres d'affaires couvriront facilement les frais généraux (6-12-1925).

Nous n'avons accepté que les offres qui nous ont paru remplir les conditions exigées : densité suffisante de population, loyer et frais de magasins normaux, etc. » (Rapport 1925, *Coopérateur*, avril 1926, n° 25, 12^e année). « Nous préférons pêcher par excès de prudence, paraître timorés et craintifs plutôt que d'engager la société dans une voie où le succès apparaîtrait incertain (*Coopérateur*, avril 1931, n° 30, 17^e année).

« Il faut lutter contre la concurrence (7-12-1924)... se mettre à la portée des consommateurs (5-1-1930) ne pas nous laisser distancer par nos concurrents dans les quartiers populeux, nous mettre à la portée de nos sociétaires », (5-10-1930).

Les gérants. — La création et le développement des succursales posent de nouveaux problèmes, en particulier celui des gérants.

Le recrutement en fut facile au début, parmi les militants ouvriers¹⁴. A partir de 1920, il n'en est plus ainsi, peu de militants sollicitent une gérance et des particuliers offrent leur maison pour l'établissement d'une succursale à la condition qu'ils seront gérants. Au reste, il y a toujours voté par appel nominal¹⁵.

Tout au début¹⁶, le gérant n'est pas tenu de fournir un cautionnement, mais il est responsable pour les manquants et les détériorations; il est rémunéré au pourcentage (4 %).

Rapidement¹⁷, on lui demande un cautionnement pouvant être versé immédiatement ou par retenue sur son salaire. Ces mesures étaient prises pour le gérant de St-Maurice, mais le gérant de Picquigny fut aussitôt assimilé à ceux d'Amiens avec un minimum garanti de 70 fr. par mois.

Actuellement, il y a un contrat type ne différant pas de ceux des autres sociétés, prévoyant le renvoi immédiat des gérants par le bureau en cas de déficits répétés lors des inventaires¹⁸.

Des droits des succursales. — D'autres questions importantes se posent encore : la représentation au Conseil d'administration qui a nécessité un sérieux remaniement des statuts¹⁹ et l'emploi du fonds de propagande, la part revenant à chaque succursale étant à sa discrétion.

14. Remarquons qu'il ne suffit pas d'être un parfait militant pour faire un bon gérant.

15. V. les observations de DUPONTREUET, chap. I, 2^e période.

16. 16-2-1906.

17. 10-3-1906.

18. Les heures d'ouverture des magasins varient suivant les localités. Les réclamations doivent être déposées dans une boîte spéciale, placée dans un endroit bien en vue; elles doivent être signées; les lettres anonymes sont brûlées.

19. V. ci-dessous, chap. 10, § Conseil d'administration.

CHAPITRE III

LES SOCIÉTAIRES

Le tableau I fait ressortir le considérable accroissement du nombre des sociétaires. Mais ce nombre, imposant en valeur absolue, doit être examiné compte tenu de la population. Il convient de laisser de côté les succursales hors de la Somme vu la difficulté de dénombrer la population qu'elles peuvent intéresser¹.

Le département de la Somme comptait 466.626 habitants dans 835 communes au recensement de 1931². Fin 1932, l'*Union* comptait dans le département 198 succursales dans 140 communes d'une population d'environ 293.000 habitants. Ces chiffres ne donnent aucune indication sérieuse car des succursales de certaines communes ont certainement des sociétaires de communes avoisinantes : la preuve en est qu'une succursale à plus de sociétaires qu'il n'y a d'habitants dans la commune. voilà de la coo-pératisation³ ! Ils indiquent toutefois un effort sérieux dans les principales agglomérations et une bonne pénétration dans la population.

C'est Amiens qui offre le plus d'intérêt à cause de l'ancienneté du mouvement. A la même date, on y comptait pour 38 succursales (actuellement 43) un peu moins de 17.000 sociétaires⁴. En

1. Le département a des limites officiellement définies et une population connue. Les territoires des autres départements où fonctionne l'*Union* ne sont pas nettement séparés de ceux où doivent fonctionner d'autres sociétés de développement et, par là, il est impossible de dire que telle commune de telle population devrait être ravitaillée par l'*Union*. On ne peut donc étudier que le département de la Somme avec quelque exactitude.

2. La population a déchu sensiblement et régulièrement : 1891 : 546.495; 1896 : 543.279; 1901 : 537.848; 1906 : 532.567; 1911 : 516.406; 1921 : 449.596; 1926 : 470.809; 1931 : 466.626. Ces chiffres sont ceux de l'*Office de Statistique*. Pour 1926, il est donné par ailleurs : 473.916.

3. Commune de Martaineville : 434 habitants et 466 sociétaires, fin septembre 1933. On peut citer encore : Acheux-en-Amiénois : 548 h./450 s.; Proyard : 493/384; Franvillers : 428/322; Pont-Noyelles : 351/246, etc.

4. Relevé de l'*Union*, fin sept. : 16.506.

1914, moins de 5.000 ! la progression est énorme et plus de la moitié de la population est acquise à la coopération⁵.

Aussi l'origine des sociétaires est-elle mêlée et l'on peut dire qu'on en trouve de presque toutes les classes sociales⁶. Ainsi dans les professions diverses qu'il faut traduire en réalité par professions surtout libérales, on relève sculpteur, professeur de musique, médecin, prêtre, bedeau, avocat, pharmacien, directeur d'usine, administrateur de sociétés, notaire honoraire, architecte, sage-femme, ingénieur, etc... et même le directeur d'un... établissement concurrent à succursales multiples ! Parmi les fonctionnaires et assimilés, citons : instituteurs, professeurs, postiers, juges, lieutenant-colonel, officiers, sous-officiers, employés municipaux, employés de préfecture, des chemins de fer, des tramways, etc.⁷. On relève aussi des hommes politiques, dont plusieurs députés.

En ce qui a trait à l'ancienneté, les sociétaires ont été classés fin 1933, en sociétaires ayant adhéré de l'origine à 1913 : 5 %⁸; de 1913 à 1923 : 27, 50 %⁹; de 1923 à 1933 : 67, 50 %¹⁰; bien entendu pour Amiens. Ainsi pour cette ville, il y aurait en 1933 environ 800 sociétaires dont l'adhésion est antérieure au 1^{er} janvier 1914; on dénombrait à l'époque environ 4.500 sociétaires; si l'on tient, en outre, compte que nombre de sociétaires avaient déjà démissionné ou été radiés de 1892 à 1913, on voit qu'il y a encore à faire : recruter ne suffit pas, il faut aussi, et peut-être, surtout conserver¹¹.

5. V. tableau II, nombre de ménages. D'autre part, en supposant qu'un sociétaire représente en moyenne 3 consommateurs, on arrive à la même conclusion.

6. Bâtiment : 12 0/0, Textile : 14 0/0, Ouvriers divers : 18 0/0, Fonctionnaires et assimilés : 16,25 0/0, Employés : 18 0/0, Divers (dont rentiers 8,25 0/0) : 12,75 0/0, Commerçants : 5,20 0/0, Agriculture et horticulture : 3,75 0/0.

Notons que 12 0/0 des fiches d'adhésion n'indiquent pas la profession; les pourcentages donnés s'appliquent à celles qui sont complètes. Les sondages ont été faits sur plus de 3.000 fiches dont près de 3.000 complètes. Les sociétaires ont été groupés sous des professions autant que possible comparables par l'objet du travail et surtout les moyens de consommation. Ainsi, aux fonctionnaires ont été joints les employés municipaux, départementaux, ceux des compagnies de chemin de fer. Il faut remarquer que les Bâtiment, Textile, Ouvriers divers, Employés qui formaient autrefois la presque totalité des sociétaires, ne comptent plus que pour 62 0/0 environ. Les fonctionnaires, longtemps hostiles ou méfiant (création du *Foyer des fonctionnaires*) donnent un pourcentage important. En particulier, les instituteurs sont nombreux et fidèles. On en compte au moins cinquante au Conseil d'administration et le Comité administratif, lors de la création d'une succursale, s'efforce d'y avoir l'instituteur comme délégué.

7. Cette énumération fera comprendre les affirmations de neutralité que prodigue l'Union après son passé.

8. Cette moyenne résulte de différents sondages par lettre alphabétique les proportions allaient de 2,10 0/0 à 6,94 0/0.

9. Même observation; de 15,50 à 36 0/0.

10. Même observation; de 57 à 82 0/0.

11. En 1934 : 6.501 nouveaux sociétaires et 2.142 démissionnaires « presque tous ayant quitté la région » (Rapport exercice 1934).

CHAPITRE IV

LES VENTES

L'examen du tableau I, montre la progression très nette du chiffre d'affaires, venant surtout de l'épicerie et divers (articles de ménage, vêtements, etc...), un peu de la boulangerie, alors que le charbon et la charcuterie restent stationnaires. Toutefois, par suite de la baisse des prix (10 %) et malgré une augmentation du tonnage, l'épicerie marque un recul du chiffre d'affaires en 1934.

Charbon. — Ce service fonctionne parfaitement avec actuellement 3 chantiers : Amiens, Elixecourt, Beauvais, le chantier d'Abbeville ayant été fermé en 1924¹.

Charcuterie. — Rien de particulier : une charcuterie fonctionne à Saint-Ouen.

Boulangerie. — La boulangerie dont les résultats donnent satisfaction a, jusqu'à ces derniers temps, continué d'être le point noir par le personnel². L'*Union* a établi de nouvelles boulangeries à Albert, Friville, Liancourt, Montataire, Rosières, Montdidier avec distribution dans les localités voisines³. Son influence sur

1. En sacs : 1925, 122.562; 1926, 124.744; 1927, 101.661; 1928, 100.774; 1929, 92.638; 1930, 86.838; 1931, 103.194; 1932, 119.140.

2. Ainsi, en 1926, on est amené à renvoyer un ouvrier secrétaire, du syndicat des boulangers et à infliger une amende à deux autres garçons.

En 1929, nouvelle grève et le Conseil d'administration constate : « A chaque grève des boulangers, c'est toujours l'*Union* qui en subit les conséquences, et si, parfois, des mesures sont prises pour sauvegarder l'intérêt des coopérateurs, c'est devant des circonstances pénibles que la Direction prend des mesures destinées à assurer la liberté du travail ».

3. Production journalière d'environ 16.500 kg.

3. Production en pain pour l'année 1922 : 3.154.077 kg. (soit 8.641 kg. par jour, dont 5.325 kg. pour Amiens); on note que par suite de la suppression du travail de nuit dans les boulangeries, appliquée intégralement à l'*Union*, celle-ci est dans l'obligation de distribuer une certaine quantité de pain de la veille, ce qui ne plaît pas et la vente s'en ressent.

le prix du pain est considérable, dans les localités qu'elle dessert et dans les autres⁴. La peur de l'*Union* est le commencement de la baisse.

Sa plus belle réalisation vient d'être, fin juin 1934, la boulangerie industrielle qui apparaît comme un modèle d'hygiène le personnel et le consommateur⁵ et assurera à l'*Union* une indépendance à

1925 : 3.181.466 (8.717); 1926 : 3.438.522 (9.420); 1927 : 3.521.537 (9.150); 1928 : 3.460.265 (9.454) (l'installation d'Amiens ne donne pas complète satisfaction); 1929 : 3.448.990 (9.447); 1930 : 3.402.000 (9.320); 1931 : 3.096.653 (8.484); 1932 : 4.341.077 (11.860); 1933 : 5.625.944 (15.413); 1934 : 6.075.022 (16.644).

Deux boulangeries, celles de St-Ouen et de Corbie ont été fermées à la mise en marche de la nouvelle boulangerie d'Amiens. (La première, le 15 juillet, l'autre, le 15 août 1934).

4. A Maurepas, canton de Combles, le maire a mis en demeure les boulangers locaux ou venant du dehors, de baisser le pain de 0 fr. 25 au moins au-dessous du cours officiel (avant le vote du projet, en décembre, sur le blé); sinon il ferait appel à l'*Union*, dont la limite de distribution était Maricourt, à environ 8 km.; il eut satisfaction.

Les modifications à la taxe de panification et les manœuvres sur le prix du blé et des farines, ont obligé l'*Union*, le 30 novembre 1934, à ne plus vendre qu'à 0 fr. 10 au-dessous de la taxe.

5. La boulangerie industrielle (architecte M. VINSOUS, celui de la *Maison de la coopération*) se trouve avenue Louis Blanc. Bâtiment de trois étages à terrasse; l'ossature et les planchers sont en béton armé, les murs extérieurs en briques creuses recouvertes d'un enduit tyrolien en ciment de couleur claire. Les planchers sont recouverts d'une plaque de ferrure spéciale (durée augmentée). Au troisième étage, deux silos de farine contenant 3.500 kg. et un emplacement réservé pour deux autres silos. Au second : accès des silos; c'est la préparation de la farine : trémie de déversement, tamisage centrifuge, toutes deux pour 3.000 kg. de farine à l'heure; en outre, cet étage peut contenir 1.000 quintaux de farine. Au premier, pétrissage à l'aide de deux pétrins mécaniques contenant 520 kg. avec un agitateur à pouliches; ils sont alimentés par un doseur automatique de farine mobile d'une capacité de 250 kg.; un appareil automatique sert à mesurer l'eau et à la mélanger. Autour, 16 cuves d'une contenance de 600 litres. La pâte est dirigée vers la salle de façonnage par deux dispositifs de basculage automatique des cuves et deux descentes de pâte. Au rez-de-chaussée, façonnage et cuisson du pain : façonnage par un diviseur à cylindre, une machine à rouler les pâtons, une armoire de fermentation, une machine à allonger les pâtons et huit chariots de fermentation. Pour la cuisson, trois fours à pain et un à pâtisserie; l'un des fours à pain, à circulation d'eau chaude, chauffé au charbon, est automatique, à balancelle; sa surface utile est de 75 m², sa production horaire de 1.400 kg. Les deux autres, à vapeur, deux étages et soles fixes, ont une surface utile de 21 m² et une production horaire de 200 kg. On peut, dans le grand four, suivre le pain de son entrée à sa sortie. Le four à pâtisserie est électrique, d'une surface de 4 m² en deux soles.

Au sous-sol : trois chaudières de chauffage alimentant 80 radiateurs, réglés automatiquement par thermostats; un poste de transformation pour la force motrice et l'éclairage (100 kwh).

Au rez-de-chaussée, par ventilateur et tuyauterie, l'air est renouvelé tous les quarts d'heure. Dans les chambres de fermentation, il y a un thermostat et un humidostat. Il y a un système d'extraction des buées.

Pour le personnel : un réfectoire et des bains-douches.

La production quotidienne est de 9.000 kg., 16.000 le samedi (fermeture obligatoire le dimanche); la cuisson est parfaite : chaque jour, le pain est identique.

La distribution est faite localement par sept camionnettes de 500 à 1.000 kg. et sept voitures à chevaux; dans un rayon de 20 km. par deux camions.

l'égard de son personnel et une tranquillité qu'elle a bien gagnée; la malfaçon devenant difficile et les grévistes pouvant être facilement remplacés⁶.

Ventes au public. — Elles avaient pris une certaine importance pendant la guerre; elles atteignirent leur maximum en 1920 par la vente dans les campagnes et le développement des succursales⁷: nombre de villageois, clients de la Société, sont longs à se décider pour leur adhésion.

Importance comparée des ventes. — Il aurait pu être intéressant de comparer le chiffre d'affaires de l'*Union* à celui des autres sociétés de développement, mais il faudrait tenir compte de la variété des produits vendus, de l'étendue des régions desservies, de la population, etc... Notons qu'en valeur absolue, le chiffre de l'*Union* vient immédiatement après celui de l'*Union de Lorraine* et de l'*Union de Paris*, alors qu'elle n'a pas de boucheries, que son territoire est bien moins étendu que celui de la première et la population à ravitailler bien moins importante que celle des deux sociétés qui la dépassent, de la seconde en particulier. Nul doute que, compte tenu de tous ces éléments, elle ne mérite le premier rang pour l'importance de l'action coopérative.

6. Remplacer les grévistes. Les ennemis de la coopération essayent toujours d'en faire des gorges chaudes; il n'y a pourtant aucune similitude avec le remplacement dans les entreprises capitalistes: celles-ci veulent briser la grève; l'*Union* propose un arbitrage, se soumettant d'avance à la sentence; ce n'est que si les ouvriers refusent l'arbitrage, qu'on est amené à remplacer les grévistes.

7. Voir le tableau V; le pourcentage de 1920 est 27 0/0; le plus élevé ensuite: 21 0/0 en 1921; en 1932: il descend à 3,33 0/0, et, en 1934, à 2,72 0/0.

CHAPITRE V

IMMOBILISATIONS ET PARTICIPATIONS.

Le chapitre 9 de la première période a montré l'extension immobilière de l'*Union* jusqu'en 1914. Pendant la guerre, aucune acquisition. Mais cette période permit à la Société d'amortir rapidement ses immobilisations antérieures. l'examen du tableau VII montre que, pratiquement, cet amortissement était réalisé fin mars et fin décembre 1920.

Société de développement, de nouvelles et substantielles immobilisations vont lui incomber. Forte de sa situation financière¹, aidée par des achats de dommages de guerre, elle n'hésitera pas, sans abandonner la prudence qui la caractérise, à les effectuer.

Dommages de guerre. — Il est à peine besoin de rappeler ce que fut le trafic des dommages de guerre²; l'*Union*, disposant de gros capitaux, put envisager une opération avantageuse. Le 6 août 1922, il est prévu l'achat de dommages de guerre pour une somme de 400.000 à 500.000 francs et cet achat s'étend sur près de dix ans. Le registre des procès verbaux en mentionne une valeur nominale de 797.429 francs mais il est vraisemblable qu'il y en eut davantage. Le prix d'achat n'est pas toujours indiqué; pour l'ensemble des

1. V. ci-après, chap. VI.

2. On sait les dommages inouïs qu'accumula la dernière guerre. La loi du 17 avril 1919 en organisa la réparation. Les biens détruits furent évalués à leur valeur de 1914, compte tenu de leur vétusté. Les prix ayant augmenté, il fallut, pour permettre la reconstruction, augmenter la valeur de destruction d'une valeur de reconstruction; on adopta un coefficient dont le taux varia suivant les époques, les commissions cantonales, etc. Faible au début (200 0/0, ce qui portait la somme à 300 0/0 de la valeur du dommage) il fut augmenté par la suite (300 et 350 0/0); mais, en fait, la somme allouée pour la reconstruction fut toujours insuffisante pour la reconstruction intégrale ou la remise en état des immeubles dans leur importance de 1914. Certains sinistrés ne purent, d'autres ne voulurent reconstruire; la loi exigeant le emploi dans les régions dévastées par la guerre, ces sinistrés eurent en mains un titre inutilisable, ne rapportant intérêt que sur la valeur de 1914. D'autres sinistrés voulant faire autant et plus que ce qu'il existait en 1914, il s'établit rapidement un marché des dommages de guerre; le taux du rachat, calculé sur la valeur totale (valeur 1914 plus valeur de emploi) varia de 32 à 72 0/0 suivant les années.

opérations où il figure, 418.366 francs de dommages ont été payés 141.864 francs, frais non compris (ces ventes bénéficiaient d'un tarif privilégié vraiment peu élevé). Ainsi, par ce moyen, la construction réglée par les dommages de guerre était amortie immédiatement des deux tiers environ.

Immobilisations. — Il a été dit qu'à la fin de la guerre, les immeubles étaient : celui de la place St-Michel celui de la rue de la Vallée et celui de la rue de Beauvais tous deux détruits. Il va être procédé à leur reconstruction, particulièrement par dommages de guerre. tant ceux attribués pour eux que par d'autres achetés. Celui de la rue de la Vallée sera remplacé par un autre rue Dejean qui va devenir l'entrepôt³. Il y aura l'achat du château de Chanterene à *Criel*, la Maison de la Coopération, rue de Beauvais, avec le théâtre et la brasserie et, continuellement, l'achat de terrains ou d'immeubles ou les apports des sociétés fusionnant avec l'*Union*⁴.

Amortissements. — Le tableau VII montre que les amortissements s'élevaient en 1920 pour l'ensemble, immeubles, installations et matériel à 96% environ, le poste Installations et succursales ayant été doté, en vue des dépenses à réaliser immédiatement d'un « super amortissement ». La cadence rapide des immobilisations ne va pas permettre de maintenir ce pourcentage flatteur : il va décroître peu à peu et ne sera plus en 1931 que de 50%, ce qui n'est pas déjà mal, surtout que l'on n'a pas tenu compte des réserves⁵. En somme, une gestion remarquablement prudente et qui donne toute confiance.

Participations. — L'*Union* a pris une part importante à la création de la *Banque des Coopératives de France* en en souscrivant une partie du capital initial, en lui faisant des dépôts considérables⁶. La mésaventure de la *Banque* en 1934 n'a certes pas été sans gêner quelque peu l'*Union*, mais de même que la robustesse du corps se révèle surtout dans la maladie, c'est dans une situation de ce genre

3. Valeur de bilan de l'entrepôt Dejean incendié en 1923 (en milliers de francs) 1927 : 1.846; 1928 : 1.921; 1929 : 4.496; 1930 : 4.540; 1931 : 4.551.

4. Voir le tableau VII.

5. 1920 : 95 0/0; 1921 : 73 0/0; 1922 : 62 0/0; 1923 : 70 0/0; 1924 : 63 0/0; 1925 : 70 0/0; 1926 : 75 0/0; 1927 : 70 0/0; 1928 : 64 0/0; 1929 : 59 0/0; 1930 : 56 0/0; 1931 : 51 0/0. Compte tenu des réserves, le pourcentage passe en 1923 à 98 0/0; 1924 : 77 0/0; 1925 : 84 0/0; 1926 : 90 0/0; 1928 : 75 0/0; 1929 : 70 0/0.

6. La créance sur la B. C. F. figure au bilan de 1934 pour 4.706.878 fr. 65.

qu'on peut estimer véritablement celle de l'*Union* qui n'a reculé aucun paiement, ni diminué sa ristourne d'un centime⁷.

Préoccupée par la boulangerie, elle achète, en 1924, des actions de la *Saline d'Einville-Maixie*; elle le fut aussi par la meunerie : en 1931, elle acquit 540 actions de la *Société française de panification moderne*⁸. En 1934, les valeurs mobilières, au bilan, passent de 4.093.861 fr. à 8.241.968 fr. par un prêt de 4.000.000 de fr. à la *Panification* et l'achat de titres (actions statutaires du M. de G. et de la saline d'*Einville-Maixie*).

7. Mieux : on sait que la B. C. F. a obtenu son concordat et doit rembourser ses déposants en 15 ans en leur servant un intérêt de 2,50 0/0. L'*Union* a décidé de rembourser ses sociétaires, créanciers de la B. C. F., en 7 ans, intérêt au taux de 4 0/0, « à condition qu'ils déposent leurs bons concordataires à la Caisse d'économie avant le 1^{er} juillet 1935 et qu'ils continuent à être de bons coopérateurs ». (Rapport de l'exercice 1934.)

8. Depuis le 1^{er} janvier 1931, le pain est exclusivement fabriqué avec des farines provenant des minoteries coopératives appartenant à l'*Union* en copropriété avec les Sociétés coopératives du Nord.

En 1932, ces trois minoteries ont produit 270.574 quintaux de farine.

CHAPITRE VI

LES FINANCES

Le chapitre précédent nous a laissé deviner une situation financière brillante et un effort financier exceptionnel. L'*Union* n'a pourtant mis en œuvre que des moyens très simples et c'est surtout grâce à la confiance qu'elle inspire qu'elle a pu opérer ainsi.

Au 1^{er} janvier 1921, à la sortie de la guerre, mais dans une crise d'une certaine sévérité, son bilan se présentait favorablement. A l'actif, 1.971.000 francs en caisse et en banque, 4.455.000 francs de marchandises (prix d'achat) et 380.000 francs de créances sérieuses et immédiatement recouvrables : en tout, 6.806.000 francs. Exigible au passif la Caisse d'économie, les dépôts et prêts divers, le dû sur répartitions antérieures, des intérêts, impôts, jetons, fournisseurs pour 3.637.000 francs et en plus un trop-perçu de 1.531.000 francs mais payable en marchandises. Et si l'on se souvient que les immobilisations sont amorties à 95 %, on comprendra la confiance des coopérateurs et le succès de la *Caisse d'Economie*.

Le Capital. — Le tableau I fait ressortir la faiblesse du capital social souscrit eu égard au chiffre d'affaires¹. Le capital versé est toujours important : 64 % en 1919, 97,40 % en 1933 après un maximum de 99,63 %, en 1931, du capital souscrit.

L'*Union* a toujours maintenu le nominal de l'action à 50 fr. ; elle n'a jamais ressenti le besoin de l'élever ; en 1923 même, les disponibilités étaient telles que l'on se proposait de rembourser jusqu'à concurrence d'un dixième les actions libérées².

Des sociétés de développement, elle est celle dont le capital

1. Capital social porté à 1.000.000 le 20 juin 1920 ; à 1.500.000 le 17 avril 1921 ; à 2.000.000 le 14 mai 1922 ; à 2.500.000 le 17 mai 1925 ; à 4.000.000 le 17 mai 1930 ; à 8.000.000 en 160.000 parts, le 21 mai 1933.

2. Le projet a été abandonné : l'*Union* a pris une extension qui a nécessité de gros capitaux, mais qu'il ait pu être envisagé est déjà significatif.

social est le plus bas, compte tenu du nombre des sociétaires et du chiffre d'affaires annuel³.

Les Emprunts. — L'*Union* n'a pas eu recours à l'emprunt, sous quelque forme que ce soit; des pourparlers qu'elle avait engagés il y a plusieurs années avec la *Banque des Coopératives* pour un emprunt de plusieurs millions, qui financerait la construction d'une boulangerie, furent rompus. la *Banque* demandait la remise par l'*Union* de la *Caisse d'Economie*, ce que l'*Union* refusa obstinément.

Prêts divers. — Les organisations étaient avant la guerre les gros prêteurs de l'*Union*, nous avons vu que la *Caisse d'Economie* procurait en 1914 des capitaux d'une importance à peu près égale⁴. Ils vont maintenant, quoique encore importants, devenir relativement insignifiants⁵. Au reste, la mention de « Prêts des organisations ouvrières » a disparu pour faire place à une mention neutre et, peut-être aussi plus exacte de nos jours, les organisations ouvrières ne fournissant peut-être qu'une partie minime de ces prêts et figurant probablement à la *Caisse d'Economie*.

Caisse d'Economie. — C'est le gros commanditaire de l'*Union* et son développement est peut-être la marque la plus frappante de celui de la Société. Un coup d'œil sur le tableau I renseigne immédiatement : son solde représente de 4 fois à 4 fois et demi, à certains moments même 5 fois, le capital social versé, l'intérêt servi est, à vue, de 4 à 5%⁶.

L'*Union* n'a jamais voulu abandonner la gestion de sa *Caisse*; cependant, à un moment, la *Banque des Coopératives* ayant loué le local où était installée la Brasserie à l'effet d'y ouvrir une agence, il avait été convenu en principe qu'elle prendrait la *Caisse d'Economie*; l'agence ouvrit en janvier 1933; la remise n'eut pas lieu, fort heureusement, le Conseil d'administration ayant décidé, au dernier moment de conserver la *Caisse* à l'*Union*, la *Banque des Coopératives de France* ferma ses guichets en avril suivant.

3. Rappelons que l'*Union* ne verse plus d'intérêt à la première action.

4. V. Première période, chap. IX.

5. V. tableau I. Ils approchaient 1 million et demi en 1933, ce qui n'est déjà pas si mal, mais ne représentait que le 1/20 environ de la *Caisse d'économie*. V. la baisse en 1934.

6. 4 0/0 jusqu'au 1^{er} juillet 1920, puis 5 0/0; en 1929 : 4,25 0/0, puis 4 0/0 et enfin de nouveau 4,25 0/0. Fin 1934, l'intérêt des dépôts à vue est ramené à 4 0/0 et le Conseil d'administration crée des dépôts à terme : à 1 an, 4,50 0/0, à 2 ans, 4,75 0/0, à 5 ans, 5,25 0/0. Tous ces intérêts s'entendent brut.

Un coup d'œil sur le tableau X montre le développement absolu de la *Caisse d'Economie* et son développement relatif comparé à la *Caisse d'épargne d'Amiens*, solide institution qui a de nombreuses caisses correspondantes aux alentours mais dont le taux d'intérêt est quelque peu inférieur à celui de la *Caisse d'économie*⁷.

7. On remarquera la continuité de la progression de la Caisse d'économie tant pour le nombre des livrets que pour les capitaux et le montant moyen par dépôt; celui-ci est supérieur à celui de la Caisse d'épargne, parce que cette dernière a un maximum pour les dépôts; elle a marqué une brusque ascension des dépôts au relèvement de ce maximum.

L'année 1934, marque un excédent des retraits sur les dépôts, tant à la Caisse d'économie qu'à la Caisse d'épargne, défalcation faite, pour cette dernière, des intérêts capitalisés : signe de la crise plus marqué toutefois à la première (8 millions) qu'à la seconde (versements : 41.017.783 fr.; remboursements : 45.044.255 fr., soit un peu plus de 4 millions), probablement parce qu'il ne s'agit pas des mêmes classes sociales de déposants.

Cependant, pour la première fois depuis 13 mois, les dépôts à la Caisse d'économie, en janvier 1935, ont excédé les remboursements. (Rapport exercice 1934.)

CHAPITRE VII

ŒUVRES SOCIALES

Les efforts de l'*Union* dans ce domaine vont être considérables ; on dirait qu'elle veut y compenser par une activité accrue celle qu'elle s'interdit sur le plan politique et syndical.

Solidarité ouvrière et chômage. — La solidarité continue envers les grévistes ; les secours, plus importants, sont moins fréquents qu'avant 1914¹. Il y aura aussi des dons importants aux chômeurs. (en 1932 : 100.000 fr.² ; autant en 1934) quoique non prévus aux statuts.

Solidarité générale. — L'*Union* va faire beaucoup, avec des alternatives. Pour les *maladies*, on adopte le principe d'une indemnité journalière aux sociétaires malades, basée sur le montant des achats faits pendant le semestre précédant celui de la maladie³, plus un certain nombre de visites gratuites par le médecin de la Société ou 3 fr. d'indemnité par visite d'un autre docteur. A ces avantages s'ajoute, par la suite, le bénéfice de prix spéciaux à la maison médico-chirurgicale du docteur Raymond Corbin, ainsi que de ceux consentis aux accidentés du travail. A partir de 1920, ces avantages furent accordés également aux victimes d'une incapacité de travail ; mais tous les sociétaires ne pouvaient y prétendre ; rien que les chefs de famille n'ayant plus de salaires (exclus fonctionnaires, cheminots, postiers, instituteurs, petits cultivateurs, artisans, etc.)⁴. Ils ont été supprimés en 1931 à cause du fonction-

1. Ainsi en 1919 : 500 fr. aux teinturiers, puis 800, puis encore 500 ; 1920 : 500 fr. aux cheminots révoqués et 200 fr. aux grévistes des textiles du Nord, pris sur les jetons de présence ; en 1930, 7.000 fr. aux grévistes de la vallée de la Nièvre.

2. Sous le régime de la loi du 31 mai 1933, l'*Union* aurait dû payer 15.000 fr. d'impôt pour ce don en 1932.

3. Facile à déterminer, grâce au livret de consommation.

4. On sent là un reste de l'origine ouvrière.

nement des assurances sociales et pour assurer l'égalité des sociétaires.

Une *part d'action* est donnée aux enfants du sociétaire lors de leur mariage. Des *secours exceptionnels* peuvent être attribués⁵. Il a été créé une *Caisse de prêt* ou de *prévoyance* qui peut faire aux sociétaires des prêts à concurrence des $\frac{2}{3}$ de leur avoir social⁶. Elle peut prélever sur le fonds de prévoyance les sommes nécessaires pour soutenir les ouvriers en grève ou dans des événements malheureux, le tout en proportion des ressources du fonds^{6bis}.

Retraite aux vieux Coopérateurs. — Il y a plus de 20 ans, une proposition avait été faite d'assurer une retraite aux vieux coopérateurs par abandon du boni. Elle ne fut pas retenue, sans que l'idée fût abandonnée. On la reprit en 1929⁷.

Ont droit à une allocation les sociétaires inscrits depuis au moins 15 ans sur les registres de la Société et âgés de 56 ans. Elle est calculée à raison de 0,50 % sur sa consommation des 10 dernières années, chaque année n'entrant en compte que si la consommation fut au moins de 1.000 francs et ne pouvant être inscrite pour plus de 4.000 francs, ce qui limite l'allocation à un maximum de 200 fr.⁸ et ^{6bis}).

Education. — La *Bibliothèque de l'Union* qui, en 1922, comptait plus de 3.000 volumes en compte actuellement plus de 4.000; elle est accessible à tous, moyennant une cotisation annuelle de 1 franc; ouverte les mercredis et samedis de 17 h. 30 à 19 h. Le lecteur a droit à 16 volumes par mois et il est interdit de conserver un volume

5. Dans les cas exceptionnels et après enquête 250 fr. « sans pouvoir dépasser l'indemnité statutaire de maladie pour la période envisagée ». Les indemnités maladie étant supprimées, quelle sera désormais la base d'évaluation du maximum ?

6. 25 francs au maximum.

6bis. Aux œuvres de solidarité : 1919 : 11.949; 1920 : 33.615; 1921 : 58.738; 1922 : 110.623; 1923 : 147.905; 1924 : 183.868; 1925 : 208.572; 1932 : 154.242, à cause de la suppression de l'indemnité maladie, plus 39.000 fr. pour la vieillesse.

Exemple de répartition en 1923 : naissances : 24; décès : 27; maladies : 82; divers 15 (en milliers de francs).

1924 : naissances : 29; décès : 33; maladies : 105; divers : 4.

7. Il y a longtemps que des sociétés étrangères sont entrées dans cette voie: douze ans que l'*Union de Liège*, par exemple, sert aux vieux et anciens coopérateurs, une rente dont le montant pouvait aller dès le début, à 2 francs par jour, 720 francs l'an.

8. En somme, c'est fort peu, surtout si l'on compare ces chiffres à ceux qui viennent d'être cités et qui ont dû être améliorés depuis. Mais, il s'agit d'un commencement et Cozette préfère débiter petit et aller en augmentant plutôt que de faire beaucoup et ne pouvoir continuer.

Au 1^{er} décembre 1929, 74 sociétaires remplissaient les conditions requises. Actuellement il y a 711 bénéficiaires (avril 1935).

plus de 15 jours. Les ouvrages d'éducation économique et surtout coopérative sont nombreux, intéressants mais peu demandés, 1 prêt ou 2 sur 100⁹ !

Propagande. — Il existe une *Caisse de propagande et de solidarité* destinée « à la diffusion des idées d'émancipation prolétarienne et à la création d'œuvres coopératives et extra-coopératives. Elle est alimentée par le fonds de propagande. Les fonds sont affectés à toutes les succursales¹⁰ ».

L'*Union* fait la publicité dans le *Cri du Peuple*; le président met en garde les sections contre les insertions dans leurs journaux locaux. Depuis fin 1932, le *Coopérateur* a cessé de paraître et l'*Union* a adopté comme journal coopératif *Le Coopérateur de France* dont l'envoi est fait aux sociétaires moyennant une retenue de 2 fr. 50 sur leur ristourne.

Il y a des « jours de propagande » — jours de réclame — : 10 % de rabais sur tout achat, mais sans inscription au livret. Les *cercles de coopérateurs* ne donnent pas les résultats qu'on en escomptait; on parle même de résultats déplorables (1925).

On avait pensé à l'extension des *salles de fêtes* et des *maisons du peuple* : les premières ne sont guère utilisées, les secondes n'ont presque nulle part de succès : inutile de continuer¹¹.

En 1931, on a formé une *commission de l'enseignement de la Coopération* dont on attend, pour la Somme, les résultats heureux obtenus dans certaines régions.

Citons encore la *Maison de la Coopération* avec le *théâtre* et la *brasserie* qui seront étudiés au chapitre suivant.

Les sports. — Il y eut, avant la guerre, une tentative de création d'un groupement sportif; elle ne réussit pas¹².

9. En 1932, le bibliothécaire était M. DIGNOCOURT, instituteur en retraite, brusquement disparu l'an dernier; ce n'est pas sans émotion que l'auteur de ce travail salue la mémoire de ce militant actif et dévoué, aux connaissances variées et d'une extrême affabilité. Il est l'auteur d'un opuscule sur la colonie de vacances.

10. Les fonds sont attribués, proportionnellement au chiffre d'affaires constaté dans le dernier bilan, à chaque section de la société appelée à la préparation de l'Assemblée générale. Cette section nommera pour l'emploi, une commission dite de propagande de 5 membres, laquelle rendra compte tous les ans de l'emploi des fonds au Conseil d'administration. Le fonds de propagande suit la même répartition; la Commission de propagande de chaque section, rend compte de l'emploi à l'Assemblée de section.

11. « Il faut avoir le courage de ne pas réaliser des créations de ce genre et se servir des ressources pour des œuvres plus intéressantes ». (C. A. D., 17 juillet 1932.)

12. « A ce moment-là, les sports étaient peu pratiqués par l'élément ouvrier qui, en général, regardait de façon narquoise, tout homme préférant le terrain de football au cinéma ou la salle de culture physique au cabaret abrutissant. Devant cette insouciance, le club sportif cessa de fonctionner après quelques mois d'une vitalité bien restreinte. (*Coopérateur*, avril 1921, n° 20, 8^e ann.).

Après la guerre, le succès est venu : en 1921, le club à *Amiens* comptait 60 adhérents, dont 15 jeunes filles, l'année d'après : 76. En 1925, il y avait 5 clubs sportifs : *Amiens*, *Doullens*, *l'Etoile*, *Friville*, *Beauval*¹³.

La santé. — Quelque importante que paraisse cette question, l'*Union* n'a fait que l'effleurer. En 1902, recherche d'un pharmacien qui consent un rabais aux coopérateurs et un boni à l'*Union*, avantages accordés sous la condition du titre de fournisseur exclusif de l'*Union*, ce qui n'empêche pas les propositions d'autres pharmaciens et parfois l'acceptation de leurs services à des taux fort avantageux, malgré les réclamations du premier en date. En 1919, on s'intéresse à la création d'une clinique pour bronchiteux et tuberculeux; en 1919, à un dispensaire du travail, mais rien de définitif.

Colonie de vacances. — Vieille idée aussi : on trouve à ce sujet, le 4 août 1903 une proposition de Morel en reprenant, paraît-il, une de Malbranque, d'envoyer des enfants de coopérateurs à la campagne pendant les vacances : elle est renvoyée à l'étude et la question n'est posée à nouveau qu'en 1927 où l'on propose l'envoi des enfants à la colonie de Dury. C'est le 4 décembre de cette même année que fut décidé l'achat du château de Chantereine, Criel-sur-Mer (Seine Inférieure) pour la somme de 500.000 francs; les aménagements ont rapidement fait figurer ce château au bilan pour près de trois millions et demi¹⁴.

On y reçoit, sous certaines conditions¹⁵ les enfants des coopérateurs; le nombre en est déterminé pour chaque section par le chiffre des ventes de cette section comparé au chiffre global de l'*Union*; dans chaque section par le montant des achats et la situation de la famille. Le nombre des colons est d'environ 1.800 pendant 15 jours¹⁶; 25 à 30 places sont réservées aux orphelins de l'Assistance publique. Pour tous, le séjour est gratuit, le voyage

13. Tous affiliés à l'Union des Sociétés sportives et gymniques du Travail, aujourd'hui disparue.

14. Criel est à 80 km. d'Amiens; la châtellenie dépendait autrefois des comtes d'Eu. La propriété du château s'étend sur 5 hectares; elle est abritée des vents d'ouest et couverte à l'est: elle renferme quantité de grands arbres.

15. Les enfants doivent avoir de 9 à 13 ans, être en bonne santé, non porteurs de maladies contagieuses. Les « colons » peuvent être exclus pour faute grave, habitude de désobéissance, mauvais esprit.

16. En 1928, il avait été prévu 1.000 colons; pour 1929 : 2.000. On en reçut, en réalité : 750 pendant trois semaines en 1928; 975 en 1929; 1.200 en 1930 pendant 19 jours, puis pour 15 jours : 1.421 en 1931; 1.600 en 1932, 1.600 en 1933, 1.800 en 1934, l'augmentation de cette dernière année venant des coopérateurs du Beauvaisis.

est même payé, aller et retour. On exige un trousseau minimum; seul est imposé un béret couleur orange¹⁷. Les parents peuvent venir à leurs frais; on visite l'établissement sous la conduite d'un surveillant.

L'inauguration fut faite en 1928 et donna lieu à une vive discussion quant aux invitations à adresser¹⁸. L'œuvre a convenablement fonctionné¹⁹, suscité des enthousiasmes et reçu des aides précieuses²⁰. C'est une des plus utiles et des plus magnifiques réalisations sociales de l'*Union*²¹. De nouvelles constructions (1934) permettront de recevoir encore plus d'enfants dès 1935²².

17. Ce béret est cédé aux parents au prix coûtant, actuellement 5 francs.

18. Plus particulièrement aux « officiels ».

19. Toutefois, un administrateur réclama parce que les filles et les garçons jouent ensemble !

20. Des docteurs ont donné leur concours dévoué, en particulier MM. MARQUANT et CORBIN; la Grande Pharmacie de Paris offre les nombreux produits qui permettent de compléter la rénovation physique que procure aux enfants l'air de la mer et de la campagne.!

L'administration même, paraît s'intéresser à cette œuvre; en 1929, le préfet de l'Oise va la visiter avec DAVIN, à l'époque administrateur-délégué des *Coopérateurs du Beauvaisis*; également le maire d'Amiens. En 1932, le préfet de la Somme et celui de l'Oise.

21. Par la loi de 1933, la colonie de vacances, dotée de 500.000 francs, aurait dû payer 75.000 francs d'impôts, et elle reçoit gratuitement 24 orphelins de l'Assistance publique.

22. 500 par contingent, en tout 2.000 par an.

CHAPITRE VIII

LA MAISON DE LA COOPERATION

Cette idée fort ancienne, née des relations avec la *Belgique*, prit une force particulière après le voyage en masse à *Gand* (1905) et à *Bruxelles* (1907). On voulut la réaliser par des souscriptions des organisations ouvrières, toutes pauvres : les résultats furent bien modestes. On résolut alors de consacrer une partie du trop-perçu à la formation d'un fonds d'achat¹. En 1914, l'achat de l'immeuble 52 rue de Beauvais marque le premier pas décisif; la réalisation fut retardée jusqu'après la guerre mais alors poussée activement.

L'immeuble comporte deux façades : la principale de 21 m. rue de Beauvais, l'autre de même longueur, rue Leroux. Sur la rue de Beauvais, l'immeuble principal comporte : au rez-de-chaussée, à gauche, un magasin de ventes, à droite, une brasserie, aujourd'hui transformée en bureaux; au premier étage, les services de comptabilité, à gauche en entrant, au fond, le bureau du directeur, à droite 3 salles de réunion, à peine suffisantes actuellement pour les réunions du Conseil d'Administration; au second, la bibliothèque qui sert aussi de salle de réunion et les appartements du directeur général. Au fond de la cour, le théâtre.

La construction fut achevée en 1922; elle est très bien²; on en fit presque le reproche aux organismes directeurs³.

1. Ainsi, en 1913 : avant toute répartition ce fonds recevait : 3.250 + 1.700.

2. La façade est élevée en briques et pierre de taille, le rez-de-chaussée est en marbre de plusieurs sortes, ainsi que les tableaux d'enseigne. Les motifs de décoration sont la rose moderne et l'églantine dans les pendentifs de sculpture de chaque côté des fenêtres, dans les corbeilles en fer forgé et les impostes de fenêtres, sur les vitraux d'art et jusque dans la décoration intérieure.

3. « Il n'y a rien de trop beau, de trop riche pour les coopérateurs ». Au reste, l'immeuble était amorti avant que d'être terminé; sa valeur en 1922, était de 1.350.000 fr.; or, les dommages de guerre remployables à Amiens, s'élevaient à 792.000 fr.; il avait été acheté 559.000 fr. de dommages de guerre pour 156.000 fr.; soit 1.351.000 fr. de dommages et les 156.000 fr. déboursés seront récupérés et au delà par la vente de l'immeuble de la place St-Michel dont la valeur au bilan est de 234.000 fr. Remarquons que l'immeuble figure au bilan pour 1.574.000 fr., le coût définitif ayant été de 1.577.000 fr.

Le magasin de ventes. — Il a deux grandes vitrines où sont exposés les produits de la Coopération. Le rez-de-chaussée proprement dit est affecté aux nouveautés et à la mercerie; le sous-sol aux articles de ménage.

Les services de comptabilité. — Un grand vestibule au sol marbré donne accès à 6 guichets dont l'armature en fer forgé tient enchâssées des glaces donnant vue dans tout le bureau.

Bibliothèque. — Autrefois dans l'une des salles du premier, elle est dans la salle de réunion du second où se réunissent toujours un certain nombre d'organisations⁴.

Brasserie. — La question d'un café ou d'une brasserie était intimement liée à celle d'une Maison du Peuple; elle fut réalisée en même temps⁵ et ouverte le 7 octobre 1923, avec succès⁶; un orchestre symphonique s'y faisait entendre tous les soirs. Les résultats furent d'abord bénéficiaires mais, peu à peu, le déficit survint et augmenta⁷. Après avoir réduit les frais généraux, on en décida la fermeture surtout à cause de la situation du théâtre, ce qui fut réalisé le 23 juillet 1933 pour l'installation d'une agence de la Banque des Coopératives, aujourd'hui, de bureaux du siège social.

Le théâtre. — Ce fut la réalisation d'une grande et belle idée, mais financièrement ce ne fut pas brillant. Il est construit au fond de la cour et compte plus de 1.500 places⁸. Il fut inauguré le 6 septembre 1924 et ouvert le 19 suivant⁹. Dès le début, l'exploit-

4. Syndicat du Livre, des tisseurs, des instituteurs, employés des P. T. T., des Contributions indirectes, des employés municipaux, des locataires, des musiciens, de l'habillage; Union des fonctionnaires, ouvriers, employés de l'Etat, Union des ouvriers du Magasin de l'Artillerie, Partis socialiste, communiste et leurs fédérations départementales, Ligue des droits de l'Homme, Libre-Pensée et leurs fédérations, Union laïque, Cercle d'études coopératives.

5. Les boiseries de revêtement sont en teck et acajou; il y a une décoration picturale sur les murs et au plafond, les tables et le comptoir étaient harmonisés à l'ensemble.

6. « Le succès a dépassé les espérances ».

7. 15.000 fr. en 1925, 2.000 en 1926, 5.300 en 1927, 9.000 en 1928, 1.700 en 1929, puis une perte de 2.100 fr. en 1930, 6.000 en 1931, ces résultats s'entendant brut. « Après avoir mûrement réfléchi, nous avons pris la décision de continuer les auditions musicales puisqu'elles attirent un nombreux public sans nous préoccuper au delà de la prudence des résultats qui, ainsi qu'il vous a été donné de le constater, ne sont pas merveilleux ». Il fallut cependant les supprimer.

8. Le rez-de-chaussée est lambrissé de teck et d'acajou, le premier étage a des panneaux en stuc avec des glaces au-dessus; la deuxième galerie a la même décoration. La scène a vingt décors. Il y a un plafond d'aération décoré de verres cloisonnés. Un système permet de chauffer l'hiver et d'envoyer de l'air froid en été.

9. Invitations au Conseil municipal, au *Cri du Peuple*, à *Germinal*, à *l'Enchaîné* et aussi au *Progrès* — raison de tactique.

tation se révéla difficile, mais on s'accrocha parce que le théâtre était une réclame permanente; toutefois, il ne fallait pas qu'elle fût trop onéreuse¹⁰. Une offre d'exploitation fut faite par un consortium, la location votée en juillet 1925; mais au début de février suivant, le consortium abandonnait le théâtre qui fut exploité de nouveau par l'*Union*¹¹.

Cette reprise fut un succès et la colonie de vacances reçut quelques milliers de francs du théâtre jusqu'en 1930¹². A ce moment, la situation redevint pénible et, en février 1932, il fut loué à la Société Natan qui y exploite son cinéma¹³.

10. D'autant plus que le théâtre figurait au bilan : en 1925 pour 1.733.000 fr.; en 1926, 1.907.000 fr.; en 1927, 1.917.000 fr.; en 1928, 1.941.000 fr.; en 1929, 1.951.000 fr.

11. « N'ayant obtenu, la saison précédente, que des résultats précaires, nous avons accepté pour la saison 1925-1926, l'offre de location qui nous avait été faite et qui nous donnait toute garantie. Les résultats ont été plus décevants encore. Si nous avons retiré un certain bénéfice, nous avons mécontenté notre clientèle... D'où résiliation du contrat et reprise, le 13 mars de la direction de notre théâtre, avec un succès complet et ce fut une excellente propagande.

12. En 1928 : 14.291 fr.; 1929 : 12.000 fr.; 1930 : 4.000 fr.

13. Les déficits proviennent de la concurrence du cinéma parlant. On constate que l'effort de l'*Union* ne profite qu'à 300 sociétaires d'Amiens sur 65.000 en tout et qu'une partie du public se désintéresse de la coopération. « Nous avons tout essayé, notamment l'envoi de billets gratuits à nos meilleurs coopérateurs. Devant l'indifférence de l'immense majorité des coopérateurs d'Amiens, nous avons dû nous rendre à l'évidence et prendre une décision qui ne fera plus supporter à l'ensemble des coopérateurs une lourde charge dont ne bénéficiait qu'une infime minorité ».

CHAPITRE IX

LE PERSONNEL

Ce personnel va devenir de plus en plus nombreux¹ et un certain nombre de questions vont naître de ce fait ainsi que de la dévaluation de la monnaie.

Les salaires vont augmenter continuellement, du moins en valeur absolue. Cependant, on fera la remarque au Conseil d'administration, en 1929, que le taux des salaires à l'*Union* est inférieur à celui qui est pratiqué ailleurs, et, quelques mois plus tard (296. 1930), que le mouvement coopératif peine à recruter ses techniciens, l'opinion étant contre les gros traitements^{1bis}.

Mais des avantages vont être consentis par ailleurs, d'une certaine libéralité : caisse de retraites, congés payés, commission de discipline, allocations de maladies, primes annuelles et mise à l'étude d'un contrat collectif de travail.

Le statut du personnel a été résumé dans une circulaire d'il y a quelque temps. Elle rappelle le but de la coopérative, plus social que commercial et en tire un double devoir pour l'employé en tant qu'employé d'une collectivité idéaliste et que coopérateur.

Obligations. — L'employé doit être syndiqué au syndicat de sa « corporation » et s'approvisionner à tous les services de l'*Union* en particulier Epicerie et Charbon pour un minimum variable suivant qu'il vit seul : 1.000 francs ou avec d'autres personnes : 2.000 francs. La sanction est le renvoi ou tout au moins la suppression de toute prime².

1. Au début, un gérant; en 1914 : 74; en 1932 : 331, dont 237 rien qu'à l'entrepôt d'Amiens; 1935 : 518.

2. « Aucun administrateur ou membre de la Commission de surveillance, ne pourra être attaché au personnel s'il ne donne sa démission un mois à l'avance. Au cas où sa demande ne serait pas acceptée, il ne saurait plus faire partie du Conseil ou de la Commission de surveillance avant qu'un délai de trois mois ne se soit écoulé depuis sa demande d'emploi.

Avantages. — Les avantages sont d'abord les *primes annuelles*, fixées, en principe à 100 francs par année de présence comptée du 1^{er} janvier au 31 décembre, non tenu compte du service militaire ni du temps de mobilisation. Elles ont deux maxima : l'un pour les jeunes jusqu'à 20 ans révolus : prime unique de 100 francs; l'autre, fixée à 15 ans de présence et au-dessus.

Les *congés payés* varient suivant le temps de présence à l'*Union* : de 2 jours (6 mois) à 12 jours (5 ans et plus)³.

Pour les *allocations de maladie*, on distingue suivant qu'il s'agit du personnel soumis ou non aux assurances sociales. Celui qui y est soumis est traité différemment en cas de maladie ou en cas d'accident de travail : maladie, à partir du 6^e jour et pendant 6 mois au maximum, une indemnité journalière de 6 fr. 50 en plus de l'allocation des assurances sociales; accidents, demi-salaire pendant les 4 premiers jours, salaire complet à partir du 5^e et pendant les 2 premiers mois; demi-salaire pour les 3^e et 4^e mois⁴. Pour les autres, non soumis, salaire complet le premier mois, demi-salaire les deux mois suivants⁵.

Enfin la *retraite* à laquelle ne peuvent prétendre que les employés des deux sexes attachés d'une manière générale et permanente au siège social ou dans les entrepôts ou services particuliers; non compris les gérants, épiciers ou boulangers, ni leur personnel, ni les ouvriers boulangers ayant des conditions particulières de salaire.

Pour la constitution, aucun versement n'est demandé au personnel^{5bis}; c'est par un prélèvement sur les bénéfices (1 part 1/2 et une allocation annuelle fixée par le Conseil d'administration plus les intérêts en compte courant de l'*Union*^{5bis}).

La retraite est calculée à raison de 1/50 par année de présence sur le salaire moyen des cinq dernières années exception pour les salaires inférieurs à 8.000 francs comptés tous pour ce montant. Maximum de la retraite : la moitié du salaire moyen sauf pour les traitements de moins de 8.000 francs. A cette retraite s'ajoute, pour le personnel soumis aux assurances sociales, la retraite allouée légalement. La société augmente dans les mêmes proportions la

³. A prendre au long de l'année, mais particulièrement de mai à octobre.

⁴. En aucun cas, les indemnités des assurances sociales et de la Société ne pourront être supérieures au salaire normal du malade.

⁵. Il faut qu'un délai de onze mois s'écoule entre le premier mois touché pour maladie et un nouvel arrêt de travail.

^{5bis}. L'*Union* a fait une première mise de fonds de 15.000 fr. Remarquons qu'avec la nouvelle répartition de 1934, tous ces prélèvements ne se chiffrent plus en parts du trop-perçu net.

retraite de celui qui n'y est pas soumis⁶. Le maximum est prévu aux 2/3 pour celui qui, à sa retraite, ajouterait une rente d'accident de travail^{6bis}.

Pour être admis à la retraite, il faut 20 ans de présence et 55 ans d'âge; une retraite proportionnelle peut être accordée⁷. La retraite est reversible pour partie et dans certaines conditions aux représentants légaux⁸.

L'administration est confiée à un comité comprenant des membres de droit, d'autres élus par le Conseil d'administration et d'autres par le personnel⁹.

Responsabilité. — Le personnel est sous la surveillance des administrateurs-délégués; le statut défend la grève mais les revendications sont rares et c'est la direction qui a l'initiative des améliorations¹⁰.

6. 1/30 par année de présence des 40/100 du salaire à partir de la date d'application.

6bis. A noter que l'économie de cette institution n'a fait que s'améliorer; on assurait une retraite de 50 fr. par année de présence, plus 1 fr. par année supplémentaire au-dessus de 20; puis ce fut 1/70 par année de présence sur traitement de base d'au moins 8.000 fr. et de 15.000 fr. au maximum; en 1928, le taux était devenu 1/60.

7. A ceux qui, ayant au moins 15 ans de service, sont devenus par l'exercice de leurs fonctions à la Société, incapables de travail.

8. Sous certaines de vie commune, aux veuves ou compagnes âgées de 55 ans, pour les 2/5; à défaut d'elles, aux orphelins de moins de 16 ans pour même fraction. La fraction est de 1/4 pour les retraites proportionnelles.

9. Membres de droit : le directeur-gérant et les administrateurs-délégués; 4 membres élus par le Conseil d'administration dans son sein, 4 par le personnel dans son sein, parmi ceux qui ont au moins 5 ans de présence et n'ont encouru aucun blâme pendant 5 ans.

10. On constate parfois une certaine effervescence : ainsi, en 1922 : une dizaine d'employés sur 150 créent des difficultés, le Conseil d'administration, à l'unanimité donne pouvoir à la direction de prendre les sanctions nécessaires.

11. D'après le règlement intérieur, les employés sont tenus à titre de réciprocité, à la plus grande politesse envers les sociétaires, mais surtout envers les enfants dont l'âge plus tendre et plus impressionnable, est plus enclin à garder à la mémoire des mots inconvenants et grossiers. Les injures et les mots grossiers peuvent entraîner la radiation du sociétaire ou le renvoi de l'employé qui s'en serait rendu coupable.

CHAPITRE X

L'ADMINISTRATION

Théoriquement l'Assemblée est souveraine et par le Conseil d'administration dirige la Société; pratiquement, l'Assemblée n'est qu'une réunion de délégués et le centre d'intérêt passe dans les réunions de sections; d'autre part, le Conseil d'Administration a laissé à un Comité administratif le rôle d'organe directeur; encore celui-ci ne fait-il en général qu'entériner les vues ou les décisions de Cozette et de Catel.

L'Assemblée générale. — Bien finies les foules nombreuses et tumultueuses des premières années, en somme faciles à conduire du moment que la ristourne était bonne ! Les Assemblées générales reprennent après la guerre et les sociétaires s'en désintéressent remarquablement¹; avec les réunions de section, le désintéressement des sociétaires amiénois va devenir complet; on pense à une tombola pour attirer les sociétaires : en 1924, l'attrait de cette tombola a garni les réunions de section et on continue de la pratiquer. Fait cur eux : il n'y a, que des délégués masculins².

On peut dire que les 9/10 des coopérateurs se désintéressent de la marche de la société et se comportent comme si elle leur était étrangère, quitte à l'abandonner si les résultats cessaient d'être substantiels : il y a encore beaucoup à faire pour leur éducation.

Le Conseil d'administration. — Avec la création des succursales et des sections, le Conseil d'administration va changer dans son

1. A l'Assemblée du 28 décembre 1920 : 20 sociétaires alors que pour atteindre le *quorum*, il en eût fallu 3.500.

2. Il y a une section par commune ayant une succursale; s'il y a plus de 1.000 sociétaires, la section peut être divisée en deux ou plusieurs autres. La section a droit à un délégué par 200 sociétaires ou fraction de 200. Le ou les délégués ont mandat impératif, sauf pour l'exclusion d'un sociétaire. Signalons que l'Assemblée générale peut prononcer la révocation immédiate des administrateurs, même si la question n'est pas à l'ordre du jour.

recrutement, son allure, son action, et c'est peut-être là que la transformation de l'*Union* est le plus sensible. Rien que dans les procès-verbaux : plus de discussions de menus détails, plus de disputes, une allure coopérative rectiligne, une neutralité aussi complète que possible.

Le recrutement change. Pour *Amiens*, il reflète le passé et reste syndical : 2 délégués par syndicat ayant au moins 30 sociétaires à l'*Union*, au minimum 18 membres et au maximum 36 (actuellement 22). Hors d'*Amiens*, chaque section a un nombre de représentants proportionnel à celui d'*Amiens* en se basant sur le chiffre d'affaires réalisé par la section et à *Amiens*; au minimum, 1 délégué.

Les seules conditions imposées sont l'interdiction d'être commerçant patenté faisant le commerce des marchandises vendues par la Société et l'obligation d'une consommation minima³. On ne demande ni le syndicat, ni les opinions politiques. Par le développement de l'*Union*, les syndicats amiénois qui avaient gardé quelque temps la majorité sont largement en minorité. Il se peut que les syndiqués se trouvent en majorité au Conseil d'administration mais les syndicats n'agiront plus directement sur la marche de l'*Union*.

Le bureau est toujours remarquablement stable. Des indemnités et un jeton sont prévus pour les réunions⁴.

Comité administratif. — Le nombre des délégués au Conseil d'administration rendrait tout travail de direction et de contrôle difficile tant par la difficulté d'aller vite avec une assemblée nombreuse que de la réunir souvent. Le Conseil d'administration n'est plus qu'une réunion d'information et de tendance générale. C'est un Comité administratif de 12 membres qui dirige.

Ce comité est désigné par le Conseil d'administration. Les sections sont groupées en arrondissements dont chacun élit un nombre de délégués administratifs au prorata de la vente faite par l'ensemble des succursales le composant⁵.

Il se réunit au moins une fois par mois; il a les pouvoirs d'un Conseil d'administration : l'administration, la gestion et la dispo-

3. 1.200 francs l'an; ce chiffre est ramené à 800 s'il n'y a ni charcuterie ni charbon.

4. Le jeton est de 5 francs au maximum; pour les réunions de commissions, de 1 fr. 20 à 2 fr. 50, le service dans les succursales y étant assimilé. Il s'y ajoute, pour les membres du dehors, les frais de déplacement et 10 francs pour le repas. (31 mai 1926.)

5. Les membres du Conseil d'administration d'un même arrondissement, se réunissent après chaque assemblée générale et désignent pour un an le membre ou les membres du Comité de l'arrondissement.

sition des biens. Il nomme le ou les directeurs et administrateurs délégués qui ont les mêmes pouvoirs que lui et sont responsables devant lui.

Comité de direction. — Le comité de direction compte trois membres : *Cozette*, directeur général, qui n'a pu abandonner le titre de gérant qui fut le sien au début ; le second est *Catel*, administrateur-délégué, réélu président du Conseil d'Administration à des majorités considérables ; *David*, administrateur-délégué, chargé de la direction commerciale, ancien directeur du Beauvaisis. Par leur ancienneté, leur dévouement, leur conduite aux heures décisives, les résultats obtenus, ils jouissent d'une confiance méritée qui fait d'eux les véritables dirigeants de l'*Union*.

6. On relève 46 voix sur 53 votants en 1921 ; 44 /57 en 1922 ; 1923 : 65 /71 ; 1929 : 101 /107 ; 1930 : 119 /133 ; 1932 : 162 /170 ; 1933 : 225 /229. A remarquer que c'est au bulletin secret. La démocratie aime la stabilité plus qu'on ne pourrait le supposer.

CHAPITRE XI

RESULTATS ET RISTOURNE.

Les chapitres précédents ont montré l'excellence des résultats obtenus par l'*Union*; en particulier l'abondance des amortissements. Certaines sociétés amortissent au détriment de la ristourne; d'autres négligent les amortissements pour assurer une ristourne importante : l'*Union* a servi généreusement l'une et les autres.

La ristourne n'a fait qu'aller croissant depuis la guerre, sauf de 1920 à 1925 à cause de l'établissement de nouveaux impôts et des investissements; elle a alors été tenue à 7,50%. Elle est aujourd'hui de 9%¹. Seule en France l'*Union* de *Limoges* fait mieux : 10% et ces deux sociétés sont une exception dans les grandes sociétés qui tendent à limiter à un taux peu élevé le pourcentage de la ristourne. Nous n'entamerons aucune discussion sur cet objet mais il semble que, logiquement, la ristourne appartient aux sociétaires et ne devrait pas être limitée. Il est plus facile de fixer un maximum à la ristourne que de distribuer de fortes ristournes, mais ajoutons que les ristournes sont difficilement comparables.

Il faut tenir compte d'une infinité de faits et de détails : prix de vente, ventes-réclame, qui constituent en partie un manque à gagner; marchandises plus particulièrement vendues, décompte des ventes aux sociétaires²; de l'intérêt aux actions³; des loyers des magasins variables suivant les régions et réglant la patente; de la conservation ou de la suppression de l'octroi; de l'intérêt aux emprunts⁴; du nombre des employés, inspecteurs, etc.; des

1. V. tableau I.

2. Par tickets, timbres ou inscription sur un carnet comme à l'*Union*. Ce dernier est le meilleur : les gérants ne peuvent, comme dans les autres systèmes, pour s'attirer la bienveillance des sociétaires, augmenter le montant de la consommation des sociétaires et par là, les ventes donnant droit à ristournes. De plus, on contrôle ainsi à tout moment, les prix de vente pratiqués par les gérants.

3. Peu, beaucoup ou pas.

4. Soit dans le public, soit aux banques.

formalités de bureau; du matériel — surtout roulant — utilisé pour le transport des marchandises et du personnel; des avantages sociaux accordés en cas de maladie, naissance, décès, événements divers, vieillesse; œuvres de prévoyance, d'éducation, de récréation, etc., l'abonnement, obligatoire ou non, à un journal coopératif; ristourne payable en marchandises ou en espèces, une fois par an ou deux; conditions spéciales de vente selon les produits, les quantités ou les acheteurs⁵, etc. L'*Union* a des prix de vente égaux ou inférieurs à ceux des autres sociétés : d'où tire-t-elle ses résultats et sa ristourne? Plus d'intérêt à la première action⁶, faible intérêt aux autres, pas d'emprunts obligataires, capitaux abondants à faible intérêt, peu de frais généraux dans les services centraux, de contrôle et d'inspection, peu de véhicules eu égard au trafic, peu d'octrois, ristourne payable en marchandises, suppression des services improductifs, du boni sur les articles peu productifs⁷, avantages sociaux moyens et limités dans leurs bénéficiaires mais surtout un amas de capitaux d'avant-guerre, augmentés pendant la guerre et après la guerre et par les dommages de guerre; ils permettent à l'*Union* de travailler avec peu de capitaux eu égard au chiffre d'affaires. Enfin, l'esprit d'économie des dirigeants plus avarés des deniers de la Société peut-être que des leurs⁸.

De sa fondation à fin 1934, l'*Union* a réparti aux sociétaires un peu plus de 90.000.000 de francs. Le chiffre se passe de commentaires.

5. L'*Union* consent des prix aux municipalités, hospices, bureaux de bienfaisance, associations, syndicats, etc. Le sucre, par grosses quantités, ne donne pas droit à la ristourne. L'essence, pour la ristourne, est limitée à 25 litres par sociétaire et par mois. Prix spéciaux, en plus de la ristourne, pour vins et graines en grosses quantités.

6. De là, une simplification comptable et du travail. En outre, cette suppression offre l'avantage d'éviter le prélèvement très lourd de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (environ 35.000 fr. à l'époque), sans compter le produit de la déchéance quinquennale (3.500 fr. en moyenne), en tout une quarantaine de milliers de francs qui restent aux sociétaires au lieu d'aller à l'Etat. Cette économie jointe à celle de l'intérêt effectivement versé, permet d'augmenter la ristourne de 0 fr. 50 0/0. Il y a un inconvénient : on intègre au boni distribué, une partie redevable autrefois de l'impôt à titre quelconque et il y a là de quoi éveiller la susceptibilité du fisc et faire naître de nouvelles difficultés fiscales à la coopération de consommation.

7. Suppression de la boucherie, de la brasserie et du théâtre. Suppression depuis 1926, de la ristourne sur le pain, pour ne pas nuire au service épicerie.

8. Les *Coopérateurs du Beauvaisis* ne donnaient que 2 0/0 de ristourne; ils viennent à l'*Union* et immédiatement, les mêmes sociétaires reçoivent 9 0/0; on livre à Creil, le pain à 0 fr. 15 et 0 fr. 25 au-dessous de la taxe d'Amiens, elle-même inférieure de 0 fr. 05 à celle de Beauvais. C'est que les *Coopérateurs du Beauvaisis* ne travaillaient qu'avec des capitaux de la B. des C.; les intérêts étaient coûteux. Aussitôt la fusion, l'*Union* reprit tous les comptes en banque et remboursa un million de francs d'obligations. Pourtant, les espèces en caisse qui, en 1931, étaient : 8.665.000 fr., étaient encore, fin 1932, après tous ces paiements : 8.234.000 fr. L'*Union* pouvait conserver la ristourne à 9 0/0.

CHAPITRE XII

HOSTILITÉ, ADVERSAIRES, CONCURRENTS

Les autorités. — Les rapports de guerre avec les autorités influent sur ceux d'après la guerre ; ce n'est pas que des critiques ne soient faites contre l'*Union* au Conseil municipal d'Amiens, mais elles paraissent sans importance¹ ; l'administration fait preuve de compréhension et les dirigeants de l'*Union* d'une modération contre laquelle le Conseil d'administration proteste parfois sauf toutefois à les suivre². On a vu l'intérêt porté à Criel par les préfets de l'Oise et de la Somme. D'autre part, Cozette a été fait chevalier de la Légion d'honneur en 1931³. Ainsi en somme, on ne fait pas mauvais ménage.

La presse. — Les hostilités reprennent dans la presse tant de gauche que de droite. A gauche⁴, elles paraissent déterminées peut-être par des considérations personnelles et aussi par la tendance fort nette de l'*Union* de marquer sa neutralité sur laquelle on insiste et revient sans cesse avec le désir de faire oublier, sinon pardonner, un passé révolutionnaire pas très lointain.

Le *Progrès de la Somme* radical-socialiste refuse pendant longtemps de parler de l'*Union* ; quatre journaux bien pensants⁵ envoient fin 1923 une lettre collective : « Nous regrettons de vous informer de l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons de donner suite à la demande d'insertion contenue dans votre honorée du 28 novembre. A la suite de réclamations qui lui ont été adressées par de nombreux commerçants de notre ville et de la région, le Conseil d'administration de notre journal a pris la décision de ne plus y faire paraître les annonces de l'*Union*. »

1. 24 novembre 1923 : « En séance, des conseillers lancent des pointes que je crois toutes personnelles », dit Cozette.

2. Ainsi, pour inviter à l'inauguration de Criel, le préfet de la Somme, celui de l'Oise, le maire d'Amiens, ce qui fut accepté par 73 voix contre 22 et 3 abstentions.

3. CLEUET aussi en 1933.

4. DUTILLOY, dans le *Cri du Peuple*, articles de *Germinal*.

5. *Journal d'Amiens*, *Chronique Picarde*, *Journal de Péronne*, *Messager de la Somme*.

Ainsi, on n'oublie rien à droite, ni chez les comperçants qu'inquiète de plus en plus le développement de la Société.

La concurrence. — Cependant la concurrence se révèle plus âpre soit celle du commerce ordinaire, soit celle à forme coopérative.

Les petits détaillants ne peuvent rien mais les sociétés à succursales multiples entrent en jeu, particulièrement la *Ruche picarde*, le *Familistère*, le *Caïffa* et, derniers venus, les *Comptoirs français*.

Ces sociétés se concurrencent entre elles et paraissent se lancer dans des frais considérables pour la lutte⁶ mais elles visent aussi l'*Union*; dès 1920, on signale que le *Caïffa* et la *Fraternelle* (coopérative) cherchent des locaux là où s'est installée l'*Union*.

En 1924, on apprend que des sociétés capitalistes à succursales multiples cherchent à faire des fusions entre grosses firmes pour faire face à la coopération qui devient une force dangereuse.

L'*Union*, lentement, posément, riposte et continue son ascension. La baisse de 6 %, en 1932, dans les anciennes succursales fut le fait de la crise et du dépeuplement des régions libérées, de même que la légère diminution du chiffre d'affaires en 1934.

Parfois les concurrents emploient même des moyens extra-commerciaux : ils insinuent que l'*Union* ne donnera pas de ristourne et la direction de l'*Union* constate que la Société sera peut-être amenée à une concurrence que l'on n'envisageait pas possible⁷.

Concurrents coopératifs. — Le succès de l'*Union* devait logiquement porter ses adversaires à tenter localement et dans le département la création de coopératives de consommation.

Citons pour mémoire la *Société coopérative ouvrière de la Région du Nord* et la *Caisse agricole de la Région du Nord*⁸ sur lesquelles aucune précision de but et d'activité ne peut être apportée.

6. Les *Comptoirs Français*, installés à Amiens bien après la guerre, pratiquèrent des prix de combat. La *Ruche*, particulièrement visée, baissa ses prix « d'une façon plutôt tapageuse ». L'*Union* ne les suivit pas sur ce terrain préférant une légère baisse des ventes, plutôt que d'installer des magasins à n'importe quel prix et d'arriver à se concurrencer elle-même, comme c'est le cas de *La Ruche*, tant ses magasins sont rapprochés. L'engouement passa vite. « La lutte à n'importe quel prix n'aura qu'un temps. Notre méthode est plus sage : n'ouvrir que si le besoin s'en fait sentir ou profiter d'une réelle occasion. Vis-à-vis des propriétaires, il vaut mieux se faire désirer que d'aller au devant de leurs exigences ». Raisonement juste, mais il faut aussi mettre le magasin coopératif le plus possible à la portée des sociétaires.

7. Particulièrement par le développement des magasins.

8. Installées toutes deux, 54, rue St-Jacques, l'une le 1^{er} avril 1893, l'autre le 15 avril 1899.

L'*Avenir des Travailleurs*, du 15 mai 1895, est porté disparu le 27 janvier 1898 il est encore mentionné au rapport de police de 1904⁹.

La *Ligue des Consommateurs*, créée le 7 juillet 1901 est donnée comme ne fonctionnant plus au 1^{er} janvier 1919. Toutefois, elle fusionne en 1922 avec le *Foyer des Fonctionnaires*¹⁰.

La *Fraternelle*, catholique¹¹, joua un rôle important : fondée le 31 décembre 1903 spécialement pour combattre l'*Union*, installée 8 rue Saint-Martin. elle s'occupait de boulangerie et d'épicerie. Elle connut la prospérité, joua un rôle important pendant la guerre, surtout à l'évacuation et à la réintégration de la population amiénoise en 1918. Elle occupait encore 40 employés au 1^{er} janvier 1922; mais elle avait voulu devenir société de développement; une mauvaise politique d'extension jointe à une mauvaise gestion commerciale¹² à l'abus de crédit aux sociétaires¹³ l'obligèrent à se mettre en liquidation judiciaire le 17 octobre 1922.

Les *Travailleurs*, coopérative des cheminots, rue Jules-Barni, fut transformée en *Economat de la Compagnie des Chemins de fer du Nord* vers 1909; aucune indication¹⁴.

Le *Foyer des Fonctionnaires*¹⁵ voulait lutter contre le coût de la vie et, en somme, répartir des marchandises au prix de revient. Sa création paraît souligner un désaccord, au moins commercial, entre l'*Union* et les fonctionnaires¹⁶. Il devient prospère :

9. Primitivement, 85 bis, rue Laurendeau.

10. Fin décembre 1895, 15.000 fr. de capital et 102 membres; en 1896, 140 membres.

11. « Concentrez-vous, organisez-vous en sorte que vous barriez le chemin de la richesse, des honneurs, du pouvoir aux francs-maçons, aux libertins, à tous les ennemis de l'Eglise. Faites en sorte que seuls, les amis de Dieu, les hommes honnêtes et bons, puissent prospérer, grandir, arriver au pouvoir afin qu'un jour un gouvernement chrétien achève l'œuvre que vous aurez commencée » (Père LUDOVIC, *Union économique* du 1^{er} avril 1885, cité par GAUMONT, *op. cit.*, II, p. 80).

12. Ne trouva-t-on pas, lors de la liquidation, 30.000 boîtes de cirage en réserve? Pareille immobilisation s'explique mal.

13. Une succursale des environs d'Amiens, ayant pour gérante la sœur d'un prêtre, avait fait à ce dernier, un crédit considérable, particulièrement en vins de choix.

14. On ne pourrait avoir de renseignements qu'à l'administration centrale, 18, rue de Dunkerque, Paris.

15. Créé le 6 mai 1915, 85 bis, rue Laurendeau, installé après la réintégration, 35, rue Blasset.

16. L'*Union*, ouverte en principe aux seuls syndiqués, n'avait pu, jusqu'en 1912, accueillir les fonctionnaires dont fort peu à l'époque osaient se syndiquer; d'autre part, une sorte de méfiance et d'incompréhension réciproques ne facilitait guère les rapports. Seuls, les instituteurs syndiqués étaient venus à l'*Union*; leur adhésion était un symbole et une espérance, rien de plus. Encore au Conseil d'administration du 7 janvier 1923, DIGNOCOURT, instituteur, regrette « l'état d'esprit du syndicat des instituteurs qui ignore tout des principes coopératifs ». CATEL approuve et explique : « Les fonctionnaires sont à l'abri de la misère, de la maladie (*sic*); ils ont des avantages que la classe ouvrière ne connaît pas. Ils recherchent l'économie personnelle et égoïste (allusion au *Foyer*), qui n'a rien de commun avec les principes de la coopération ».

en 1921, 12 employés, 4 succursales, 3.840 membres et 6.200.000 francs d'affaires. Cette prospérité se maintint quelque temps, mais le principe de la répartition au prix de revient et le mépris des réserves constituées par prélèvements sur le trop-perçu le font décliner rapidement. En 1930, il est repris par l'*Union* « à gros frais pour elle¹⁷. »

L'*Atre*, créé le 28 janvier 1917¹⁸, répartit d'abord le charbon, puis le pain et l'alimentation. Son créateur¹⁹ n'était pas hostile à l'*Union*, seulement mécontent du point de vue commercial; il pratiquait des prix plus avantageux, ce qui explique son succès : en 1920, 15 employés, 3.262 membres et un chiffre de 3.200.000 fr. mais aussi son écroulement en 1921 à la crise économique de l'époque, des réserves n'ayant pu être constituées.

Des *Sinistrés de la Somme*, société coopérative de consommation, rue Jean-Godin, aucune indication officielle ni aucune autre nouvelle que leur titre.

L'*Entr'aide*, créée le 27 janvier 1920, accuse au 1^{er} janvier 1922 : 217 sociétaires, 50.000 fr. d'affaires et 4 employés; dissoute en 1930²⁰.

La *Coopération nouvelle*, 16 route de Paris, créée le 11-5-1920, par le directeur des P. T. T. d'Amiens qui voulait la répartition intégrale du trop-perçu, ne fonctionnait plus au 1^{er} janvier 1923²¹.

La *Prolétarienne*, qui aurait, paraît-il, déjà fonctionné pendant la guerre, est portée comme créée le 9 octobre 1921, 16, place au Feurre; elle était communiste; le trop-perçu devait servir à l'achat ou l'installation d'usines de production. Elle accuse au 1^{er} janvier 1922 : 71 membres, 10.000 fr. d'affaires, 1 gérant; ce dernier en fit une entreprise personnelle²²; finalement, dissoute en 1931.

Le *Groupement de l'Action sociale de Picardie*, date de création inconnue, comptait au 1^{er} janvier 1922 : 500 membres, 3 employés et réalisait 240.000 fr. d'affaires; il est dissous en 1931.

Le rapport de police au 1^{er} janvier 1934 n'indique plus aucune autre société coopérative de consommation : l'*Union* reste, coopérativement parlant, maîtresse d'Amiens.

17. On note au Conseil d'administration du 19 juillet 1931 : « Le personnel enseignant qui était plutôt en droid avec nous, à un revirement pour la coopération, ce qui ne peut être que très utile dans l'avenir.

18. Boulevard Guyencourt.

19. M. HUGUES.

20. Le nombre d'employés paraît hors de proportion avec l'importance des ventes.

21. Le rapport de police note au 1^{er} janvier 1922, qu'elle manque de local; le départ de son fondateur hâta sa disparition.

22. Notée en voie de dissolution au 1^{er} janvier 1927; au 1^{er} janvier 1931, on indique qu'elle n'a pas fonctionné en 1930.

Dans le département. — On ne notera pas quelles ont pu être dans le département toutes les tentatives coopératives avant l'*Union* ou celles en dehors d'elle depuis qu'elle existe. Elles ont été nombreuses et presque toutes ont disparu. Il restait les suivantes au 1^{er} janvier 1934 :

L'*Union* (Boitel et Cie) de Templeux-le-Guérard, créée en 1863, sous l'influence de Verduze²³, dans un milieu protestant²⁴. La guerre la désorganisa complètement. Elle se rétablit rapidement et prospère²⁵.

La *Boulangerie Coopérative d'Epehy*, fondée en 1881, détruite par la guerre, existe toujours et vend au public; de même *La libérale d'Heudicourt*²⁶ (de 1897).

Citons encore : l'*Espérance de Forceville*²⁷, la *Coopérative civile d'alimentation de Nurlu*²⁸, et les trois suivantes réservées à leurs membres : l'*Avenir des Travailleurs*²⁹, la *Coopération fraternelle de Corbie* et la *Société coopérative de Ronval-lès-Doullens*, sans compter les sociétés réservées aux ouvriers de grosses entreprises capitalistes.

Enfin, la *Prévoyance de Flixecour*³⁰, par fusion le 4 juillet 1930 avec les coopératives de même tendance des communes voisines est la société la plus importante après l'*Union*.

23. GAUMONT (*op. cit.*), donne 1864; les documents portent tous aux archives 1863.

24. Ainsi que les environs, et de longtemps. Cf. (de 1683) : « Requêtes d'emploi pour salvations, « Réponses aux causes d'appel servant de factum pour les doyen, chanoines et chapitre de l'église royale de St-Bursy de Péronne, demandeurs et appelans comme d'abus contre les Trinitaires réformés de Templeux intrus au Collège de Péronne, défenseurs sutimés. Réplique des doyen, chanoines et chapitre de l'église royale de St-Fursy aux salvations que les Trinitaires ont prétendu fournir à la requête ci-jointe. signé : VESTIER, doyen ». (B. M., hist., n° 8.844 et Bibliothèque Nationale, 4° I. M. 25.538).

25. 1921 : 60 membres, 1 employé, 60.000 fr. d'affaires + 60.000.

1924 : 77 membres, 2 employés, 318.000 fr. d'affaires.

1933 : 74 membres, 2 employés, 203.000 fr. d'affaires.

L'auteur que les circonstances menèrent deux fois à Templeux pendant la guerre, dont six mois en 1918, ne peut qu'exprimer son admiration à cette vaillante société pour un si rapide rétablissement dans un pays aussi détruit.

26. Villages avoisinant Templeux.

27. 85 sociétés, 335.000 francs.

27. 85 sociétaires, 335.000 francs.

28. 141 sociétaires, 541.000 francs.

29. 923 sociétaires, 4 employés, 780.000 francs.

30. 3.112 sociétaires, 7 succursales, 31 employés, 12.247.000 francs d'affaires.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, on ne peut pas ne pas être frappé de l'importance des résultats obtenus et de l'extrême modicité des moyens matériels mis en œuvre. Aux socialistes amiénois qui lui demandaient conseil avant la création de l'*Union*, Anséele disait en substance : pour réussir ? un peu d'argent ; un contrôle sérieux et constant ; de la confiance les uns dans les autres ; le développement de la société, raison d'Etat ; un personnel bien choisi et bien rétribué ; arborer le drapeau rouge et fournir d'argent la propagande socialiste.

L'*Union* les a suivis, sauf le dernier, et elle a eu en plus ce qui n'est pas dit, mais sans doute sous-entendu, des dirigeants d'un dévouement, d'un désintéressement et d'un bon sens à toute épreuve : c'est là, surtout, le secret de sa réussite, car dans cette histoire belle et prodigieuse comme une légende, sorte d'épopée économique, il a fallu, pour réussir avec des moyens aussi faibles et devant les difficultés et les attaques, la confiance absolue et méritée des sociétaires dans les dirigeants et aussi dans l'idéal coopératif qu'incarnaient ces derniers et sentir en lui quelque chose de vraiment neuf.

Elle n'a jamais voulu être la « vache à lait » du parti socialiste et après avoir arboré le drapeau rouge, surtout dans les dix années précédant la guerre, l'*Union* l'a abandonné. On peut le regretter quand on voit les résultats obtenus par une coopération socialiste, en Belgique par exemple, la puissance qu'elle a donnée au mouvement d'émancipation ouvrière, l'unité d'action qu'elle lui imprime, le bloc infrangible qu'elle en a fait et sur lequel les scissions communistes n'ont pu mordre. Mais l'*Union* ne pouvait vivre continuellement d'une vie autre que celle du mouvement français et, d'autre part, n'y a-t-il pas eu cette évolution vers une coopération neutre parce que la classe ouvrière, spécialement les socialistes, se sont désintéressés du mouvement coopératif auquel même ils ont été hostiles ? L'exemple de l'*Union* est typique : créée par et pour des ouvriers syndiqués, elle n'a pu vivre qu'en accueillant les non-

syndiqués, les syndiqués ne s'empressant aucunement de se rallier à elle. C'est l'instinct de conservation qui a poussé la coopération de consommation, l'*Union* en particulier, à devenir neutre.

Mais l'*Union* n'a réussi que parce qu'elle veut une transformation économique et sociale, qu'elle travaille à l'émancipation d'une partie de l'humanité durement exploitée et opprimée : sous prétexte de neutralité, que la coopération n'oublie jamais qu'elle est un puissant facteur de rénovation sociale et que, pour procéder par une lente évolution, elle n'en est pas moins révolutionnaire. Une société coopérative n'est rien sans quelques hommes dévoués et désintéressés. Le mouvement coopératif a une mystique dont il faut que s'imprègnent les jeunes qui arrivent : sinon l'idéal coopératif disparaîtrait, il n'y aurait plus qu'un mouvement commercial où se reformeraient des classes de dirigeants personnellement intéressés à son succès ; il n'aurait plus que les apparences coopératives et rentrerait vite dans le système capitaliste. Neutre dans le commerce et la répartition de ses bienfaits ? oui ; d'idéal ? jamais.

Dernière leçon enfin, et à l'usage de tous : la réussite de l'*Union* — quels qu'aient été les autres facteurs favorables — vient d'une gestion pleine d'économie, de parcimonie même, d'un développement pondéré ; ses dirigeants n'ont pas posé aux « businessmen », ils n'y jouent pas encore — et pourtant ils le pourraient — ; ils s'en sont tenus à la bonne vieille méthode du « bas de laine » qui a fait la prospérité des familles et la solidité financière de notre pays : aller lentement, dépenser le moins possible, pas de dette, pas d'emprunt, toujours rester au-dessous de ce que l'on pourrait, voir plutôt petit que trop grand ; c'est grâce à elle que l'*Union* passe sans heurts, ni inquiétude la grave crise actuelle alors que tant d'autres sociétés, capitalistes surtout, s'écroulent ou sont ébranlées. Que les grands hommes d'affaires cessent de jouer au Yankee, qu'ils prennent exemple sur les modestes ouvriers de l'*Union*, et peut-être aurons-nous moins de crises et moins profondes.

On a pu dire de la coopération qu'elle était la seule expérience sociale du *xix^e* siècle qui ait réussi ! : si l'incroyable quantité de sociétés coopératives de tous genres qui n'ont fait que passer pouvait mettre en doute cette affirmation, l'exemple de l'*Union* — il n'est heureusement pas le seul — suffirait à l'étayer solidement et à la rendre irréfutable, eu égard particulièrement aux circonstances où cette société s'est développée.

Lentement, méthodiquement s'élabore une transformation dont on ne peut encore mesurer l'étendue, ni la profondeur, véritable

révolution où disparaîtra le capitalisme, entouré et absorbé par la coopération comme le microbe par le leucocyte et au terme de laquelle la coopération pourra comme cet homme d'Etat dire en montrant ses mains : « Voyez, elles ne sont tachées d'aucune goutte de sang », car la révolution aura été graduelle et pacifique. Sous nos yeux s'accomplit le miracle : on ne multiplie ni le pain ni les poissons, on ne transforme pas l'eau en vin — à quoi bon : il y a « trop » de tout ! — mais on rassasiera chacun, on assurera le bien-être et la vie heureuse à tous en instaurant plus de justice dans la répartition des richesses et la rémunération des services.

Vu :

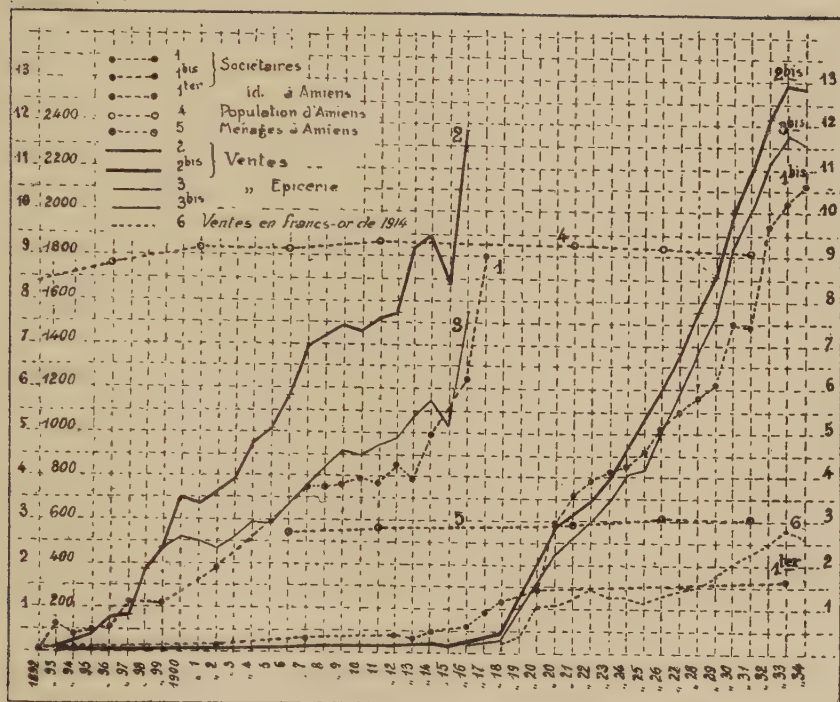
Le Doyen de la Faculté de Droit,
Edgard ALLIX.

Vu :

Le Président de la thèse,
Roger PICARD.

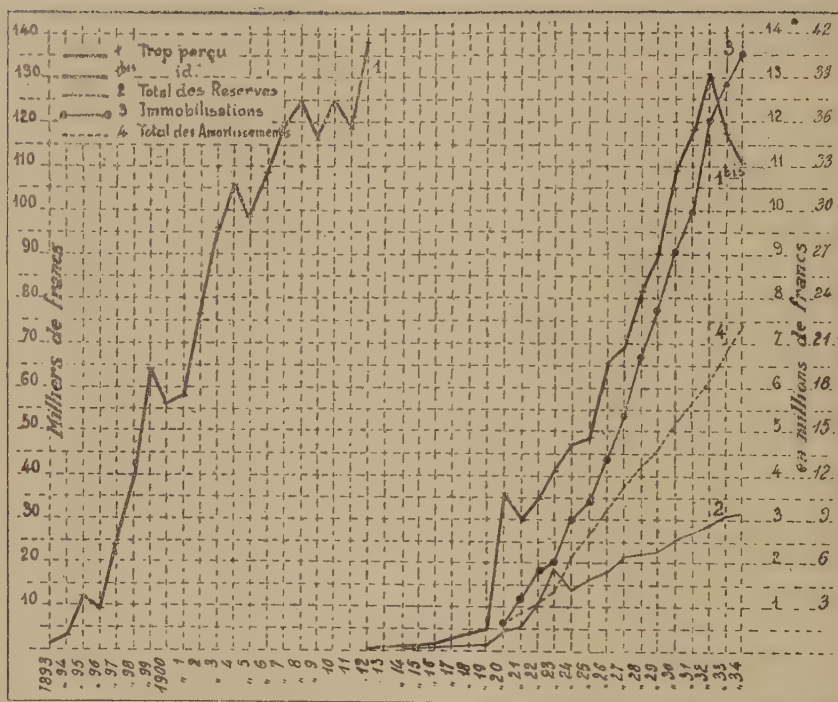
Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.



A. Les courbes 1, 1 bis et 1 ter sont relatives au nombre des sociétaires, la dernière à ceux d'Amiens depuis 1918. 2 et 2 bis, au total des ventes. 3 et 3 bis aux ventes de l'épicerie. 4, à la population d'Amiens. 5, aux ménages de la même ville. 6, la valeur approximative des ventes depuis 1918, exprimées en francs d'avant la guerre, d'après les valeurs de ce franc données dans la circulaire n° 2.032 du 25 janvier 1930 de la Direction générale des Contributions directes, etc.

Les nombres de 1 à 13 expriment les courbes : 1 en milliers, 2 et 3 par 200.000 francs (notation auxiliaire allant de 200 à 2.400 en milliers de francs), 1 bis, 4 et 5 en dizaines de milliers, 2 bis et 3 bis en dizaines de millions.



B. Les courbes 1 et 1 *bis* concernent le trop-perçu, 2 le total des réserves, 3 les immobilisations, 4 le total des amortissements. Les nombres de 10 à 140 s'appliquent à 1 en milliers de francs, ceux de 1 à 14 à 1 *bis* et à 2 en millions de francs, ceux de 3 à 42 à 3 et à 4, également en millions de francs.



C. Les courbes 1 et 1 bis sont relatives aux prêts des organisations et à divers, 2 et 2 bis à la Caisse d'économie, 3 et 3 bis au capital versé. Les nombres de 10 à 300 s'appliquent en milliers de francs à 1, 2 et 3; ceux de 1 à 30 à 1 bis, 2 bis, 3 bis en millions de francs.

TABLEAU II — Variations de la population amiénoise depuis 1891

Recensements	Population	Ménages	Maisons	avec une profession	Personnes sans profession		Chômage	Observations
					Hommes	Femmes		
1891	83.564							Population en augmentation de 6.647 soit 7,12 % de 1891 à 1931 alors qu'elle l'avait été de 9.643 soit 11,54 % de 1891 à 1911. Ménages en augmentations de 3.660 soit 13,54 % de 1906 à 1931. et maisons de 3.779 soit 15,91 % Remarque le chiffre des chômeurs en 1931, le moins élevé depuis 25 ans.
1896	88.731							
1901	90.758							
1906	90.920	27.029	23.744	42.723	12.195	29.056	1.335	
1911	93.207	28.023	25.052	43.208	12.252	29.704	973	
1921	92.780	28.973	24.706	41.460	10.411	31.104	2.607	
1926	91.576	30.113	26.009		10.936	31.895	1.335	
1931	90.211	30.689	27.523	42.034	11.977	31.504	743	

TABLEAU V — VENTES DE L'UNION AUX COOPERATIVES
ET AUX DEPARTEMENTS

(En milliers de francs).

Années	Ventes aux Coopératives du départ.		Ventes au public				Observations
	Montant	Reste dû	Montant Epicerie	Montant Boulan- gerie	Total	Trop- perçu	
1906		8				1	Pour maison du peuple.
1907	35	16				1	
1908	152	29				2	
1909	202	47				2	
1910	140	52				3	
1911	166	58				3	
1912	157	55				3	
1913	165	53				3	
1914	202	52				2	
1915	228	37				2	
1916	445	50				7	
1917	454	45				17	
1918	429	42				11	
1919						174	
1920	2.276	46	5.027	226	5.253	236	Une partie pour éviter une augmentation du pain.
1921	474	130	6.519	267	6.786	305	A partir de 1920, le solde est passé à amortissement, installation et succursales.
1922	61	12	5.799	201	6.000	270	
1923	29		5.720	181	5.900	266	
1924	33		5.246	157	5.404	243	
1925	130		4.142	161	4.303	194	
1926	173		4.379	154	4.533	227	
1927	157		4.138	43	4.181	207	
1928	219		3.753	158	3.911	188	
1929	287		3.592	147	3.739	205	
1930	387		4.289	155	3.747	257	
1931	232		4.005	158	4.163	240	
1932	468		3.769	166	3.540	226	
1933	205		3.631	—	3.631	217	
1934	268		3.508	—	3.508	210	

TABLEAU VI. — VENTES DES SUCCURSALES

(En milliers de francs.)

Années	Picquigny	Longueau	Abbeville
1906	6		
1907	18		
1908	22		
1909	24		
1910	27		
1911	28		
1912	27	45	
1913	32	88	24
1914	16	70	19
1915	35	76	9
1916	70	136	
1917	84	232	
1918	38	81	2

Il manque un semestre.

TABLEAU VII. — AMORTISSEMENTS

	Immeubles	Installations et succursales	Matériel	Total	Observations
Valeur au 31 décembre	1.031	215	627	1.875	
Amortissement antérieur	760	203	376	1.339	
Répartition statutaire.....	57			57	
Part du fonds de réserve.....	124			124	en milliers
Part du fonds de développement.		236		236	de francs
Amortissements spéciaux.....			35	35	
Totaux des amortissements au 1 ^{er} janvier 1921	942	439	411	1.792	
1921 (1)	2.084	438	1.031	3.553	(1) Valeur neuve.
(2)	1.300	745	539	2.584	(2) Amortissements.
1922 (1)	3.351	705	1.365	5.421	36 immeuble
(2)	1.631	925	808	3.363	et terrains
1923 (1)	3.482	950	1.624	6.056	44 imm.
(2)	1.985	1.054	1.125	4.164	5 terr.
1924 (1)	6.689	1.234	2.003	9.926	49 imm.
(2)	4.157	802	1.384	6.343	5 terr.
1925 (1)	7.633	1.359	2.460	11.451	
(2)	5.518	891	1.611	8.020	
1926 (1)	8.698	1.600	2.915	13.213	
(2)	6.691	1.085	2.167	9.943	
1927 (1)	10.945	1.824	3.448	16.217	
(2)	7.250	1.292	2.780	11.323	
1928 (1)	13.978	2.232	3.757	19.968	
(2)	8.348	1.480	2.891	12.719	
1929 (1)	16.046	2.696	4.367	23.109	
(2)	8.173	1.685	3.799	13.657	
1930 (1)	18.167	3.540	5.460	27.169	
(2)	9.583	1.941	3.687	15.211	
1931 (1)	19.168	3.850	6.264	29.282	117 imm.
(2)	10.602	2.182	4.104	16.888	et terr.
1932 (1)	22.427	5.295	8.338	36.062	
(2)	11.395	2.418	4.802	18.615	
1932 (1)	23.716	5.697	9.049	38.463	
(2)	12.122	2.635	5.752	20.510	
1934 (1)	25.160	5.941	10.598	41.700	115 imm.
(2)	12.872	2.846	6.767	22.486	7 terr.

AVANTAGES RESERVES AUX SOCIETAIRES DE L'UNION

Dates	Conditions d'admission aux secours	Naissances	Décès	Service militaire S. M. Périodes	Maladies et à partir de 1920, incapacité de travail	Secours exceptionnels	Avances	Mariage d'un enfant de sociétaire	Retraite
	50 fr. de consommation semestrielle.								
1906	100 fr. pour 2 ménages sous le même toit.								
1907	1 an d'inscription.								
1908	100 fr. de consommation semestrielle.								
1910	Plus un certificat médi- cal à présenter.								
1911		10	10 20	10 ² 10	5 ³				
1913			25						
1920		20	20 50	20 20		25 fr.	2/3 de l'avoir social		
				Marchandises et 1 fr. par jour d'instruction militaire. Maxi- mum : 10 fr.	0 fr. 20 par jour à partir de 5, par 100 francs de marchandi- ses. Maximum : 2 fr. Durée maxima : 3 mois		Minimum de consomma- tion semes- trielle : 400 fr.		
1922		50	50 100		Maximum quotidien, 3 fr.				
1923		30 ^s 40 ^s 50	30 60 40 80 50 100		0 fr. 25 par jour Bien souvent, demi- indemnité pour les 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e mois	100 fr.			
1926	Consommation minima. 600 sans pain. 800 avec pain.			30 fr. de mar- chandises	0 fr. 25 à tous Maximum : 4 fr. par jour 5			Part d'action de 20 fr.	
1931					Suppression complète	250 fr.			

1. Ou de sa compagnie.
2. Appel pour service actif.
3. 21 et 17 jours.
4. 9 jours.
5. Aux malades pendant plus de 2 mois.
6. Suivant que le sociétaire a 2,5 ou 10 ans de présence.
7. Un bon coopérateur peut, au cours d'une année, toucher, en cas de maladie, 540 francs.

TABLEAU IX
VARIATIONS DES REPARTITIONS STATUTAIRES
DEPUIS LA FONDATION

Désignation	1899	1920	1922	1928	1931	1932	1933
Aux sociétés		80	80	80	90	90	100
Fonds de prévoyance	9 1/2	7	5	7	2	2	
Fonds de réserve		6 1/2					
Achat d'un immeuble		3	9 1/2	3 1/2			
Retraite du personnel	2 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1	
Conseil d'administration et Commission de surveil- lance		2	2	2	1 1/2	1 1/2	
Personnel, répartition de primes annuelles			2	2	2	2	
Colonies de vacances				4	3	3	

TABLEAUX -- La Caisse d'Economie de l'Union comparée à la Caisse d'Epargne d'Amiens

Dates	Caisse d'économie				Caisse d'épargne d'Amiens				Observations
	Livrets		Dépôts ¹		Livrets	Dépôts (Total ¹)	Dont intérêts capitalisés	Moyenne	
	Moyenne								
1919...	258	61	237		86.688	42.035	1.380	485	De 1903 à 1919,
1920...	765	1.098	1.436		87.234	47.023	1.651	539	les dépôts à la Caisse
1921...	1.438	2.461	1.712		87.386	51.961	1.820	595	d'Epargne passent
1922...	2.160	3.930	1.820		87.204	56.843	1.992	652	de 30.164 à 33.486
1923...	2.820	5.110	1.812		86.089	58.055	2.104	674	les déposants de
1924...	3.258	5.987	1.838		84.427	56.953	2.104	675	78.882 à 85.000.
1925...	3.593	6.879	1.915		83.702	62.501	2.304	747	Plus haut : 86.322).
1926...	3.801	7.467	1.964		82.504	68.674	2.584	832	Plus haute mo-
1927...	4.963	10.884	2.213		82.567	85.614	2.980	1.037	yenne : 394,36.
1928...	5.160	14.393	2.789		83.866	110.239	3.912	1.314	Plus basse mo-
1929...	5.935	16.523	2.784		84.515	125.123	4.318	1.480	yenne : 351,31.
1930...	8.685	20.282	3.048		86.305	149.065	5.055	1.727	
1931...	7.329	23.374	3.189		88.430	203.451	6.511	2.301	1. En milliers de
1932...	7.674	25.397	3.309		88.650	227.743	8.021	2.569	francs.
1933...	8.253	27.971	3.389		88.614	232.287	7.350	2.621	
1934...	7.055	19.920	2.824		88.193	236.275	8.015	2.679	

BIBLIOGRAPHIE

Archives municipales d'Amiens, dossiers Boucherie et Sociétés.
Bibliothèque municipale d'Amiens, Histoire.

Chatelle. — *Amiens pendant la guerre.*

Cazette. — *L'« Union » d'Amiens. Historique de la société*, 1892-1923, 2^e édition.

Cri du Peuple, n° 1, journal socialiste S. F. I. O.

Le Coopérateur, journal de l'*Union* (de 1913 à 1932). D

Coopérateur de France, édition de l'*« Union » d'Amiens*, depuis 1932.

Gaumont. — *Histoire générale de la coopération en France*, 1^{re} édition.

Réveil syndical de la Somme, organe des syndicats confédérés du département de la Somme.

Réveil de la Somme, organe politique nuance radicale et radicale-socialiste.

Procès-verbaux du Conseil d'administration, de 1892 à 1934 et du Comité administratif.

Comptes rendus des Congrès de l'*Union des coopératives de consommation*.

Comptes rendus des Congrès de la *Bourse des coopératives socialistes*.

Annuaire de la Fédération nationale des coopératives de consommation, de 1914 à nos jours.

Quelques journaux locaux cités dans le texte.

Bordeaux. — Imprimerie J. BIÈRE, 18, rue du Peugue. — 1935.

